

RAPPORT FINAL

INTERVENTION PROGRAMME D'APPUI A LA MISE EN PLACE DES
ENTITES DECENTRALISEES DANS LA REGION DE DOSSO,
PHASE 2 ET PHASE 2 EXTENSION :
PAMED2 NER1003011 ET PAMED2 EXT. NER1203211



TABLE DES MATIERES	1
FICHE D'INTERVENTION.....	5
APPRECIATION GENERALE.....	6
PARTIE 1 : RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES	7
1 APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION	7
1.1 CONTEXTE.....	7
1.2 CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION.....	8
2 RESULTATS ATTEINTS.....	9
2.1 MATRICE DE MONITORING.....	9
2.2 ANALYSE DES RESULTATS.....	13
3 APPRENTISSAGE	30
3.1 ENSEIGNEMENTS TIRES.....	30
3.2 RECOMMANDATIONS.....	30
PARTIE 2 : SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL).....	32
1 SUIVI DES DECISIONS PRISES PAR LA SMCL.....	32
2 DEPENSES	37
3 TAUX DE DECAISSEMENT DE L'INTERVENTION	44
4 PERSONNEL DE L'INTERVENTION.....	45
5 MARCHES PUBLICS	47
6 ACCORDS D'EXECUTION.....	50
7 ÉQUIPEMENTS	60
8 CADRE LOGIQUE ORIGINAL TIRE DU DTF :	73
9 MATRICE DE MONITORING COMPLETE.....	77
10 OUTILS ET PRODUITS.....	82

ACRONYMES

AEP	Adduction d'Eau Potable
APELDO	Programme d'Appui au Développement de l'Elevage dans la région de Dosso
ANFICT	Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales
ARMTD 2	Projet Augmentation des Revenus Monétaires des Femmes de Dosso, phase 2
ATN	Assistant Technique National
BAB	Boutique d'aliments pour bétail
BC	Banque céréalière
BIA	Boutiques d'Intrants Agricoles
CFGCT	Centre de Formation en Gestion des Collectivités Territoriales
COFOB	Commission Foncière de Base
COFOCOM	Commission Foncière Communale
COFODED	Commission Foncière Départementale
CT	Collectivité Territoriale
CO	Contrat d'objectif
CTB	Coopération Technique Belge
CSR/SAP/GCCA	Comité Sous Régional du Système d'Alerte Précoce et de Gestion de Catastrophes et Crises Alimentaires
DAO	Dossier D'appel d'Offres
DDA	Direction Départementale de l'Agriculture
DTF	Dossier Technique et Financier
DNPGCCA	Dispositif National de Prévention et de Gestion de Catastrophes et Crises Alimentaires
FDC	Fonds de Développement Communal
FBSA	Fonds Belge de Sécurité Alimentaire
INS	Institut National de la Statistique
I 3N	Initiative « les Nigériens Nourrissent les Nigériens »
LuxDev	Agence Luxembourgeoise pour la Coopération au Développement
M&E	Monitoring et évaluation
MISPDAR	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses
MOC	Maîtrise d'Ouvrage Communale
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation de Producteurs
OSC	Organisation de la Société Civile
OSV	Observatoire de Suivi de la Vulnérabilité
PAMED 2	Programme d'Appui à la Mise en place des Entités Décentralisées dans la région de Dosso, Phase 2
PASEL	Programme d'Appui au Secteur de l'Elevage
PDC	Plan de Développement Communal
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PTF	Partenaire Technique et Financier
SAF	Schéma d'aménagement foncier
SAP	Système d'Alerte Précoce
SCAPRU	Système Communautaire d'Alerte Précoce et de Réponses aux Urgences
SG	Secrétaire Général
SIF	Système d'informations foncières
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale

SPR	Secrétariat Permanent Régional du Code Rural
SPR/CR	Secrétariat Permanent Régional du Code Rural
STD	Service Technique Déconcentré de l'Etat
STI/STC	Service Technique Intercommunal / Service Technique Communal
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UGAT	Unité de Gestion et d'Appui Technique
UNCDF	United Nations Capacities Development Fund

Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme d'Appui à la Mise en place des Entités Décentralisées de la région de Dosso, phase 2 (PAMED 2) et Phase 2 Extension (PAMED 2 EXT.)
Code de l'intervention	PAMED2 : NER 10 030 11 PAMED2 EXT. : NER 12 062 11
Localisation	12 communes de la région de Dosso en République du Niger Initialement 14 communes dont 2 Communes (Kankandi et Fakara) ont été exclues
Budget total	<p>1) PAMED 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4.500.000 € pour le FBSA • 100 196 € reliquat PAMED 1 <p>Sous-total Budget Belgique : 4 600 196 €</p> <p>2) PAMED2 Ext.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 300 000 € pour le PIC • 672 897 € pour la contribution luxembourgeoise • Sous total : 4 972 897 € <p>3) TOTAL GENERAL : 9 573 093 €</p>
Institution partenaire	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses
Date de début de la Convention spécifique	<ul style="list-style-type: none"> • 15/09/2011 : PAMED 2 • 03/07/2013 : PAMED2 EXT.
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	<ul style="list-style-type: none"> • 01/05/2012 : PAMED 2 • 03/07/2013 : PAMED2 EXT.
Date prévue de fin d'exécution	<ul style="list-style-type: none"> • 30/04/2016 : PAMED 2 • 30/04/2018 : PAMED2 EXT.
Date de fin de la Convention spécifique	<ul style="list-style-type: none"> • 15/09/2017 : PAMED 2 • 02/07/2018 : PAMED2 EXT.
Groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> • 12 communes (initialement 14 communes dont 2 ont été exclues par la suite pour mauvaise gestion des fonds mis à disposition) • Services techniques déconcentrés de l'Etat • Région de Dosso (collectivité territoriale) • Organisations du secteur privé et de la société civile
Impact¹	Contribuer à améliorer la sécurité alimentaire dans la région de Dosso
Out-come	La gouvernance locale dans le domaine de la sécurité alimentaire est améliorée dans la région de Dosso
Outputs	<p>R1 : Les mécanismes de gouvernance locale sont développés et mis en œuvre conformément au processus de décentralisation</p> <p>R2 : Les acteurs du développement local (CT, STD, Société civile et acteurs privés) ont la capacité de jouer leur rôle dans l'amélioration de la sécurité alimentaire</p> <p>R3 : Sous l'impulsion des Collectivités locales, des investissements sont réalisés et des services sont mis en place pour améliorer durablement la sécurité alimentaire dans 12 communes vulnérables</p> <p>R4 : Les dispositifs de suivi, d'apprentissage et de coordination sont fonctionnels dans les 12 communes et au niveau de la région et alimentent la réflexion régionale et nationale sur l'amélioration de la sécurité alimentaire dans un contexte de décentralisation.</p> <p>R5 Les femmes membres des groupements appuyés ont réduit leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et leurs tâches domestiques ont été allégées</p>
Année couverte par le rapport	Du 01 mai 2012 au 31 mai 2018

¹ L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

Appréciation générale

Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :	Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :												
<p>Mon appréciation personnelle est que le PAMED2 a été exécuté avec satisfaction et c'est la même impression qui se dégage également chez la majorité des acteurs ayant concouru à sa mise en œuvre.</p> <p>L'intervention a fortement contribué à l'avancée considérable des douze (12) Communes de sa zone d'intervention en termes de gouvernance, de maîtrise d'ouvrage communal, de gestion budgétaire et comptable....</p> <p>La satisfaction qu'on tire est que ces Communes sont systématiquement citées en exemple positif dans la Région de Dosso comparativement aux autres.</p> <p>Les principes fondateurs du Programmes, « le pari de la confiance et de la responsabilité », ont joué un rôle déterminant dans la prise de conscience de tous les acteurs surtout des bénéficiaires directs. Prise de conscience nécessaire à la pérennité de tous les investissements : investissements physiques, investissements humains (renforcement des capacités).</p>	<p>Le PAMED 2 a été exécuté de façon satisfaisante.</p> <p>Le niveau de gouvernance locale a été amélioré considérablement avec un indice de gouvernance communale des communes d'intervention qui est passé de 0.69 en 2013 à 0.79 en fin 2015 et à 0.83 en fin 2016. On note ainsi une transparence accrue de la gestion des ressources communales, une plus grande légitimité, inclusivité et cohérence des actions communales, une gestion plus apaisée des ressources naturelles, une capacité accrue de prévention et de gestion anticipée des crises et catastrophes. Tout cela a été possible grâce notamment au renforcement des capacités, aux actions de redevabilité des autorités communales, à la mise en place de logiciel de gestion budgétaire, aux mécanismes de dialogue/concertation locale, à la création/ et/ou au meilleur fonctionnement des commissions foncières, au meilleur fonctionnement du dispositif d'alerte précoce et de suivi de la vulnérabilité, etc.</p> <p>Des réalisations physiques, sous maîtrise d'ouvrage communale, dans le domaine de la sécurité alimentaire sont également visibles dans toutes les communes avec une bonne appropriation des bénéficiaires et un dispositif de gestion pour leur pérennité. Des impacts importants sont notés sur la disponibilité et l'accessibilité des produits alimentaires et l'augmentation des revenus des bénéficiaires.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Libellé de l'indicateur</th> <th>Valeur 2012</th> <th>Valeur 2016</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Taux de couverture en besoin alimentaire</td> <td>11%</td> <td>13%</td> </tr> <tr> <td>Pourcentage des ménages avec 2 repas par jour au moins pendant 6 mois de l'année</td> <td>74%</td> <td>93%</td> </tr> <tr> <td>Proportion des ménages vulnérables</td> <td>30%</td> <td>13%</td> </tr> </tbody> </table> <p>Ainsi, des communes plus fortes, plus autonomes et plus crédibles et des citoyens de plus en plus conscients de leurs rôles et droits associée à une amélioration visible de la sécurité alimentaire autorisent à dire que nous sommes satisfaits de la mise en œuvre du Programme.</p>	Libellé de l'indicateur	Valeur 2012	Valeur 2016	Taux de couverture en besoin alimentaire	11%	13%	Pourcentage des ménages avec 2 repas par jour au moins pendant 6 mois de l'année	74%	93%	Proportion des ménages vulnérables	30%	13%
Libellé de l'indicateur	Valeur 2012	Valeur 2016											
Taux de couverture en besoin alimentaire	11%	13%											
Pourcentage des ménages avec 2 repas par jour au moins pendant 6 mois de l'année	74%	93%											
Proportion des ménages vulnérables	30%	13%											
Notez votre appréciation générale de l'intervention ² :	Notez votre appréciation générale de l'intervention ³ :												
Très satisfaisant	Très Satisfaisant												
Fonctionnaire exécution nationale ⁴	Fonctionnaire exécution CTB ⁵												
ADAMOU Issa	NIAONE Kadré Kader												

² Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

³ Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

⁴ Nom et signature

⁵ Nom et signature

PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

1 Appréciation de la stratégie d'intervention

1.1 Contexte

1.1.1 Contexte général

Durant la mise en œuvre du Programme les faits suivants méritent d'être retenus :

- L'importance des inondations dans la région de Dosso en 2012 a accru les problèmes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité des populations rendant ainsi le niveau des besoins plus élevé et la nécessité d'un meilleur ciblage des groupes cibles ainsi que la prise en compte conséquente des actions de résilience telles que la reconstitution de cheptel, l'embouche, la distribution de semences améliorées, etc.
- Le contexte sécuritaire s'est dégradé avec la guerre au Mali, en Libye et le renforcement des attaques terroristes au Nigeria et à l'extrême nord du Niger. Si la situation actuelle de la région de Dosso est bonne, la région a souvent été classée dans une catégorie à risque élevé entraînant le retrait des Assistants Techniques Internationaux et leur repli sur Niamey.
- Certaines interventions de l'Etat en matière d'atténuation des crises (distribution gratuite ciblée et vente à prix modéré) ont affecté le bon fonctionnement de certains investissements communaux (banques céréalières, boutiques d'aliments pour bétail, etc.).

1.1.2 Contexte institutionnel

- Le processus de décentralisation a connu une évolution notable avec notamment: (i) l'élaboration et l'adoption du plan d'actions de la politique nationale de décentralisation ; (ii) l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation des acteurs de la décentralisation, (iii) l'adoption de textes sur le transfert de compétences et de ressources dans quatre (4) secteurs prioritaires (éducation, santé, hydraulique, environnement) mais leur application n'est pas encore effective ; (iv) l'opérationnalisation de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales (ANFICT) avec l'abondement du fonds par l'Etat même si les montants et le déblocage réel des crédits alloués méritent encore des améliorations.
- Des changements d'organigrammes et de responsables au niveau du ministère de tutelle et des autorités locales (gouverneurs, préfets, services déconcentrés de l'Etat) ont été observés. Toutefois, la dynamique d'implication du niveau central est restée forte, favorisant une mise en œuvre adéquate des activités.
- Le Gouvernement a changé à plusieurs reprises les textes en matière de marchés publics induisant des risques importants de confusion
- Des conflits internes au sein de certains conseils municipaux (Birni N'gaouré, Sorkorbé) ont impacté le bon déroulement du Programme dans lesdites communes. Par ailleurs, des problèmes d'éthique dans les communes Fakara et de Kankandi ont entraîné leur suppression de la liste des communes d'intervention du Programme.
- L'opérationnalisation des coordinations régionales de l'Initiative 3N dont celle de Dosso, a été renforcée créant ainsi un cadre favorable pour sensibiliser, coordonner et orienter davantage les acteurs pour leur alignement sur les orientations et priorités nationales en matière de sécurité alimentaire.
- Le conseiller en gouvernance locale, fonctionnaire mis à disposition à temps plein, a été nommé en décembre 2012 à un autre poste. Son remplacement est intervenu tardivement en juin 2013. Cela a perturbé le déroulement adéquat des activités de gouvernance locale.
- Les incertitudes liées aux élections locales, finalement reportées avec de multiples prorogations de mandats des élus locaux, n'ont pas toujours favorisé une sérénité dans le fonctionnement des organes communaux.
- L'ancrage du Programme au Ministère en charge de la décentralisation a facilité l'appropriation de l'évolution du processus de décentralisation et a favorisé le respect de la philosophie d'intervention du programme qui est axée sur la maîtrise d'ouvrage communale et la responsabilisation des acteurs locaux.

1.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le PAMED 2 a été exécuté en cogestion entre la CTB et le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses (MISPDAR). Il a fonctionné comme une structure autonome sous tutelle des deux structures. Deux fonctionnaires y ont été détachés à plein temps. Cela a eu l'avantage de préserver l'UGAT du programme des influences politiques ou des lourdeurs administratives en même temps qu'il a facilité la fluidité des démarches du programme auprès des autres administrations publiques. L'ancrage institutionnel a été approprié et mérite d'être poursuivi.

Notons que l'année 2014 a connu la signature d'un avenant au DTF de PAMED 2 Extension qui a permis de reverser au Programme 800 000 Euros issus du reliquat du projet Augmentation des Revenus Monétaires des Femmes de Dosso, Phase 2 (ARMFD 2). Par ailleurs, un cofinancement de 672 897 Euro de la coopération luxembourgeoise a été apporté pour la réalisation d'une AEP multi-villages dans la commune de Kiéché. En outre le Programme a connu une diminution du budget de 500 000 Euros.

1.1.4 Contexte HARMO

La stratégie d'intervention du programme a été axée sur la responsabilisation des communes à travers la maîtrise d'ouvrage communale et l'utilisation de l'appui budgétaire communal. Cela a fait du PAMED 2 un exemple en matière d'HARMO.

Le manuel de procédures du fonds de développement communal (FDC), outil de financement des communes, est resté aligné sur le cadre légal et réglementaire en matière de finances publiques et de passation des marchés publics du Niger avec des aménagements pour plus d'efficacité (le circuit financier du trésor public a été abandonné au profit de l'ouverture de comptes dans les banques commerciales par les communes autorisées à le faire à titre exceptionnel).

Par ailleurs, la mise en œuvre des activités du PAMED2 est largement empreinte d'une dynamique d'HARMO. Ainsi :

- La mise en œuvre des activités repose fortement sur les services techniques déconcentrés de l'Etat (STD) : ceux-ci ont été chargés de l'appui conseil aux communes, d'assurer le rôle de maîtrise d'œuvre dans la réalisation des ouvrages, etc.
- L'alignement du PAMED 2 sur les outils nationaux est resté une réalité : utilisation du guide national de planification locale, du guide de mise en place des observatoires de suivi de la vulnérabilité (OSV), recours au Centre de Formation en Gestion des Collectivités Territoriales (CFGCT) pour la formation des acteurs, etc.
- La tenue d'ateliers conjoints/et/ou multi-acteurs (sur la durabilité des commissions foncières, des observatoires de suivi de la vulnérabilité) traduit le souci permanent d'une synergie, d'une harmonisation et d'un apprentissage mutuel avec les autres partenaires
- La fonctionnalité du cadre de concertation régional sur la thématique foncière a permis : (i) une répartition plus efficiente du travail dans la zone d'intervention sur cette thématique entre les PTFs et (ii) une démarche concertée et une mobilisation efficiente des ressources dans le cadre de l'élaboration du schéma d'aménagement foncier.

1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

- Du fait de la radiation du programme des communes de Kankandi et de Fakara pour mauvaise gestion des dotations budgétaires du fonds de développement communal, l'Unité de gestion du programme a dû exécuter lui-même les engagements déjà pris par lesdites communes. Ceci a constitué une exception à la philosophie d'intervention du programme qui est centrée sur la maîtrise d'ouvrage communale.
- Suite aux nombreuses demandes, le programme a élargi certaines interventions au-delà de sa zone d'intervention : (cas du logiciel de gestion budgétaire et comptable étendu à 4 communes hors PAMED2 ; renforcement de capacités à 3 commissions foncières communales hors PAMED2 (dans le département de Tibiri), certaines actions de formation, notamment des acteurs de la société civile.
- L'arrivée à terme des PDC de l'ensemble des communes d'intervention du PAMED 2 dès l'entame du programme en 2012 et le souci de disposer de ces outils pour la mise en œuvre du fonds de développement

communal (FDC) en 2013 ont conduit à un changement dans la logique de priorisation des activités. Le processus d'élaboration a ainsi été lancé pour tous les PDCs contrairement à la planification initiale qui prévoyait l'élaboration préalable de stratégies spécifiques/thématiques ainsi qu'un nombre limité de PDC chaque année. Par ailleurs, le coût final de mise à jour d'un PDC étant largement supérieur aux estimations et compte tenu de la faible valorisation des notes stratégiques, le programme a consacré l'essentiel des ressources de planification aux PDC et a réduit les notes stratégiques à deux.

- La faiblesse de l'enveloppe consacrée aux projets intercommunaux n'a permis de sélectionner qu'un seul projet intercommunal au lieu de huit (8) dans le souci d'éviter de micro-projets intercommunaux ayant peu d'effet d'entraînement.
- Devant la faible disponibilité des acteurs, la mise en place d'un réseau d'apprentissage mutuel continu a été transformée en des ateliers ponctuels et restreints d'échanges d'expériences et de pratiques entre acteurs.

2 Résultats atteints

2.1 Matrice de monitoring

Le suivi concerne 12 communes, 2 communes ayant été exclues !

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
IMPACT: Améliorer la sécurité alimentaire dans la région de Dosso				
1. Taux de couverture des besoins alimentaires a augmenté dans les 12 communes cibles	11%	-	13%	Enquête Institut National de la Statistique (INS)
2. Le nombre de ménages vulnérables a diminué dans les 12 communes cibles	30%	-	13%	Enquête Institut National de la Statistique (INS)
3. Le pourcentage de ménages avec 2 repas par jour au moins pendant 6 mois dans l'année a augmenté dans les 12 communes cibles	74%	-	93%	Enquête Institut National de la Statistique (INS)
OUTCOME : La gouvernance locale dans le domaine de la sécurité alimentaire est améliorée dans la région de Dosso				
I.1. Au moins 9 communes obtiennent une note suffisante (75%) dans l'appréciation de leur capacité à orienter leurs actions sur base de l'analyse du suivi de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité au niveau de leur territoire	1	9	8 ⁶	13 Observatoire de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) ont été mis en place mais sont fonctionnels dans 8 communes Dans ces 8 communes, les OSV et les Systèmes Communautaire d'Alerte Précoce et de Réponses aux Urgences (SCAP RU) ont été capables de collecter des données et d'élaborer des rapports leur ayant permis de prendre de décisions plus éclairées sur l'orientation des actions (c'est le cas par exemple des actions de reconstitution de cheptel, d'implantation des banques céréalières, etc.)

⁶ Communes de Dogonkiria, Doumega, Fabidji, Falwel Harikanassou, Kiéché, Kiota, Loga, ,

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
I.2. Dans au moins 9 communes les investissements/microprojets ont atteint 80% des objectifs de sécurité alimentaire prévus dans le document de projet	0	9	8	Enquête INS (Communes de Fabidji, N'Gonga, Harikanassou, Douméga, Birni N'Gaouré, Loga, Koygolo et Kiota)
I.3. Au moins 9 communes obtiennent une note suffisante (75%) dans l'appréciation de la qualité de la gestion des investissements par rapport au respect du mandat des acteurs de la gouvernance locale et des outils élaborés.	0	9	8	(Communes de Fabidji, Harikanassou, Kiota Koygolo, Dogonkiria, Loga, Sokorbé et Douméga)
I.4. Toutes les communes réalisent à plus de 80% les indicateurs de gouvernance convenus dans les Contrats d'Objectifs (y compris les indicateurs portant sur le genre et l'environnement)	0	12	7	Si toutes les communes font des performances en gouvernance, ce sont 7 communes qui peuvent être considérées comme ayant réalisé à plus de 80% les objectifs de gouvernance à savoir Fabidji, Harikanassou, Kiota, Koygolo, Dogonkiria, Falwel et Douméga.
I.5. Dans 9 communes au moins, l'appréciation de la qualité des services publics et privés offerts dans le domaine de la sécurité alimentaire dans le cadre du PAMED2 obtient une note satisfaisante (75%)	0	9	11	Enquête INS (Fabidji, N'Gonga, Harikanassou, Douméga, Birni N'Gaouré, Loga, Koygolo, Sokorbé, Kiota, Dogonkiria et Kiéché)
I.6. Quatre documents de réflexions menées dans la région de Dosso sur le rôle des acteurs de la gouvernance locale dans l'amélioration de la sécurité alimentaire alimentent les revues sectorielles	0	4	0	Deux documents produits et diffusés : (i) analyse du rôle des acteurs locaux dans la mise en place et la gestion d'investissements productifs en faveur du développement rural ; (ii) pérennisation des commissions foncières. Mais ces documents n'ont pas pu influencer les politiques sectorielles.
I.7. Au moins 40% des membres des comités de gestion des infrastructures financées sont des femmes	0	40%	70%	
I.8. 10% de projets contribuent à la réduction de la pénibilité du travail pour les femmes	0	10%	30%	
OUTPUT 1: Les mécanismes de gouvernance locale sont développés et mis en œuvre conformément au processus de décentralisation				
I.1.1. Les nouveaux PDC des 12 communes sont basés sur une vision à moyen et long termes et intègrent i) des idées de stratégies spécifiques ou thématiques ii) une participation effective des femmes et des groupes défavorisés, iii) un souci pour l'environnement et iv) un partenariat effectif avec les autres acteurs du développement local	0	12	12	

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
I.1.2. Au moins 8 communes disposent d'un cadre de concertation fonctionnel, avec la participation des organisations de femmes (2 réunions par année qui mobilisent > 50% des intervenants)	0	8	12	
I.1.3. Au moins 6 Commission Foncière Communale (COFOCOM) et 1 Commission Foncière Départementale (COFODEP) sont créées et tiennent leur dossier rural dans la zone intervention du Programme.	0	7	10 ⁷	Résultats communs avec d'autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF) (Programme d'Appui au Secteur de l'Élevage -PASEL, APELDO, LuxDEV, etc.)
I.1.4. Au moins 8 communes disposent d'un dispositif communal d'alerte précoce (OSV, SCAPRU) fonctionnel	1	8	8 ⁸	12 OVS mis en place mais 8 sont fonctionnels
I.1.5. Dans au moins 10 communes, les budgets communaux sont élaborés et exécutés selon les règles (comptabilité publique + compléments propres aux communes)	3	10	10	Communes de Birni N'Gaouré, Fabidji, Harikanassou, Kiota, Koygolo, Dogonkiria, Kiéché, Falwel, Douméga et Loga
I.1.6. Les 12 communes disposent de nouveaux outils de gestion intégrés (Boîte à outils pour la maîtrise d'ouvrage, planification et suivi budgétaire)	0	12	12	(i) Boîte à outils maîtrise d'ouvrage communale, (ii) Base de données communales (iii) Logiciel de gestion budgétaire et comptable
I.1.7. Sept (7) communes disposent d'un service technique communal (STC) avec au moins un cadre technique et un plan d'entreprise viable et respecté	0	7	11	3 services techniques communaux couvrant 3 communes et 3 services intercommunaux couvrant 8 communes. La durabilité de certains services communaux reste posée.
OUTPUT 2: Les acteurs du développement local (CT, STD, Société civile et acteurs privés) ont la capacité de jouer leur rôle dans l'amélioration de la sécurité alimentaire				
I.2.1. Au moins 8 communes disposent d'un protocole de collaboration avec les STD qui est respecté pour > 75%	0	8	12	Les protocoles de collaboration ont surtout été signés par les communes avec les STD du Génie Rural, de l'Hydraulique. Des cas existent avec les services de l'élevage, l'agriculture, du plan,
I.2.2. Au moins 8 communes ont respecté leurs engagements dans le Contrat d'Objectif à plus 75%	na	8	12	
I.2.3. Au moins 8 communes dans les 4 départements sont impliquées dans un projet intercommunal	0	8	2	L'appel à projets intercommunaux n'a pas donné de résultats fructueux (pertinence et caractère intercommunal). Par la suite, 4 ateliers départementaux

⁷ Fabidji, Kiota, Koygolo, N'Gonga, Kiéché, Falwel, Douméga, Dogonkiria, Loga et Tibiri

⁸⁸ Communes de Dogonkiria, Douméga, Fabidji, Falwel Harikanassou, Kiéché, Kiota, Loga

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
				d'identification de projets intercommunaux à la suite desquels 32 idées de projets ont été identifiés dont 9 ont été présélectionnées. Le montant de l'enveloppe budgétaire ne permettait pas de sélectionner plusieurs projets identifiés.
I.2.4. 30% des prestataires de la base de données formés ont amélioré leurs capacités d'offrir un service de qualité	0	30%	32%	Les prestataires de la base ont été formés dans (i) le montage des appels d'offres, (ii) l'organisation et la gestion de chantier. La qualité des travaux sur les chantiers PAMED2 a considérablement augmenté. Les retards des chantiers ont été également réduits
OUTPUT 3: Sous l'impulsion des Collectivités locales, des investissements sont réalisés et des services sont mis en place pour améliorer durablement la sécurité alimentaire dans 14				
I.3.1. Dans au moins 11 communes, > 80% des projets financés par le FDC sont programmés et réalisés selon les dispositions du Contrat d'Objectifs	na	11	12	
I.3.2. Au moins 60% des projets visent des groupes de femmes et/ou de populations vulnérables	na	60%	77%	
OUTPUT 4: Les dispositifs de suivi, d'apprentissage et de coordination sont fonctionnels dans les 12 communes et au niveau de la région et alimentent la réflexion régionale et nationale sur l'amélioration de la sécurité alimentaire dans un contexte de décentralisation				
I.4.1. Un système de suivi intégré est fonctionnel dans au moins 10 communes	0	10	12	
I.4.2 Dans au moins 10 communes le dispositif de suivi communal intègre > 75% des données sur les projets de développement (identifier les données pertinentes)	0	10	12	
I.4.3. Dans au moins 10 communes le dispositif de suivi intègre > 6 indicateurs de suivi de la sécurité alimentaire et la performance des services essentiels	0	10	12	
I.4.4. Au moins 3 produits de capitalisation (dont au moins un sur le rôle différencié des femmes et des hommes dans la sécurité alimentaire) sont diffusés auprès des acteurs communaux, régionaux et nationaux concernés par le thème	0	3	5	

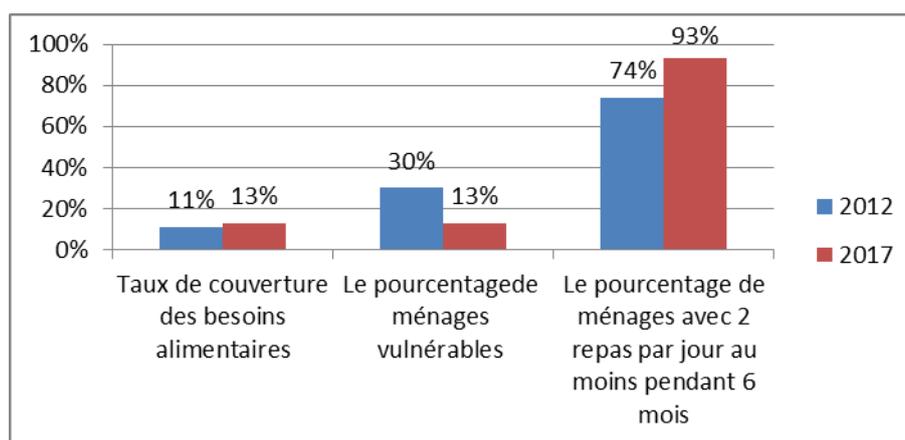
Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
I.4.5. Au moins 3 modules de formation sont produits, validés par le CFGCT et promus comme référence au niveau national	0	3	2	Le Centre de Formation en Gestion des Collectivités Territoriales (CFCGT) dispose actuellement de nombreux modules de formation certifiés. Le programme s'est limité à en ajouter 2 jugés pertinents (sécurité alimentaire, leadership et gestion municipale).
I.4.6. L'alliance d'apprentissage a systématisé les expériences sur au moins 4 thèmes qui incluent les dimensions genre et environnement	0	4	2	La mise en place d'une alliance d'apprentissage s'est heurtée à la faible disponibilité des acteurs

2.2 Analyse des résultats

2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact⁹ (impact potentiel) ?

L'impact visé est de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire dans la région de Dosso dont la mesure se fait à travers les trois principaux indicateurs contenus dans le cadre logique (voir 2.1 ci-dessus). Les valeurs des indicateurs d'impact tirées de l'étude baseline et d'une enquête de l'Institut National de la Statistique (INS) montrent clairement que la sécurité alimentaire et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire sont améliorées. Le taux de couverture des besoins alimentaires a connu une légère hausse passant de 11 à 13%. Le pourcentage de ménages avec 2 repas par jour au moins pendant 6 mois de l'année est lui passé de 74 à 93% tandis que la proportion des ménages vulnérables a baissé de 30 à 13%.

Evolution des indicateurs d'impact dans les communes d'intervention du PAMED2.



Source : Étude baseline PAMED2 (2012) et Enquête thématique Sécurité Alimentaire (INS 2017)

NB : si la situation de la sécurité alimentaire s'est améliorée dans les communes d'intervention, il faut cependant dire que cet impact n'est pas attribuable uniquement à l'intervention du PAMED2.

En plus de ces effets, une enquête sur les sites maraichers financés par le Programme entre 2013 et 2014 montre que les exploitants desdits sites ont une production capable de couvrir 55% de leurs besoins alimentaires. Par ailleurs, une enquête interne montre qu'en mai 2016 :

- 84% des bénéficiaires des projets de reconstitution de cheptel, d'extraction d'huile, d'embouche ont amélioré leurs revenus.

⁹ Terminologie : Impact = Objectif général ; Outcome = Objectif spécifique ; Outputs = Résultats attendus

- 87% des objectifs de couverture alimentaire pendant la période de soudure ont été réalisés pour les microprojets de banque céréalière.
- 75% des objectifs d'accès aux aliments à bétail ont été réalisés pour les microprojets de boutiques d'aliments à bétail/ boutiques d'intrants zootechniques.
- 87% des bénéficiaires des sites maraichers, boutiques d'intrants agricoles, unités de culture attelée ont amélioré leurs productions.
- 93% des bénéficiaires des moulins à grain et de puits ont pu alléger leurs tâches.

2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez

L'outcome « La gouvernance locale dans le domaine de la sécurité alimentaire est améliorée dans la région de Dosso » a été atteint de façon très satisfaisante.

De façon générale, la gouvernance communale dans les communes d'intervention a connu un bond considérable entre 2012 et 2017, en dépit d'un léger repli durant cette dernière année.

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Indice gouvernance communale	0,20	0,69	0,74	0,79	0,83	0,80

Source : Base de données PAMED2

L'indice de gouvernance est calculé sur la base de 22 indicateurs qui incluent entre autres : la tenue régulière de la comptabilité, la restitution publique de la gestion municipale, le respect des procédures des marchés publics, la fonctionnalité des cadres de concertation, des commissions foncières et des observatoires de suivi de la vulnérabilité, le taux de recouvrement des recettes, le taux d'investissement, le suivi du développement communal, la prise en compte des femmes dans les dispositifs de gestion des infrastructures communales, etc.

L'analyse des indicateurs d'outcome permet de confirmer bien cette performance en gouvernance des communes partenaires:

- **Capacités communales accrues en matière de suivi de la vulnérabilité (I.1) : Huit (8)** communes (contre une cible d'au moins 9 communes) obtiennent une note suffisante (75%) dans l'appréciation de leur capacité à orienter leurs actions sur base du suivi de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité au niveau de leur territoire. Initialement seule une commune disposait d'une telle capacité. Treize (13) observatoires de suivi de la vulnérabilité mis en place dont 8 sont fonctionnels et 93 systèmes communautaires d'alerte précoce fonctionnels au niveau des villages.

Le tableau ci-dessous donne quelques illustrations en matière d'actions menées du fait du dispositif de suivi de la vulnérabilité/sécurité alimentaire et d'alerte précoce :

Communes	Domaines d'utilisation des données
Falwel	<ul style="list-style-type: none"> • Déclaration d'attaques parasitaires par les SCAP/RU ayant conduit à l'appui de la DDA en produit phytosanitaire, • Déclaration de plusieurs cas de ressemis par les SCAP/RU, • Déclaration de pasteurellose dans un village (Kodeye) ayant conduit à l'envoi d'une équipe de vaccination par la Direction Départementale de l'Elevage (DDEL), • Tous les villages de la commune déclarés déficitaires par la Direction Départementale de l'Agriculture (DDA) de Loga sont ceux identifiés par les SCAP/RU et l'OSV
CU Loga	<ul style="list-style-type: none"> • A toutes les sessions du conseil municipal, l'OSV fait une communication en vue d'informer les membres sur la situation de la commune, • Transmission d'informations sur l'incendie dans 2 villages du SCAP/RU de Sargadji, du Comité Sous Régional du Système d'Alerte Précoce et de Gestion de Catastrophes et Crises Alimentaires (CSR/SAP/GCCA) jusqu'au dispositif national.

Communes	Domaines d'utilisation des données
Harikanassou	<ul style="list-style-type: none"> Suite aux inondations déclarées dans 4 villages, la Croix Rouge a envoyé une mission d'évaluation des sinistrés
Kiota	<ul style="list-style-type: none"> Déclaration d'attaques parasitaires dans les villages de Balaré, Bangario Moussa, Bangario Zou ayant conduit à un appui en produits et matériel de traitement par la DDA de Boboye, Appui de la Mairie pour la vaccination des animaux suite à une déclaration, Identification des villages déficitaires à travers le suivi de la campagne
Douméga	<ul style="list-style-type: none"> Alerte des SCAP/RU sur la coupe abusive du bois, ce qui a conduit le Service Communal de l'Environnement à conduire des missions de sensibilisation sur la régénération naturelle assistée (RNA), Au niveau du SCAP/RU de Doungouzaoua, la déclaration des bas prix observé sur le marché a conduit le Maire à instruire les gestionnaires de la banque céréalière à faire l'achat local avant la montée des prix, La bonne production déclarée dans les rapports a permis à la commune de conduire des missions de recouvrement d'impôt, La mairie a appuyé la vaccination contre la peste des petits ruminants suite aux déclarations des SCAP/RU,

L'un des défis majeurs de ces observatoires de suivi de la vulnérabilité reste leur autonomisation et leurs capacités de réponse aux crises.

- **L'efficacité des communes est améliorée en matière de mise en œuvre de projets de sécurité alimentaire (I2):** En effet, dans huit (8) communes (contre une cible d'au moins 9 communes) les investissements/microprojets réalisés ont atteint 80% des objectifs de sécurité alimentaire prévus dans les documents de projet. Cette performance est liée à plusieurs facteurs dont : la prévisibilité de l'enveloppe budgétaire qui permet une planification efficace des investissements, l'efficacité globale du processus de passation des marchés publics, la bonne collaboration entre communes et STD, l'implication des bénéficiaires dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets ainsi que le dispositif d'appui conseil de proximité pour une gestion pérenne des investissements et services créés.

En dépit de cette efficacité améliorée, la valorisation pleine des investissements reste posée dans certains villages bénéficiaires. Par exemple, les sites maraichers sont exploités majoritairement en saison sèche et le terrain est repris en saison des pluies par le propriétaire terrien pour les cultures d'hivernage. Mais il faut reconnaître que les propriétaires terriens ont amélioré leur rendement du fait de l'utilisation de la fumure organique en saison sèche sur les cultures maraichères.

- **Bonne qualité d'ensemble de la gestion des investissements communaux dans huit communes (I3) :** Huit (8) communes (contre une cible d'au moins 9 communes) obtiennent une note suffisante (75%) dans l'appréciation de la qualité de la gestion des investissements par rapport au respect du mandat des acteurs de la gouvernance locale et des outils élaborés. Les principaux facteurs pris en compte sont : (i) l'organisation du gestionnaire (règlement intérieur, statut, agrément, prise en compte des femmes), (ii) le niveau d'activités de l'organisation gestionnaire (réunion, existence comptes rendus, activités collectives exécutées) ; (iii) autonomie de gestion (existence outils de gestion, tenue des outils de gestion, possession compte bancaire, vérification des comptes par les commissaires aux comptes, compétences des acteurs gestionnaires, recours au crédit) ; (iv) viabilité économique et durabilité (part sociale, cotisations périodiques des membres, bilans annuels, créances, dettes impayées) ; (v) résultats obtenus (appréciation de l'auto-encadrement, mise en application des formations, entretien et réparation des ouvrages, l'évolution des investissements).

Les cas de bonne gestion des investissements ont été facilités par plusieurs facteurs dont :

- La délégation de gestion des investissements par les communes au privé et/ou aux OSC/communautés à travers la signature de contrats de délégation ;
- Un dispositif d'appui conseil de proximité des bénéficiaires/gestionnaires dans la durée: trois ONG font l'accompagnement dans l'action et dans la proximité la gestion des investissements/services

créés. En plus des ONG, l'équipe de gestion du Programme et les services techniques déconcentrés de l'Etat apportent également un encadrement aux bénéficiaires. L'appui conseil de proximité a été diversifié : services de formation, de conseils, mise à disposition d'outils de gestion, structuration et mise en réseau des gestionnaires, etc.

- Un dispositif communal de suivi de la gestion des investissements est mis en place et le suivi terrain est fait par les communes elles-mêmes à travers les agents techniques communaux/intercommunaux recrutés et payés par les communes et le Programme de façon dégressive.
- Un contrôle et une stimulation des gestionnaires à travers des rencontres communales de restitution de la gestion par les bénéficiaires/gestionnaires aux autorités communales. Chaque année, les gestionnaires rendent compte à la commune lors d'une session communale de restitution des gestionnaires des investissements communaux.

La gestion de certains investissements/services souffre toutefois de certaines insuffisances : hygiène des lieux (cas des moulins, abattoir), l'analphabétisme des gestionnaires qui rend difficile la tenue effective des outils de gestion (cahiers de recettes, dépenses, de stocks), etc. Par ailleurs, la rentabilité de certains investissements reste parfois précaire : les boutiques d'aliments pour bétail (BAB) connaissent souvent des difficultés d'approvisionnement à moindre coût et les banques céréalières (BC) accusent certaines années des difficultés liés à la distribution gratuite ou à la vente à prix modéré des céréales par le Gouvernement.

- **Une bonne performance en matière de gouvernance communale réalisée (I4):** Sept (7) communes (contre une cible de 12 communes) réalisent à plus de 80% les indicateurs de gouvernance convenus dans les contrats d'objectifs. Cette performance est illustrée entre autres par les résultats intermédiaires et produits suivants:
 - *Une transparence accrue dans la gestion des ressources communales*
 - Un logiciel de gestion budgétaire et comptable installé dans 14 communes alors qu'avant la gestion était manuelle, fastidieuse et avec des erreurs contrariant sa fiabilité ;
 - Des sessions de restitution publique de la gestion municipale aux citoyens régulièrement réalisées par les communes. Aucune commune n'avait jamais tenu une telle session auparavant.
 - *Une plus grande légitimité et cohérence des actions communales*
 - 12 Plans de Développement Communal élaborés
 - 12 cadres communaux de concertation dont 8 fonctionnels alors qu'aucune commune ne disposait de tel cadre auparavant ;
 - 12 dispositifs communaux de suivi du développement local fonctionnels contre aucun dispositif auparavant.
 - *Une gestion plus apaisée des ressources naturelles :*
 - 12 Commissions foncières communales, 4 commissions foncières départementales et 44 commissions foncières de base ont été mises en place et/ou dynamisées en partenariat avec les autres PTFs de la région de Dosso (LUXDEV, PASEL, APELDO, etc.) à travers des formations, des dotations en équipements, formation sur le logiciel SIF, appui conseil, etc.
 - Plus de 3 164 actes de sécurisation foncière ont été établis, 3 ressources publiques (2 aires de pâturage et 1 mare) ont été sécurisées après des accords sociaux entre les différents utilisateurs de ces ressources partagées.
- **Des usagers bien satisfaits des services fournis par les investissements de sécurité alimentaire (I5) :** Dans 11 communes (contre une cible d'au moins 9 communes), l'appréciation de la qualité des services publics et privés offerts dans le domaine de la sécurité alimentaire dans le cadre du PAMED2 obtient une note satisfaisante (75%). Cette mesure a été réalisée par l'INS sur la base d'un certain nombre de variables dont : le degré de satisfaction par rapport aux services offerts, la satisfaction liée à la gestion du service, la satisfaction liée à l'implantation des investissements, la satisfaction liée au processus d'identification des investissements).

- **Les communes ont pris en compte le genre pris en compte dans les politiques et actions d'investissements en matière de sécurité alimentaire (I7 et I8) :**

Cette sensibilité des conseils communaux au genre est traduite à travers les indicateurs ci-après :

- 70% (contre une cible d'au moins 40%) des membres des comités de gestion des infrastructures financées sont des femmes.
- 30% (contre une cible de 10%) de projets contribuent à la réduction de la pénibilité du travail pour les femmes.

Les principaux types investissements réalisés et qui concernent directement la réduction de la pénibilité du travail des femmes concernent surtout les moulins, les portiques (poulies) sur les puits, la réalisation/réhabilitation des AEP, des puits, etc.

Ces chiffres sont en harmonie avec les appréciations des bénéficiaires. Ainsi, dans une petite enquête réalisée par le Programme, les femmes questionnées estiment avoir *un gain de temps d'une moyenne de 3 h par jour* pour la transformation des aliments grâce aux moulins à grains. Les femmes des villages bénéficiaires de puits villageois affirment épargner en moyenne *10 km de marche par jour avec une seule corvée d'eau*.

Quelques témoignages de femmes :

Salmou Hassane, 43 ans 3 enfants, village de Dambazi Commune Urbaine de Loga, bénéficiaire d'un moulin à grains : « Avant le moulin, je me réveille chaque jour à 6 heures du matin pour commencer la transformation du mil avec la force de mes bras, qui me prends 3 à 4h, pour le déjeuner. Aussi l'après-midi je reprends le même exercice pour préparer le dîner. Et le plus souvent entre 2 repas je me consacre à l'hygiène de mes enfants et le tissage de natte pour pouvoir me générer un peu d'argent. Pour cela, il me faut 7 à 8 jours pour réaliser une seule natte. Alors que depuis l'avènement de ce moulin j'ai très peu de temps à consacrer à la transformation du mil ce qui me permet de me reposer à midi mais aussi de réaliser une natte tous les 3 jours que je revends au marché ».

Aissa Insa, 45 ans et 6 enfants, village de Tolbéri Commune Urbaine Loga bénéficiaire d'un puits villageois. « Avant, je dormais avec la boule au ventre à cause de la corvée d'eau qui m'attends dans la journée. Parce que le puits tarissait plusieurs fois par jour et on le partage en plus avec les animaux. Aujourd'hui, cette réalisation a changé ma vie, car je dors bien et au réveil je me lave ainsi que mes enfants, ils n'ont plu la diarrhée, j'ai aussi le temps de m'adonner au tissage de natte et du maraîchage »

Fadima Hama, 38 ans 5 enfants, village de birniel ibrahim Commune Rurale de Fabidji bénéficiaire de foyers améliorés « Je parcourais 5 km 2 fois par jours pour chercher du bois de chauffe avant que la commune me procure ces foyers améliorés qui fonctionne avec des fans d'arachides. Aujourd'hui je cherche du bois 1 à 2 fois la semaine et en plus je cuisine même quand il pleut alors qu'avant il nous arrivait de passer toute la journée sans manger à cause de la pluie».

- **La contreperformance enregistrée au niveau de l'outcome** est la non influence /alimentation des revues sectorielles nationales à travers des documents de réflexion menée dans la région de Dosso sur le rôle des acteurs de la gouvernance locale dans l'amélioration de la sécurité alimentaire. Le positionnement opérationnel du programme sans un ancrage national n'a pas facilité la réalisation de cet indicateur. Mais les réflexions suivantes ont été menées :

- Une étude sur l'analyse du rôle des acteurs locaux dans la mise en place et la gestion d'investissements productifs en faveur du développement rural.
- Un atelier de réflexion sur la pérennité des commissions foncières.

2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ? Expliquez

Les quatre (4) outputs ont été atteints de façon satisfaisante

- **L'output 1 « Les mécanismes de gouvernance locale sont développés et mis en œuvre conformément au processus de décentralisation »** a été globalement atteint.

L'analyse des indicateurs de cet output montre en effet :

- o Douze (12) plans de développement communaux (PDC) (contre une cible de 12) ont été élaborés permettant aux communes de disposer d'une vision à moyen terme de leur développement. Ces PDC ont été élaborés selon une démarche qui a fortement responsabilisé les communes et les acteurs locaux au détriment d'une démarche techniciste, d'où une plus grande appropriation de ces outils. Ils ont servi de base pour la programmation et l'exécution des actions de sécurité alimentaire financées par le du fonds de développement communal FDC. Ils sont malheureusement arrivés à terme en 2018 et leur actualisation est nécessaire. Par ailleurs, note les produits intermédiaires suivants dans ce domaine :
 - Deux (2) communes disposent d'une stratégie thématique de sécurité alimentaire (en matière de développement et promotion de banques céréalères à Dogonkiria et de petite irrigation à Douméga).
 - Le Plan de Développement Régional de la Région de Dosso a été élaboré avec l'appui des PTFs et une contribution du PAMED2 y a été apportée à hauteur de dix millions de FCFA (15 244,9 EUR).
- o Si au début du Programme en 2012, il n'y avait aucun cadre de dialogue fonctionnel entre les acteurs locaux dans les communes partenaires, en fin 2017 ce sont douze (12) cadres communaux de concertation qui ont été mis en place et qui sont fonctionnels. L'appui technique et un petit appui financier a été régulièrement apporté aux communes à cet effet. Cela favorise une plus grande légitimité et une cohérence des actions communales et affirme de plus en plus le leadership de la commune sur le développement local (NB : il peut arriver que certains cadres de concertation tiennent une seule réunion dans l'année au lieu de 2). La non tenue de ces sessions dans certaines communes est liée en partie à l'insuffisance des moyens financiers et à la faiblesse du leadership de certaines autorités communales.
- o Douze (12) commissions foncières communales (COFOCOM) ont été dynamisées. Mais ce sont neuf (9) d'entre elles et une (1) commission foncière départementale (COFODEP) (Tibiri) qui tiennent régulièrement leur dossier rural (ce produit est un résultat partagé avec les autres partenaires de la thématique foncière dont LuvDev, Programme d'Appui au Secteur de l'Elevage (PASEL), etc.). En rappel, en 2012, aucune COFO de la zone d'intervention ne remplissait les critères de fonctionnalité. Aujourd'hui, on note de plus en plus un changement d'attitude des producteurs ruraux en matière de sécurisation foncière. En effet, au 31/12/2017, ce sont environ 3 164 actes de sécurisation foncière qui ont été délivrés par ces commissions foncières. Par ailleurs trois (3) ressources naturelles partagées (aires de pâturage, mares) ont été sécurisées et inscrites au dossier rural dans les communes de Dogonkiria, Fabidji et Tibiri. Tout aussi important, on note également une baisse des conflits fonciers dans la zone d'intervention du Programme (communes de Kiota, Douméga et Fabidji)

Les principaux produits qui ont contribué à cela sont :

- Cinq (5) COFOCOM (Harikanassou, N'Gonga, Koygolo, Birni N'Gaouré et Dogonkiria) ont été restructurées et la COFODEP Tibiri mise en place en collaboration avec le Secrétariat Permanent Régional du Code Rural de Dosso (SPR/CR)
- Une formation en tenue du dossier rural de 17 COFOCOM (14 communes PAMED 2 + 3 communes du département de Tibiri) ;
- 48 messages de sensibilisation et d'information sur le rôle de la commission foncière, la sécurisation des ressources individuelles (l'enregistrement des actes de transactions foncières) et celle des ressources partagées ont été diffusés à travers huit (8) radios communautaires en trois langues (haoussa, zarma, peulh) dans sept (7) communes

(Fabidji, Kiota, Koygolo, Loga, Falwel, Dogonkiria, Doumega) et le département de Tibiri ;

- 2 COFOCOM (Fabidji et Harikanassou) et la COFODEP de Tibiri équipées (registres ; actes de transactions foncières, armoires, GPS, etc.) ;
 - 14 sessions communales d'information et de sensibilisation sur le processus d'élaboration du schéma d'aménagement foncier (SAF)
 - 32 nouvelles COFOB créées, formées et équipées dans les communes de Kiota, Koygolo, N'gonga, Fakara, Loga, Fabidji, Harikanassou, Kiéché et Kankandi
 - Les 14 communes ont été équipées en moto.
 - Une aire de pâturage (Maijéma) dans la commune de Tibiri sécurisée et inscrite au dossier rural
 - Une aire de pâturage (Mauguéjérou) sécurisée et inscrite au dossier dans la commune de Dogonkiria
 - Une ressource publique (mare de Fataloulou) a été sécurisée et inscrite au registre rural à Fabidji
 - Le logiciel sur le système d'information foncière-(SIF) a été déployé dans 10 communes et 17 personnes (4 SP COFODEP, 10 SP COFOCOM et 3 membres du SPR/CR de Dosso) formées sur ledit logiciel et Arcview
 - Des missions de suivi des COFOCOM ont été réalisées par les COFODEP.
- Douze (12) Observatoires de suivi de la vulnérabilité ont été mis en place dont huit (8) sont fonctionnels (contre 1 seul en 2012). Ces OSV assurent la collecte de données, le rapportage, les réunions de suivi et renforcent ainsi les capacités de prise de décision en matière d'alerte précoce et de gestion des crises et catastrophes. Les produits intermédiaires suivants ont contribué à l'atteinte de ce résultat :
- 14 OSV et 93 SCAPRU mis en place, formés et équipés selon le guide élaboré à cet effet ;
 - 7 anciens SCAP/RU (constitués par grappe de villages) ont été restructurés en 38 SCAP/RU (un par village) dans 7 communes (Harikanassou, Kiota, Loga, Falwel, Dogonkiria, Kiéché et Douméga). Cela a permis de réduire les coûts de déplacement et a permis un fonctionnement plus régulier desdits SCAP/RU.
 - 491 nouveaux membres des 38 SCAP/RU restructurés ont été formés et outillés (outils de collecte de données, cantines de stockage, balance, etc.).
 - 155 membres d'OSV et 49 secrétaires généraux (SG) de SCAP/RU ont été recyclés et/ou formés) sur les outils de collecte et leurs rôles et responsabilités ;
 - Un appui au fonctionnement et un suivi permanent des OSV et SCAP/RU a été assuré par les différents acteurs de la chaîne : le secrétariat permanent régional du dispositif national de prévention des crises et catastrophes alimentaires (SPR/DNPCCA) de Dosso) et les comités sous-régionaux (SPR) du dispositif national.

La mission de suivi des OSV par le comité sous régional du SAP/GCCA du mois d'Août 2016 a permis de recueillir auprès de l'OSV de Dogonkiria les informations suivantes :

- Longue période de sécheresse qui a duré plus de quarante jours (26 juin au 8 Août, un manque de pâturage et plusieurs cas de re-semis (plus de 3 fois pour certains producteurs) suite aux attaques des sautériaux dans le terroir de Koumari, ce qui a occasionné l'abandon des hameaux de cultures dans les villages de Makourdi et Yalmi Bagigué, le départ massif des bras valides ;
- Plusieurs mortalités d'animaux ont été signalées suite à l'ingestion du *Zornia glochidiata* qui est l'espèce d'herbe majoritaire sur les parcours dans le terroir de Maiguijé,
- Le village de yalmé Roumboukaoua est sans culture, après trois tentatives de semis. Le problème principal est l'avortement des semis.
- Dans le terroir d'Aboulala, certains ont repris les semis sept fois sans succès, ce qui a provoqué le départ de certains ménages entiers du village.

Suite à ces constats, ayant reçu l'information auprès de la coordination régionale de l'initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens, le Gouverneur de Dosso a instruit le comité sous régional du SAP/GCCA d'effectuer une mission d'évaluation de la situation. Il en est de même pour le Dispositif national, qui a envoyé une équipe et la télévision nationale en vue de faire un reportage sur la situation. Des appuis ont par la suite été apportés par le DNP/GCCA.

- En matière de gestion budgétaire et comptable, contrairement à l'année 2012 où seules 3 communes avaient une gestion budgétaire satisfaisante en 2017, on note que dix (10) communes élaborent et exécutent leurs budgets selon les règles tel que résumé dans le tableau ci-dessous : élaboration et adoption des budgets dans les délais, tenue régulière de la comptabilité, élaboration des comptes administratif et de fin d'exercice, restitution publique, etc.

Année	Séparation fonctions ordonnateur et de comptable		Adoption du budget communal dans les délais		Tenue régulière de la comptabilité		Elaboration et adoption Compte administratif dans les délais – Ordonnateur		Tenue d'au moins une session de restitution publique du budget et de l'action municipale	
	2012	2017	2012	2017	2012	2017	2012	2017	2012	2017
Nombre communes	7	12	0	11	5	12	0	12	0	12

Ce progrès a été possible grâce aux résultats intermédiaires suivants réalisés par le programme :

- Le logiciel de Gestion Budgétaire et Comptables des collectivités-(GBCO) a été adapté à la législation nigérienne et installé dans 14 communes dont 4 hors zone PAMED2 (Mokko, Farrey, Karguibangou et Dosso)
- Les ordonnateurs, les receveurs municipaux et les secrétaires municipaux des 14 communes ont été formés sur le logiciel de gestion budgétaire et comptable (GBCO)
- Un appui conseil de proximité dans l'action apporté aux 14 communes depuis 2013 en matière de gestion budgétaire et comptable ;
- 24 personnes (12 ordonnateurs et 12 comptables matières) formées sur les procédures de gestion de la comptabilité matières
- Un appui conseil dans l'action en matière de stratégies de mobilisation des ressources des communes apporté (réunion revue et planning activités, mise en place comités de mise en œuvre de la stratégie de mobilisation)
- la tenue de sessions d'échanges publics sur le budget communal et l'action municipale dans 10 communes (contre 11 en 2014)
- la formation des acteurs locaux de 13 communes en fiscalité locale et en mobilisation de ressources ;
- 13 foras communales de mobilisation des ressources tenus.

Si des avancées fortes ont été enregistrées, des contreperformances ont été relevées notamment au niveau du taux de recouvrement des recettes, du taux d'exécution des dépenses d'investissements, l'archivage des dossiers de marchés publics et des pièces comptables qui restent faibles dans la majorité des communes.

- Les douze (12) communes disposent de nouveaux outils de gestion (boîte à outils en maîtrise d'ouvrage communale, une base de données de suivi du développement communal) et un logiciel GBCO installé.
 - Une boîte à outils pour la MOC a été élaboré, mise à jour régulièrement et vulgarisée dans les 12 communes dans le cadre de l'appui conseil de proximité. Cette boîte est assez fournie en matière de réglementations et d'outils pour la planification/programmation du développement, la passation et la gestion des marchés publics, la gestion des investissements communaux, etc.) ;
 - Une base de données communales permettant le suivi du PIA, des investissements, de la gouvernance a été élaborée et installée dans douze (12) communes etc. ;
 - Le logiciel de gestion budgétaire et comptable est installé et exploité dans 14 communes dont 4 communes hors PAMED2. Ce logiciel est élaboré par l'UNCDF au Bénin et adapté à la législation nigérienne des finances publiques. Il comporte en plus une option de gestion budgétaire et comptable selon la directive UEMOA qui sera activée dès que la Loi nigérienne aura intégré ladite directive.
 - Un dispositif communal de suivi des investissements et du développement communal mis en place dans les communes.

Ces outils ont permis aux communes d'améliorer leurs performances dans l'accomplissement de leurs missions. Toutefois, leur durabilité reste liée à la bonne volonté des maires et à la disponibilité des agents formés à cet effet.

- Trois (3) services techniques communaux et 3 services techniques intercommunaux permettent de couvrir 11 communes pour un meilleur exercice de la maîtrise d'ouvrage communale et l'animation du développement local (suivi des investissements communaux, tenue de la base de données communales, etc.).

Ces agents ont été recrutés par les communes mais le programme a participé à la prise en charge de leur salaire de façon dégressive. Ils ont bénéficié d'équipements de travail (motos, mobiliers de bureau, ordinateurs) et d'un renforcement de capacités : appui conseil de proximité, formation en marchés publics, maîtrise d'ouvrage communale, SIG, l'ingénierie sociale et plaidoyer et sur l'utilisation du logiciel de dessin AUTOCAD/COVADIS, etc.

Malgré les efforts fournis par le Programme et le caractère primordial de l'existence de ces agents, certaines communes n'ont pas réussi à se les approprier véritablement et de les valoriser. Du coup, leur durabilité reste précaire. Il est arrivé du fait de cette instabilité et du peu d'intérêt que certains maires leur accordent, des agents ont préféré démissionner pour des emplois plus valorisants.

En conclusion, les progrès en gouvernance sont indéniables dans les communes. Toutefois, le faible engagement/leadership de certains maires est resté visible dans certains cas. Aussi, l'insuffisance de moyens financiers des communes ne permet pas d'exécuter certaines activités de façon adéquate : restitution publique de l'action municipale, la tenue régulière des cadres communaux de concertation, le fonctionnement adéquat des commissions foncières et observatoires de suivi de la vulnérabilité OSV/SCAP/RU.

- **Pour l'output 2 : « Les acteurs du développement local (CT, STD, Société civile et acteurs privés) ont la capacité de jouer leur rôle dans l'amélioration de la sécurité alimentaire »** : Il a été globalement atteint. Ainsi l'analyse des indicateurs révèle que :

- **Douze (12) communes disposent d'un protocole de collaboration avec les services techniques déconcentrés de l'Etat (STD)** (contre zéro en 2012). La formalisation de la collaboration entre communes et STD rentre dans l'usage et permet l'organisation et l'exécution de l'appui conseil de ces STD aux communes. Grâce à cette collaboration les communes ont pu mieux jouer leur rôle de maîtres d'ouvrage : l'élaboration des dossiers de projets et des dossiers d'appels d'offres (DAO), le suivi des travaux, la réception des ouvrages, etc. Cette collaboration « formalisée » entre communes et STD connaît cependant des difficultés liées parfois à la grande sollicitation de ces derniers par plusieurs autres acteurs. Il y a eu aussi des cas de faible rigueur (dans le suivi/contrôle) des STD dans l'accomplissement de leurs tâches.
- **Les 12 communes respectent globalement leurs engagements dans le cadre des contrats d'objectifs.** Même si des insuffisances sont notées, on peut affirmer que grâce aux actions de renforcement de capacités, à la collaboration avec les STD, les communes respectent globalement les engagements signés avec le Programme. Il s'agit notamment du respect des règles de marchés publics, de la participation des femmes dans les structures de gestion, de la délégation de gestion des investissements, du respect des calendriers des travaux, du respect des investissements prévus en termes de quantité, de cibles, d'objet, du respect de la tenue d'une comptabilité, la restitution publique de la gestion, etc.

Cette satisfaction globale (75%) cache cependant des insuffisances dans certains cas : il y a eu des cas de mauvaise passation et gestion de certains marchés publics, la faible fonctionnalité de certains cadres communaux de concertation, etc.

- **Une base de prestataires a été mise en place et 32% des prestataires de cette dernière** (contre un objectif de 30%) ont été formés sur divers thèmes à savoir : (i) l'organisation et la gestion des chantiers, (ii) le montage des DAO. Cela leur a permis d'offrir des infrastructures de meilleure qualité et les retards de réalisation ont pratiquement été jugulés en dehors de quelques rares cas (notamment les puits).
- **En matière d'intercommunalité, la cible de 8 communes impliquées dans un projet d'intercommunalité n'a pas été atteinte.** Plusieurs raisons expliquent cela : les projets soumis par les communes dépassent largement l'enveloppe budgétaire ou ne répondent pas à des critères de projets intercommunaux. Un seul projet intercommunal (site maraicher intercommunal de 20 ha) a été retenu. Ce projet concerne 2 communes dans le département de Tibiri et a connu un dénouement tardif du fait principalement du long processus de concertation et de négociation du statut foncier (don de terre). Le projet est à 90% de taux d'exécution et le processus d'intercommunalité a été réalisé dans ces deux communes : textes de base, manuel de gestion du site intercommunal, etc.

Relevons toutefois que le Programme a construit d'autres types d'intercommunalités : (i) 3 services techniques intercommunaux ont été mis en place et ont permis à 8 communes d'avoir de l'expertise partagée en termes d'appui à la MOC ; (ii) la pratique de marchés publics intercommunaux a permis d'avoir de l'efficacité et une meilleure transparence dans les achats en regroupant les petits achats communaux pour des appels d'offres nationaux plus consistants en intercommunalité.

Les résultats intermédiaires majeurs de cet output :

Réalisations et observations
<p>2012:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 257 acteurs locaux formés en sécurité alimentaire : 114 élus locaux, 18 agents communaux, 52 STD, 61 ONG/associations, 12 autorités coutumières • 65 acteurs locaux (12 élus, 27 agents municipaux, 23 membres STD et 2 tutelles) formés en marchés publics • Ces formations ont été privilégiées au démarrage afin de permettre aux communes de mieux prendre en compte la SA dans les PDCs et aussi d'avoir les capacités minimales requises pour engager le FDC en 2013 <p>2013:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 77 acteurs locaux formés sur maîtrise d'ouvrage communale ; • 32 acteurs locaux dont 23 STD formés sur le cycle de gestion de projets avec un accent sur l'élaboration de projets ; • 14 communes ont bénéficié d'un appui conseil de proximité de façon régulière pendant 6 mois en matière de gestion budgétaire et comptable ; • 28 maires et agents municipaux (receveurs, secrétaires municipaux) formés sur le manuel de procédures du FDC ; • 78 dont 12 femmes formées sur les rôles et fonctionnement des organes communaux ; • 62 acteurs locaux formés sur l'état civil; • assistance continue de l'UGAT fournie aux acteurs; • une session d'information sur l'Initiative 3N. • 8 ateliers de réflexion et d'adoption ont abouti à l'adoption de 42 statuts, 42 règlements intérieurs, 42 plans d'actions d'organisations communautaires, <p>2014:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 90 acteurs locaux (conseillers municipaux, agents municipaux, STD) formés sur les rôles et responsabilités des conseillers et le fonctionnement des organes municipaux ; • 38 personnes (maires, préfets, SG mairies) formés sur le contrôle de légalité des Collectivités territoriales ; • 27 acteurs locaux (maires, SG et agents techniques communaux /intercommunaux) formés sur la gestion des infrastructures et services publics ; • 13 sessions de formation organisées sur la fiscalité locale et la mobilisation des ressources ;

Réalisations et observations

- 13 fora communaux organisés sur la mobilisation des ressources, la citoyenneté et la décentralisation ;
- 13 receveurs municipaux formés/conseillés dans l'action sur le rapportage financier et l'archivage des documents comptables ;
- 7 Receveurs municipaux et 8 secrétaires municipaux formés sur l'utilisation et la maintenance du logiciel GBCO ;
- 7 services techniques communaux/intercommunaux mis en place et opérationnalisés (équipements, plans d'actions, actions terrain, etc.).

2015:

- 32 personnes (14 Maires, 12 SG communes, 4 SG préfectures, 1 vice-président Conseil Régional et 1 Gouvernorat) formées sur le management des ressources humaines ;
- 40 personnes formées sur le leadership et la gestion municipale ayant contribué à accroître leur sens de l'initiative, de meilleure gestion du temps, de prise de responsabilité, de délégation, de communication, etc.
- 9 communes disposent chacune d'un comité de mise en œuvre de sa stratégie/plan d'actions mobilisation de ressources internes
- 03 personnes formées sur les options de base du logiciel de gestion budgétaire et comptable, ce qui permet l'exploitation normale dudit logiciel;
- 15 agents formés sur les options avancées du logiciel de gestion budgétaire et comptable ayant permis l'élaboration des comptes administratifs et des comptes de gestion,
- 15 prestataires formés (i) l'élaboration d'offres, (ii) l'organisation et la gestion de chantiers, ce qui permet une nette amélioration de la qualité des ouvrages ;
- Boite à outils pour la maîtrise d'ouvrage communale mise à jour et vulgarisée (vu le coût très élevé de l'édition et reproduction, cela a été arrêté)
- Appui conseil de proximité apporté régulièrement sur divers thèmes (mobilisation ressources, élaboration et gestion budgétaire, etc.)
- 99 producteurs semenciers formés en techniques de production de semences améliorées certifiées ;
- 1 voyage d'étude réalisé au profit de 24 productrices/producteurs dont 18 femmes en matière de production maraichère et de stockage de l'oignon
- 15 personnes (7 STI/STC, 3 départementaux de l'action coopérative, et 5 chefs de districts agricoles) formés sur l'analyse organisationnelle et la stratégie de réseautage des OP)
- 25 personnes formées sur la lutte biologique
- Une union de groupements pour le warrantage mise en place à Kassari dans la commune rurale de Dogonkiria
- 189 personnes formées sur des thèmes variés (gestion, vie associative, techniques d'alimentation, etc.)

2016:

- 31 personnes des STD, communes formées en SIG
- 6 personnes (3 Receveurs municipaux et 3 Secrétaires Municipaux) ont été formées sur la tenue de la comptabilité des collectivités ;
- 16 personnes (6 Receveurs municipaux, 6 Secrétaires Municipaux et 4 maires) ont été formées sur les options du logiciel de gestion budgétaire et comptable (GBCO);
- 15 agents communaux (6 Secrétaires Municipaux et 9 Receveurs municipaux) ont été recyclés sur l'utilisation du logiciel gestion budgétaire et comptable ;
- 2 agents du Conseil Régional-CR de Dosso formés sur la gouvernance et le leadership local
- 39 personnes dont 7 femmes formées sur les itinéraires techniques de certaines spéculations, le conseil agricole et l'expérience des champs écoles paysan ;
- 26 membres d'ONG et d'organisations faîtières formées sur les techniques de facilitation et d'animation du développement ;
- 32 membres d'ONG, d'organisations faîtières et des agents techniques communaux formés sur le conseil en gestion

2017:

- 17 personnes (4 SP COFODEP, 10 SP COFOCOM et 3 membres du SPR/CR de Dosso) formées sur le logiciel système d'information foncière
- 24 personnes (12 ordonnateurs et 12 comptables matières) formées sur les procédures de gestion de la comptabilité matières

Réalisations et observations

- 28 personnes formées en ingénierie sociale et plaidoyer (18 membres de 10 ONG/faitières, 7 STI/STC des Communes, 3 ATN de PAMEDII)
- 29 personnes (20 STD, 7 STI/STC et 2 ATN) formées sur l'utilisation du logiciel de dessin AUTOCARD/COVADIS
- Huit personnes ont effectué le voyage d'échanges d'expériences sur l'intercommunalité au Bénin

La stratégie de renforcement des capacités a privilégié les aspects suivants :

- Appui conseil de proximité dans l'action et dans la durée sur plusieurs thèmes au détriment des actions de formation.
- La diversité des services de développement de capacités : information/sensibilisation, formation, appui conseil, mise à disposition d'outils, mise en relation, mise en réseau, coaching, etc.
- La prise en compte des différents niveaux : commune, département, région, national
- La prise en compte des différents acteurs : élus, personnel communal, personnel des STD et de la tutelle, bénéficiaires, OSC/ONG, privé.
- Le recours aux structures nationales de formation (CFCGT) autant que possible.

- **L'output 3 « Sous l'impulsion des Collectivités locales, des investissements sont réalisés et des services sont mis en place pour améliorer durablement la sécurité alimentaire dans 12 Communes »** a été globalement atteint.

Les communes ont été dotées d'enveloppes budgétaires qu'elles ont utilisées pour faire des réalisations dans le domaine de la sécurité alimentaire. La situation d'exécution se présente ainsi qu'il suit :

	PAMED2 (NER 1003011)		PAMED2 EXT. (NER1203211)		TOTAL	
	FDC	Intercommunal.	FDC	Intercommunal	FDC	Intercommunal
Prévu en Euro	1.817.367	40	959.440	124.950	2.776.807,00	124.990,00
Réalisé en Euro	1.803.915,14	383,15	960.752,66	483.233,53	2.764.667,80	483.616,68
Taux réalisation	99,26%	957,88%	100,14%	386,74%	99,56%	386,92%

NB : FDC= Fonds de développement communal

Plusieurs réalisations ont été faites permettant d'atteindre les produits suivants :

1. Augmentation de la production et la disponibilité des aliments

- 44 périmètres maraichers de 111 ha achevés et déjà exploités ;
- 9 Boutiques d'Intrants Agricoles - BIA (38 tonnes d'intrants agricoles) réalisées ;
- 14 Boutiques d'Aliments pour Bétail - BAB (89 tonnes) réalisées ;
- 6 parcs à vaccination réalisés ;
- 42,8 tonnes de semences améliorées produites
- 210 Unité de Culture Attelée - UCA mises en place

2. Accessibilité financière et physique des aliments pour les vulnérables

- 26 banques céréalières - BC construites et approvisionnées avec 189 tonnes de céréales

3. Augmentation des revenus

- 8 marchés à bétail, 5 aires d'abattage et 1 abattoir, 10 hangars de marché,
- 4 unités de transformation de produits agricoles au profit de 260 femmes
- 3 117 têtes de petits ruminants au profit de 830 femmes vulnérables (reconstitution de cheptel) ;
- 2 stands de vente de produits maraichers

4. Accès à l'eau potable et allègement des tâches des femmes

- 44 moulins à grain, 43 portiques autour de puits villageois
- 11 puits villageois réalisés et équipés de portiques
- 11 Mini AEP réhabilitées

Pour toutes ces réalisations physiques et en rapport avec l'analyse des indicateurs de l'output, on peut retenir que :

- **Plus de 80% des projets sont programmés et réalisés selon les dispositions du contrat d'objectifs dans 12 communes contre une cible de 11 communes**
- **77% des projets mis en œuvre le sont au profit des groupes de femmes et/ou des populations vulnérables contre une cible de 60%.**
- **L'output 4 « Les dispositifs de suivi, d'apprentissage et de coordination sont fonctionnels dans les 14 communes et au niveau de la région et alimentent la réflexion régionale et nationale sur l'amélioration de la sécurité alimentaire dans un contexte de décentralisation » a été globalement atteint.** Ainsi :
 - o Dans 12 communes, un système de suivi intégré du développement local est fonctionnel. Ce système intègre des données sur les projets de développement et des données sur les secteurs de développement dont plus de 6 indicateurs sur la sécurité alimentaire.
 - o Cinq (5) (contre un objectif de 3) produits de capitalisation ont été réalisés avec l'appui de l'Institut Royal des Tropiques (KIT). Les thèmes concernent la redevabilité, l'accès des femmes au foncier, la décentralisation du système d'alerte précoce, l'appui budgétaire, le dispositif communal de suivi.
 - o Deux (2) modules (contre un objectif de 3) ont été produits au profit du Centre Formation en Gestion des Collectivités Territoriales (CFCGT). Ces modules concernent (i) la sécurité alimentaire et nutritionnelle, (ii) le leadership et la gestion des collectivités territoriales. Le CFCGT dispose actuellement de nombreux modules de formation certifiés. Le programme s'est limité à en ajouter 2 jugés pertinents.
 - o La mise en place d'une alliance d'apprentissage s'est heurtée à la faible disponibilité des acteurs. Les tentatives de passer par les cadres de concertation régionale se sont heurtées à la pratique des perdiems. Le programme s'est tourné vers une alliance d'apprentissage avec les ONG partenaires de terrain sur la thématique de gestion pérenne des investissements. Des échanges d'expériences en matière de gestion de sites maraichers collectifs, de marchés à bétail ont eu lieu. Des produits issus des échanges seront formalisés pour mi-2017.

2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?

Comme relevé plus haut, l'outcome a été globalement atteint même si certains indicateurs ne l'ont pas été à 100%. Cette performance au niveau de l'outcome est due à la bonne réalisation des différents outputs.

Ainsi, le renforcement des capacités (R2) a permis aux acteurs de mieux jouer leurs rôles. Ce renforcement des capacités était diversifié : formation, appui conseil de proximité et dans l'action, mise à disposition d'outils, appui financier, appui matériel, mise en place de STC/STI. Il a également concerné tous les acteurs pertinents : élus locaux, agents communaux, services techniques déconcentrés de l'Etat, autorités coutumières, ONG/Associations etc.

La mise en œuvre du fonds de développement communal (FDC) a reposé sur une démarche d'appui budgétaire (R3)/maîtrise d'ouvrage communale couplée à une exigence de performance en gouvernance (R1 et R4). Cela a contribué à responsabiliser les communes dans la conduite du développement local. Aussi, les communes ont été incitées à performer en bonne gouvernance en vue de bénéficier de plus de dotations budgétaires pour financer leurs investissements en sécurité alimentaire.

Cette gouvernance a concerné plusieurs domaines (budget, suivi de la vulnérabilité, sécurisation foncière, suivi du développement, marchés publics, genre, etc.).

Tout cela a permis une bonne performance dans l'atteinte de l'outcome.

2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?¹⁰

Les facteurs qui ont influencé la mise en œuvre du Programme sont :

- **Le leadership des autorités communales** : la gouvernance communale est avant tout un état d'esprit et le succès des opérations d'investissement sous maîtrise d'ouvrage communale (MOC) dépend de l'engagement des autorités communales. Tous les maires n'avaient pas le même niveau d'engagement et de volonté. Dans certains cas, il a été remarqué une ambiance de non rigueur, de mauvaise gestion du temps, de faible engagement du maire dans les opérations, etc. Par contre dans les communes où le leadership du maire est fort, les actions se sont déroulées de manière fluide et satisfaisante.
- **L'appui de la tutelle** : la tutelle a joué un rôle crucial dans la sensibilisation des maires et la facilitation des actes administratifs. Le pilotage de l'intervention a été bien conduit avec une concordance de points de vue entre les 2 pays partenaires ; cela a permis un déroulement fluide des actions.
- **Les ressources humaines, financières et matérielles des communes** : les communes n'ont pas les ressources humaines nécessaires pour fonctionner à plein régime. Le recours aux STD s'est souvent heurté à la faible disponibilité de ces acteurs qui sont aussi sollicités par plusieurs partenaires et l'Etat. Les ressources financières des communes ne permettent pas la prise en charge adéquate de certaines activités. Cela a ralenti le rythme et atténué souvent la qualité, l'efficacité, l'efficacé de certaines actions
- **L'accès continu au foncier pour les personnes vulnérables** : La plupart des terres aménagées pour la petite irrigation au profit des vulnérables sont sous prêt à long terme avec utilisation uniquement pendant la période sèche. Le contexte social, l'explosion démographique et la pression sur les terres n'ont pas facilité les démarches auprès des propriétaires terriens pour les convaincre d'accepter l'exploitation toute saison des sites maraichers par les femmes bénéficiaires. Cela limite considérablement la rentabilisation adéquate des sites maraichers.
- **Les conflits sociaux et les conflits internes des conseils municipaux** : Certaines communes ont connu des difficultés de fonctionnement dû à des conflits internes ou à des cas d'absence prolongée ou récurrente du maire sans délégation de pouvoirs. Cela a parfois ralenti le rythme des activités dans lesdites communes.
- **Les marchés publics** : certains achats communaux ont dû être relancés à plusieurs reprises du fait du manque d'offres, ou de soumissionnaires qualifiés ou pour non- respect des procédures par les communes elles-mêmes. Cela a impacté sur le rythme de décaissement.

Les enjeux et défis auxquels le programme devait faire face sont surtout :

- **Une bonne absorption et gestion transparente des fonds et la réalisation d'infrastructures de qualité dans les délais dans un contexte de jeune décentralisation et de faibles capacités locales**: Le programme a accentué la formation tout en privilégiant l'appui conseil de proximité dans l'action. Il y a eu également la mise en place du principe de non objection du programme, sa participation active aux travaux des commissions de passation des marchés et de réception. Pour faire la promotion du contrôle citoyen, il été mis en place des comités communautaires de suivi des réalisations au niveau des villages abritant les investissements. Cela a facilité la réalisation des ouvrages et d'assurer leur qualité. Enfin l'application d'une pédagogie de la sanction a entraîné l'exclusion de deux communes qui n'ont pas respecté les normes de gestion minimales des fonds.
- **La pérennité des investissements et services créés dans un contexte rural de faible alphabétisation** : dans le contexte de faible alphabétisation des populations et de la difficile durabilité des services publics, la gestion pérenne des services et investissements réalisés par les communes reste un défi entier. Pour y faire face, le Programme a encouragé la gestion déléguée des investissements publics communaux, la mise en place d'un dispositif d'appui conseil de proximité avec des ONG locales, la tenue de sessions de restitution de la gestion des investissements aux maires par les gestionnaires, l'existence d'une convention de gestion entre la commune et les bénéficiaires/gestionnaires. L'appui conseil aux acteurs s'est fait dans l'action (pratique) et dans la durée (minimum 2 ans d'accompagnement).
- **Emergence et pérennité d'une dynamique de gouvernance** : La bonne gouvernance est fortement liée à la volonté des acteurs et reste sujette à une remise en cause perpétuelle, du fait notamment de plusieurs facteurs dont la faiblesse des ressources. Aussi, pour stimuler lesdits acteurs, le Programme a entrepris la contractualisation des objectifs de gouvernance (performance et meilleure dotation budgétaire du programme), et la sensibilisation des communes pour la prise en charge progressive des coûts des actions de gouvernance sur leurs budgets.

¹⁰ Ne mentionnez que les éléments non compris dans le point 1.1 (Contexte), le cas échéant.

2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

- Certaines communes hors PAMED2 ont demandé l'appui du programme pour mener certaines activités. C'est le cas des communes de Farey, Kargibangou, Mokko et Dosso qui ont demandé et obtenu l'installation et l'utilisation du logiciel de gestion budgétaire et comptable.
- La dynamique de gouvernance dans les communes d'intervention du PAMED2 a fait cas d'école dans les communes hors Programme notamment les communes de Dogondoutchi en ce qui concerne l'élaboration et l'adoption du budget communal dans les délais.
- Dans plusieurs communes PAMED2, il est revenu que certains partenaires techniques et financiers demandent aux maires d'utiliser les outils mis en place par le PAMED2 pour la gestion des fonds que lesdits partenaires mettaient à la disposition de ces communes.

2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

L'intégration des thèmes transversaux a concerné les activités de réduction de la pénibilité du travail pour les femmes, des activités de sensibilisation sur l'environnement ainsi que la production et plantation d'arbres. C'est ainsi que dans :

Le Genre :

- 30% de projets réalisés par les communes contribuent à la réduction de la pénibilité du travail pour les femmes (portiques, moulins, etc.)
- 70% des membres des comités de gestion des infrastructures financées sont des femmes ;
- 77% des projets visent des groupes de femmes et/ou de populations vulnérables

L'Environnement :

- 9 ateliers thématiques d'échanges organisés autour des questions environnementales : changement climatiques, régénération naturelle assistée, coupe abusive du bois, prolifération des sachets plastiques, etc.
- Elaboration de plans de gestion environnementale des sites maraichers (même si la mise en œuvre n'a pas toujours été conséquente)
- La promotion du biogaz à titre pilote dans deux communes dont un est fonctionnel depuis plus de 3 ans ;
- La mise en œuvre d'investissements communaux : 2 pépinières communales, 2 projets de transformation de sachets plastiques, 50 ha de terre récupérés, une mare faucardée et empoisonnée,
- 26 personnes formées sur la lutte biologique.

2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?

Le programme a accueilli trois backstopping. Le premier a facilité une meilleure planification opérationnelle du programme. Les recommandations ont été partiellement mises en œuvre. Le deuxième backstopping a quant à lui permis l'élaboration d'un DTF additionnel pour la prise en compte du reliquat de financement du projet Augmentation des Revenus Monétaires des Femmes de Dosso, phase 2 (ARMFD 2). Quant au troisième backstopping, il a permis à l'équipe de préparer l'atelier sous-régional de partage d'expériences.

La tenue de la matrice du suivi et le suivi régulier fait à travers les revues trimestrielles des MONOP avec la Représentation nationale de l'Agence Belge de Développement (Enabel) au Niger ont permis de faire le suivi de l'évolution progressive des indicateurs et de faire les ajustements nécessaires dans les planifications et la conduite des actions.

Une évaluation à mi-terme a été faite et ses recommandations ont été partiellement mises en œuvre permettant ainsi une amélioration dans l'organisation du travail avec une nouvelle répartition des tâches plus axée sur les résultats et une amélioration de la conception des ouvrages, notamment des abris moulins pour tenir compte du principe de la marche en avant. La recommandation sur la non poursuite des activités de petite irrigation en cas du refus des propriétaires terriens de faire des dons de terre aux femmes n'a pas été suivie, la Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL) s'étant prononcée contre cette recommandation.

L'audit réalisé a révélé une bonne gestion tant au niveau du programme qu'au niveau des communes. Des recommandations issues de cet audit ont été mises en œuvre.

2.2.9 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Les investissements physiques réalisés par les communes sont diversifiés et tous n'ont pas la même viabilité économique et financière d'une commune à une autre, d'une communauté à une autre.

A titre d'exemple, l'exploitation des sites maraichers sur une courte période de l'année limite leur rentabilité financière mais les producteurs de ces sites arrivent à couvrir 55% de leurs besoins alimentaires. Par contre des investissements comme les marchés à bétail constituent d'importantes sources de recettes communales. En dépit des marges d'amélioration de la gestion, la plupart des infrastructures dégagent des marges bénéficiaires (boutiques d'intrants/ d'aliments à bétail, moulins à grain, etc.) qui peuvent perdurer si la dynamique de bonne gestion est poursuivie.

Ainsi, la gestion déléguée qui a été privilégiée par les communes permet aux communautés de bénéficier de l'expertise et de la motivation des acteurs du secteur privé pour la gestion des ouvrages.

Dans plusieurs cas, les délégataires versent une redevance qui doit servir à couvrir les frais d'entretien et de renouvellement des équipements. Cela assurera la durabilité si le suivi et la gestion des redevances restent rigoureux.

Les risques proviennent surtout de :

- La perturbation du fonctionnement des banques céréalières par l'intervention massive de l'Etat en matière de distribution gratuite et de vente à prix modéré de céréales ;
- L'analphabétisme des gestionnaires/délégataires constitue un frein à la tenue correcte et régulière des outils de gestion (cahiers de caisse, de stocks, de vente etc.).
- La faible rentabilité pour les délégataires privés des Mini AEP dans le département de Boboye ;
- Le faible engagement des autorités communales dans le suivi et le contrôle des investissements ;
- Le statut foncier de certains investissements (périmètres irrigués) limite leur rentabilité optimale ;
- La faible capacité organisationnelle des comités de gestion, des OP gestionnaires de certains investissements tels que BC, BAB, site maraicher, puits modernes.

Quelques dispositions prises pour la viabilité/pérennité des investissements :

- La mise en réseau des structures gestionnaires (BC, BAB, BIA, etc.) permettra un échange d'informations et de mutualisation des ressources pour fournir des meilleurs services et conseils aux membres des réseaux.

- La mise en place des agents techniques communaux/intercommunaux permet la poursuite des activités de suivi et d'appui conseil des investissements réalisés par les communes ;
- La budgétisation progressive des coûts des actions par les communes (exemple cadre de concertation, commissions foncières, observatoires de suivi de la vulnérabilité) constitue une lueur d'espoir quant à la poursuite de ces activités
- La mise en place d'une dynamique de redevabilité au niveau de la gestion des investissements : le gestionnaire est suivi par un comité villageois et le délégataire rend compte à la mairie lors d'une réunion collective de restitution des résultats d'exploitation par les délégataires/gestionnaires.
- Le recouvrement des coûts et la sécurisation des fonds issus de la gestion des investissements : Pour le cas des moulins, avec l'ouverture d'un compte où sont versées des redevances mensuelles permet d'assurer la réparation des grosses pannes, l'entretien et le renouvellement des équipements.

2.2.10 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Les investissements sont pour la plupart appropriés par les groupes cibles. Cela a été possible grâce à l'implication des bénéficiaires depuis l'identification, la conception, la réalisation et la mise en valeur. Les comités communautaires de suivi ont participé activement au suivi des travaux de réalisation physique et ont souvent été élus dans les comités de gestion ou de contrôle de la gestion des investissements.

Les performances des communes en gouvernance ainsi que les bénéfices de la transparence budgétaire et de la redevabilité observés au niveau des communes leur permettent aujourd'hui de prendre en compte les coûts dans leurs budgets. Tout dépendra cependant de la vision et de la sensibilité aux questions de gouvernance des nouvelles autorités qui seront élues lors des élections municipales prochaines. Si la tutelle maintient un minimum de rigueur, il est fort possible que la dynamique de bonne gouvernance se poursuive même en cas de renouvellement important des responsables communaux.

2.2.11 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

La tutelle du programme a été fortement impliquée dans la mise en œuvre du Programme. Les ressources humaines prévues ont été mises à disposition, les SMCL se sont tenues normalement et les décisions prises ont été exécutées. L'appui des autorités locales (Gouverneur, Préfets) a été également continu tout au long de la durée du programme.

2.2.12 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

La mise en œuvre du Programme s'est basée sur les communes et les services techniques déconcentrés de l'Etat (STD). Elle a inscrit sa démarche dans une dynamique de maîtrise d'ouvrage communale. Les communes ont ainsi été au centre du processus. Elles ont appris et appliqué des capacités en matière de planification du développement, de passation et gestion des marchés publics etc. Cela a pleinement responsabilisé les acteurs dans leur mission.

Les communes se sont dotées de services techniques communaux/intercommunaux et également ont appris à établir des conventions de partenariat avec les services techniques déconcentrés de l'Etat et les acteurs non étatiques (privé, organisations communautaires/paysannes).

Un important programme de renforcement des capacités a été déployé et a permis à ces acteurs d'être autonomes dans leur travail. Au-delà des formations diversifiées, des outils de maîtrise d'ouvrage ont été développés et mis à la disposition des communes (outils de maîtrise d'ouvrage et de gestion des services, logiciel de gestion budgétaire et comptable, base de données de suivi du développement communal, etc.).

L'émergence et/ou le renforcement des commissions foncières, des observatoires de suivi de la vulnérabilité, des cadres de concertation communale, des dispositifs communaux de suivi du développement local participe à la viabilisation des communes comme, étant des institutions de la gouvernance locale.

Les bénéficiaires/gestionnaires ont également bénéficié d'un accompagnement de proximité dans la tâche et dans la durée, ce qui permet d'espérer qu'ils sont aptes à poursuivre leurs actions de façon autonome.

Les risques sont liés aux fréquents départs/ démissions ou affectations des agents communaux et ceux des services techniques déconcentrés de l'Etat.

Il y a également le renouvellement du personnel politique et le risque d'une remise en cause des acquis en matière de dynamique de gouvernance et de mode de gestion des investissements par de nouveaux acteurs politiques.

3 Apprentissage

3.1 Enseignements tirés

Les principaux enseignements importants de l'expérience de l'intervention sont :

- Dans le cadre d'un appui budgétaire communal, en vue de limiter le saupoudrage des investissements communaux lié au souci des élus locaux de servir chaque village, il importe d'imposer aux communes dès le départ un minimum de pourcentage d'actions structurantes à réaliser.
- Pour plus d'efficacité et de cohérence de l'appui budgétaire, il faut explorer la possibilité de ne pas mettre le financement des activités de tous les acteurs du développement local sous la tutelle unique de la commune. L'appui budgétaire communal doit concerner davantage les activités relevant de la compétence de la commune. Des possibilités de financement des autres acteurs au regard de leurs compétences doivent être ouvertes en dehors du cadre budgétaire communal.
- Les exigences des procédures nationales en finances locales et marchés publics et le contexte des communes rurales doivent être conciliées afin de trouver un compromis acceptable permettant à la fois d'optimiser l'atteinte des résultats, une transparence et une efficacité dans l'utilisation des ressources de l'appui budgétaire.
- Pour une durabilité et une efficacité d'un programme dans le contexte de jeune décentralisation, les actions de renforcement de capacités doivent être diversifiées et orientées de plus en plus vers les appuis conseil de proximité dans l'action.
- La poursuite d'une dynamique de bonne gouvernance communale reste fortement dépendante de la rigueur de l'Etat dans l'application des dispositions du code général de collectivités territoriales afin de ne pas laisser s'installer une sorte d'impunité administrative.

3.2 Recommandations

Les principales recommandations sont :

Recommandation	Source	Public cible
Pour une bonne performance et durabilité des commissions foncières, il est nécessaire de reformer ces structures pour en faire des services communaux/départementaux autonomes dotés de ressources adéquates	Les acteurs du développement local (CT, STD, Société civile et acteurs privés) ont la capacité de jouer leur rôle dans l'amélioration de la sécurité alimentaire.	Etat
Au regard de la faiblesse des capacités et de volonté de certains maires, le transfert de compétences et de ressources ne saurait être efficace dans le contexte actuel si l'Etat ne met pas en place un meilleur encadrement et contrôle de la gestion budgétaire et comptable des communes (contrôleurs financiers, receveurs municipaux compétents et relevant directement du trésor public)	Les acteurs du développement local (CT, STD, Société civile et acteurs privés) ont la capacité de jouer leur rôle dans l'amélioration de la sécurité alimentaire.	Etat
La maîtrise d'ouvrage communale et la gouvernance locale sont avant tout une question d'état d'esprit que de connaissances techniques. Les différentes actions de renforcement de capacités ne sont pas suffisantes si l'Etat ne prend pas ses responsabilités en appliquant les sanctions prévues aux différents manquements	Les mécanismes de gouvernance locale sont développés et mis en œuvre conformément au processus de décentralisation	Etat

Pour une plus grande efficacité des actions des communes dans le domaine de la résilience, il est important d'ouvrir la possibilité de passer des marchés publics avec les ONGs	Les acteurs du développement local (CT, STD, Société civile et acteurs privés) ont la capacité de jouer leur rôle dans l'amélioration de la sécurité alimentaire	Etat
Si promouvoir une large gamme de thèmes de gouvernance cadre bien avec l'ampleur des besoins dans ce domaine, cela peut entraîner des lourdeurs et freiner l'efficacité des actions et la qualité des résultats obtenus au regard de la faible capacité d'absorption des communes. Il est donc préférable de choisir un nombre réduit de thèmes de gouvernance sur lesquels travailler avec profondeur.	Renforcement des capacités des acteurs du développement local	CTB, Partenaires au développement
Une expérience d'appui budgétaire comme celle du PAMED2 aurait pu être mise à l'échelle ou influencer les pratiques et politiques nationales s'il avait un volet d'appui institutionnel afin de faire la jonction entre le terrain et le niveau central	Ancrage institutionnel du programme	CTB, partenaires au développement
Pour un accès durable des femmes au foncier rural, il est indispensable que l'Etat procède à l'aménagement et la distribution de certaines terres agricoles qui relèvent du domaine public.	Sous l'impulsion des Collectivités locales, des investissements sont réalisés et des services sont mis en place pour améliorer durablement la sécurité alimentaire dans 11 communes vulnérables	Etat
Pour pérenniser les investissements et les services communaux créés, les communes doivent maintenir les services techniques communaux/intercommunaux et leurs donner le pouvoir et les moyens de suivi/encadrement des gestionnaires desdites investissements.	Sous l'impulsion des Collectivités locales, des investissements sont réalisés et des services sont mis en place pour améliorer durablement la sécurité alimentaire dans 11 communes vulnérables	Communes
La pratique de l'intercommunalité en marchés publics locaux est une opportunité qui améliore l'efficacité, l'efficacité et la transparence du processus. Il importe de poursuivre la dynamique	Les mécanismes de gouvernance locale sont développés et mis en œuvre conformément au processus de décentralisation	Communes

PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

1 Suivi des décisions prises par la SMCL

Les principales décisions de la SMCL sont :

Décision					Action			Suivi	
Décision	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
1. Budget FDC : il est impératif d'exécuter le budget prévu en 2013 car les investissements sont déterminants dans l'atteinte des résultats du Programme	mars-13		PV SMCL	SMCL	Exécuter le budget FDC 2013 à 100%	UGAT	31.12.2013	Réalisé	Clos
2. La réflexion doit être poursuivie quant à une participation ou non des bénéficiaires et sous quelle forme. S'il existe une réglementation sectorielle à cet effet, elle doit être prise en compte dans le code de financement à développer. Une harmonisation du code de financement est nécessaire en vue d'éviter les différences dommageables premièrement entre les approches des projets CTB et ensuite avec les autres projets des autres bailleurs	Mars 2013		PV SMCL	SMCL	Harmoniser le code de financement avec les autres PTFs, notamment LUXDEV	UGAT		réalisé	clos
3. L'UGAT doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer un suivi rigoureux du FDC et un contrôle des travaux. Prévoir à cet effet un prélèvement de 5 % sur le budget FDC avant sa répartition aux communes.	mars-13		PV SMCL	SMCL	Prévoir un budget pour le contrôle des travaux (5% du budget FDC)	UGAT	31.03.2013	Réalisé	Clos
4. La SMCL autorise l'UGAT, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme, à recourir aux accords d'exécution (structures publiques) et accords de financement (acteurs non étatiques) chaque	sept-13		PV SMCL	SMCL	Recourir aux AE si nécessaire	UGAT	Continu	Réalisé	Clos

Décision					Action			Suivi	
Décision	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
fois que cela est pertinent et opportun et conforme aux procédures édictées en la matière.									
5. La SMCL a adopté la proposition de réaménagement budgétaire telle que présentée par l'UGAT et qui fait partie intégrante du PV de la session du 05-09-2013	sept-13		PV SMCL	SMCL	Intégrer le réaménagement dans le FIT	UGAT	31.10.2013	Réalisé	Clos
6. Le DTF additionnel pour le reversement du reliquat du PAMED 1 au PAMED 2 est adopté par la SMCL sous réserve d'une réponse positive du FBSA/Bruxelles, lequel fait partie intégrante du PV (05-09-2013)	sept-13		PV SMCL	SMCL	Intégrer le DTF additionnel dans le FIT	UGAT		Réalisé	Clos
7. Dans le souci de donner un peu de temps aux communes en vue de se préparer à la prise en charge dégressive et conformément aux souhaits exprimés par les maires à l'UGAT de même qu'à l'une des options des recommandations de la mission de backstopping de mission de la CTB, la SMCL donne son accord pour une prise en charge totale des agents STC par le PAMED 2 sur la première année. La prise en charge dégressive commencera dès la 2ème année du STC, réduisant de 20% annuel la contribution du programme	sept-13		PV SMCL	SMCL	Différer la contribution des communes dans la prise en charge dégressive à 2015	UGAT	01.01.2014	Réalisé	Clos
8. Le suivi de la valorisation de la contribution nigérienne (frais de personnel, location bureau, exonérations, ...) au programme fait par l'UGAT doit être reporté dans le	sept-13		PV SMCL	SMCL	Faire le point de la contribution nigérienne et la joindre au rapport annuel	UGAT	Continu	En cours	ONGOING

Décision					Action			Suivi	
Décision	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
rapport annuel du Programme en fin d'année.									
9. Stratégie de communication du programme: La SMCL insiste que l'UGAT développe une véritable stratégie de communication qui va au-delà de la diffusion pour aborder entre autres la question du dialogue social entre les acteurs. A cet effet, le MI/SP/D/AR mettra à la disposition du PAMED2 la stratégie de communication communale, notamment celle utilisée par le PAC/BM.	sept-13		PV SMCL	SMCL	Elaborer une stratégie de communication intégrant le dialogue social entre les acteurs	UGAT	31.12.2013	Un plan de communication élaboré et mis en œuvre.	Clos
10. Formation des acteurs locaux : Le PAMED2 doit respecter la stratégie nationale de formation des acteurs locaux qui recommande aux acteurs à faire recours au CFGCT pour toute formation des collectivités territoriales	sept-13		PV SMCL	SMCL	Respecter la stratégie nationale de formation des acteurs locaux	UGAT	Continu	Réalisé	Clos
11. Frais de mission : Le BCD va examiner le protocole signé entre les deux pays et son alignement avec les décrets en vigueur	sept-13		PV SMCL	SMCL		BCD		En cours	ONGOING
12. L'UGAT doit s'assurer d'une part que les communes qui demandent un STC aient la capacité financière pour les assumer et d'autre part l'existence d'accords formels pour les STC intercommunaux. L'UGAT doit réaliser un accompagnement particulier des cas de STC intercommunaux	sept-13		PV SMCL	SMCL		UGAT	Continu	Réalisé	Clos
13. La SMCL autorise l'UGAT/PAMED2 à apporter un appui au processus	févr-14		PV SMCL	SMCL	Appuyer le processus d'élaboration du PDR	UGAT		Réalisé	Clos

Décision					Action			Suivi	
Décision	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
d'élaboration du Plan de Développement Régional (PDR) mais en se positionnant sur les activités du PDR qui sont compatibles avec celles prévues dans le DTF (formations, journées thématiques, etc.).									
14. L'avenant au DTF du PAMED 2 relatif au transfert de 800 000 EUR du reliquat du projet ARMG II est adopté	27/06/2014		PV SMCL	SMCL	Prendre en compte les changements dans le FIT	UGAT		Réalisé	Clos
15. Rencontre d'échanges entre la tutelle (Préfet et Gouvernorat), la SMCL et les communes.	nov-14		PV SMCL	SMCL	Organiser une rencontre d'échanges tutelle-communes	UGAT	Mars 2015	En cours	Clos
16. Solliciter l'appui d'une expertise externe pour réfléchir à la proposition du consultant visant à fusionner les quatre (4) résultats du programme en deux (2) résultats si cela peut permettre une meilleure lecture et efficacité du programme.	nov-14		PV SMCL	SMCL	Faire une proposition à la SMCL sur la fusion et la reformulation des résultats du programme	UGAT	Juin 2015	Annulé par le consultant dans son rapport final	Clos
17. Les propositions de révision du manuel de procédures du fonds de Développement Communal (FDC) sous réserve de la prise en compte des amendements apportés.	nov-14		PV SMCL	SMCL	Appliquer les nouvelles dispositions du manuel FDC	UGAT	Continu	Réalisé	Clos
18. La modification du Dossier Technique et Financier (DTF) au niveau du processus de passation des Marchés Publics en cogestion	nov-14		PV SMCL	SMCL	Appliquer les nouvelles dispositions	UGAT	Continu	Réalisé	Clos
19. Les communes de Fakara et Kankandi sont exclues dans la zone d'intervention du PAMED2	16/09/2015	PV SMCL	UGAT	SMCL	Lettre d'information des communes et processus de désengagement entamé	UGAT		Réalisé	Clos

Décision					Action			Suivi	
Décision	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
20. Proposer un scénario pour la réaffectation des fonds des communes de Fakara et de Kankandi	16/09/2015	PV SMCL	UGAT	SMCL	Proposition de scénario d'affectation des fonds faites aux ordonnateurs	UGAT		15/10/2015	Clos
21. Parachever les engagements des communes de Fakara et de Kankandi	16/09/2015	PV SMCL	UGAT	SMCL	En cours	UGAT		31/10/2016	Clos
22. Engager le PDC de Kiéché sans attendre les élections locales de 2016	16/09/2015	PV SMCL	UGAT	SMCL	En cours	UGAT		En cours	Clos
23. La proposition de réaménagement budgétaire est adoptée	16/09/2015	PV SMCL	UGAT	SMCL	Proposition validée dans le FIT	UGAT		Réalisé	Clos

2 Dépenses

2.1. NER 1003011 (FBSA)

Budget vs Actuals (Year to Month) of NER1003011

Project Title : Programme d'appui à la mise en place des entités décentralisées dans la région de Dosso -Phase II

Budget Version: H01

Currency : EUR

YtM :

Year to month : 31/12/2017

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2016	Expenses 2017	Total	Balance	% Exec
A AVEC DES CAPACITÉS ET UNE COORDINATION RENFORCEE,			3.150.549,00	3.127.042,80	12.419,32	3.139.462,12	11.086,88	100%
01 Résultat 1: Mécanismes de gouvernance locale			454.399,00	456.499,06	0,00	456.499,06	-2.100,06	100%
01 Elaborer les documents stratégiques et de planification		COGES	84.929,00	84.928,95	0,00	84.928,95	0,05	100%
02 Développer les outils pour une maîtrise de la gestion du		COGES	54.708,00	54.708,14	0,00	54.708,14	-0,14	100%
03 Développer un dispositif intégré et décentralisé d'alerte		COGES	91.596,00	91.948,57	0,00	91.948,57	-352,57	100%
04 Mettre en oeuvre le système de sécurisation foncière		COGES	80.995,00	82.535,49	0,00	82.535,49	-1.540,49	102%
05 Appui technique - personnel		COGES	54.581,00	54.520,64	0,00	54.520,64	60,36	100%
06 Appui technique - fonctionnement		COGES	28.704,00	28.971,51	0,00	28.971,51	-267,51	101%
07 Appuyer la mise en place de services techniques		COGES	58.886,00	58.885,76	0,00	58.885,76	0,24	100%
02 Résultat 2: Renforcement des capacités			206.567,00	206.866,96	0,00	206.866,96	-299,96	100%
01 Former les responsables communaux		COGES	122.653,00	122.784,44	0,00	122.784,44	-131,44	100%
02 Former les STD		COGES	23.455,00	23.455,47	0,00	23.455,47	-0,47	100%
03 Former les organisations communautaires		COGES	27.242,00	27.410,12	0,00	27.410,12	-168,12	101%
04 Favoriser une meilleure collaboration et mise en synergie		COGES	23.020,00	23.019,72	0,00	23.019,72	0,28	100%
05 Formation des acteurs du niveau régional		COGES	10.197,00	10.197,21	0,00	10.197,21	-0,21	100%
03 Résultat 3: Fonds de Développement Communal et			2.346.394,00	2.330.480,08	10.796,02	2.341.276,10	5.117,90	100%
01 Fonds de Développement Communal		COGES	1.817.367,00	1.798.072,43	5.842,71	1.803.915,14	13.451,86	99%
02 Projets intercommunaux		COGES	40,00	39,53	343,62	383,15	-343,15	958%
03 Appui technique Sécurité alimentaire - personnel		COGES	166.918,00	165.655,33	4.609,69	170.265,02	-3.347,02	102%
04 Appui technique Maîtrise d'ouvrage		REGIE	82.642,00	82.642,11	0,00	82.642,11	-0,11	100%
05 Appui technique - fonctionnement		COGES	83.411,00	82.861,71	0,00	82.861,71	549,29	99%
06 Expertise externe sur FDC		REGIE	75.171,00	75.170,55	0,00	75.170,55	0,45	100%
		REGIE	1.193.843,00	1.170.196,60	23.526,18	1.193.722,78	120,22	100%
		COGEST	3.406.353,00	3.392.733,88	12.298,86	3.405.032,74	1.320,26	100%
		TOTAL	4.600.196,00	4.562.930,48	35.825,04	4.598.755,52	1.440,48	100%

Budget vs Actuals (Year to Month) of NER1003011 Printed on donderdag 22 maart 2018

page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month) of NER1003011

Project Title : **Programme d'appui à la mise en place des entités décentralisées dans la région de Dosso -Phase II**

Budget Version: **H01**

Currency : **EUR** Year to month : **31/12/2017**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2016	Expenses 2017	Total	Balance	% Exec
07 Etudes et suivi contrôle travaux		COGES	120.845,00	126.038,42	0,00	126.038,42	-5.193,42	104%
04 Résultat 4: Suivi, capitalisation et apprentissage			143.189,00	133.196,70	1.623,30	134.820,00	8.369,00	94%
01 Système décentralisé de suivi		COGES	20.533,00	20.533,45	0,00	20.533,45	-0,45	100%
02 Stimuler l'apprentissage		COGES	11.024,00	11.023,78	0,00	11.023,78	0,22	100%
03 Diffuser les expériences, outils et leçons		REGIE	33.025,00	23.330,16	0,00	23.330,16	9.694,84	71%
04 Appui technique - personnel		COGES	71.919,00	71.621,68	1.623,30	73.244,98	-1.325,98	102%
05 Produire des modules de formation		REGIE	6.688,00	6.687,63	0,00	6.687,63	0,37	100%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE (MAX 5% * TOTAL ACTIVITÉS)			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
01 Réserve budgétaire			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
01 Réserve budgétaire COGESTION		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
02 Réserve budgétaire REGIE		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			1.449.647,00	1.435.887,68	23.405,72	1.459.293,40	-9.646,40	101%
01 Frais de personnel			980.295,00	966.810,25	23.526,65	990.136,90	-9.841,90	101%
01 Assistant technique - Co-responsable		REGIE	672.000,00	660.027,26	23.526,65	683.553,91	-11.553,91	102%
02 Responsable national		COGES	43.213,00	43.171,42	0,00	43.171,42	41,58	100%
03 Administrateur comptable		REGIE	77.281,00	75.433,84	0,00	75.433,84	1.847,16	98%
04 Equipe administration		COGES	72.010,00	71.978,33	0,00	71.978,33	31,67	100%
05 Autres frais de personnel		COGES	115.791,00	115.999,40	0,00	115.999,40	-208,40	100%
02 Investissements			178.428,00	178.476,40	0,00	178.476,40	-48,40	100%
01 Véhicules		REGIE	120.771,00	120.771,26	0,00	120.771,26	-0,26	100%
02 Equipement bureau		COGES	15.833,00	15.829,94	0,00	15.829,94	3,06	100%
03 Equipement IT		COGES	15.877,00	15.928,15	0,00	15.928,15	-51,15	100%
		REGIE	1.193.843,00	1.170.196,60	23.526,18	1.193.722,78	120,22	100%
		COGEST	3.406.353,00	3.392.733,88	12.298,86	3.405.032,74	1.320,26	100%
		TOTAL	4.600.196,00	4.562.930,48	35.825,04	4.598.755,52	1.440,48	100%



Budget vs Actuals (Year to Month) of NER1003011 Printed on donderdag 22 maart 2018

page: 2

Budget vs Actuals (Year to Month) of NER1003011

Project Title : **Programme d'appui à la mise en place des entités décentralisées dans la région de Dosso -Phase II**

Budget Version: **H01**

Currency : **EUR**

YtM :

Year to month : 31/12/2017

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2016	Expenses 2017	Total	Balance	% Exec
04 Aménagements du bureau		COGES	25.947,00	25.947,05	0,00	25.947,05	-0,05	100%
03 Frais de fonctionnement			163.270,00	163.277,08	-120,81	163.156,27	113,73	100%
01 Loyer du bureau		COGES	9.972,00	9.971,96	0,00	9.971,96	0,04	100%
02 Services et frais de maintenance		COGES	53.945,00	54.585,86	0,00	54.585,86	-640,86	101%
03 Frais de fonctionnement des véhicules (3 véhicules + 1		COGES	51.818,00	52.099,43	0,00	52.099,43	-281,43	101%
04 Télécommunications		COGES	18.758,00	18.758,62	0,00	18.758,62	-0,62	100%
05 Fournitures de bureau		COGES	19.183,00	19.381,24	0,00	19.381,24	-198,24	101%
06 Frais financiers		COGES	-11.368,00	-12.999,13	-120,46	-13.119,59	1.751,59	115%
07 Formation de l'équipe		COGES	8.977,00	9.007,96	0,00	9.007,96	-30,96	100%
08 Missions et autres frais hors activités de résultats		COGES	11.985,00	12.472,71	0,00	12.472,71	-487,71	104%
09 Frais administration et financiers - régie		REGIE	0,00	-1,57	-0,35	-1,92	1,92	??%
04 Audit et Suivi et Evaluation			130.060,00	130.061,15	0,00	130.061,15	-1,15	100%
01 Evaluations		REGIE	24.100,00	24.100,47	0,00	24.100,47	-0,47	100%
02 Audit		REGIE	39.850,00	39.850,22	0,00	39.850,22	-0,22	100%
03 Organisation SMCL et CTS		REGIE	4.112,00	4.112,01	0,00	4.112,01	-0,01	100%
04 Consultance externe (national)		COGES	2.868,00	2.867,57	0,00	2.867,57	0,43	100%
05 Consultance externe (international)		REGIE	48.234,00	48.234,46	0,00	48.234,46	-0,46	100%
06 Backstopping CTB		REGIE	10.896,00	10.896,42	0,00	10.896,42	-0,42	100%
99 Conversion rate adjustment			-2.406,00	-2.537,20	-0,12	-2.537,32	131,32	105%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	-927,00	-1.058,22	-0,12	-1.058,34	131,34	114%
99 Conversion rate adjustment		COGES	-1.479,00	-1.478,98	0,00	-1.478,98	-0,02	100%
		REGIE	1.193.843,00	1.170.196,60	23.526,18	1.193.722,78	120,22	100%
		COGEST	3.406.353,00	3.392.733,88	12.298,86	3.405.032,74	1.320,26	100%
		TOTAL	4.600.196,00	4.562.930,48	35.825,04	4.598.755,52	1.440,48	100%



Budget vs Actuals (Year to Month) of NER1003011 Printed on donderdag 22 maart 2018

page: 3

2.2 NER 1203211 (PIC)

Budget vs Actuals (Year to Month) of NER1203211								
Project Title : Extension de la deuxième phase du programme d'appui à la mise en place des entités décentralisées dans la région de Dosso-Pamed 2								
Budget Version: J01								
Currency : EUR Year to month : 31/05/2018								
YtM : Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing								
	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2017	Expenses 2018	Total	Balance	% Exec
A AVEC DES CAPACITÉS ET UNE COORDINATION RENFORCÉE,			3.513.297,00	2.655.025,72	761.711,17	3.416.736,89	96.560,11	97%
01 Résultat 1: Mécanismes de gouvernance locale			196.110,00	168.765,52	23.253,15	192.018,67	4.091,33	98%
01 Elaborer les documents stratégiques et de planification		COGES	15.180,00	15.900,18	163,76	16.063,94	-883,94	106%
02 Développer les outils pour une maîtrise de la gestion du		COGES	26.670,00	26.886,76	914,15	27.800,91	-1.130,91	104%
03 Développer un dispositif intégré et décentralisé d'alerte		COGES	37.550,00	25.249,50	11.018,54	36.268,04	1.281,96	97%
04 Mettre en oeuvre le système de sécurisation foncière		COGES	19.830,00	14.341,60	0,00	14.341,60	5.488,40	72%
05 Appui technique - personnel		COGES	35.240,00	30.121,28	6.119,38	36.240,66	-1.000,66	103%
06 Appui technique - fonctionnement		COGES	18.050,00	13.570,37	3.295,53	16.865,90	1.184,10	93%
07 Appuyer la mise en place de services techniques		COGES	43.590,00	42.695,83	1.741,79	44.437,62	-847,62	102%
02 Résultat 2: Renforcement des capacités			102.670,00	98.017,12	7.410,23	105.427,35	-2.757,35	103%
01 Former les responsables communaux		COGES	23.370,00	24.723,12	351,29	25.074,41	-1.704,41	107%
02 Former les STD		COGES	14.930,00	14.921,39	0,00	14.921,39	8,61	100%
03 Former les organisations communautaires		COGES	20.580,00	19.080,33	0,00	19.080,33	1.499,67	93%
04 Favoriser une meilleure collaboration et mise en synergie		COGES	23.870,00	21.177,02	6.174,75	27.351,77	-3.481,77	115%
05 Formation des acteurs du niveau régional		COGES	19.920,00	18.115,26	884,19	18.999,45	920,55	95%
03 Résultat 3: Fonds de Développement Communal et			1.712.850,00	1.381.025,98	318.690,52	1.699.716,50	13.133,50	99%
01 Fonds de Développement Communal		COGES	959.440,00	890.626,16	70.126,50	960.752,66	-1.312,66	100%
02 Projets intercommunaux		COGES	475.500,00	275.874,77	207.358,76	483.233,53	-7.733,53	102%
03 Appui technique Sécurité alimentaire - personnel		COGES	124.950,00	91.157,66	20.173,42	111.331,08	13.618,92	89%
04 Appui technique Maîtrise d'ouvrage		REGIE	61.380,00	44.813,14	9.850,51	54.663,65	6.716,35	89%
05 Appui technique - fonctionnement		COGES	45.710,00	33.705,33	10.284,03	43.989,36	1.720,64	96%
06 Expertise externe sur FDC		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
		REGIE	1.385.530,00	1.145.632,16	37.328,21	1.182.960,37	202.569,63	85%
		COGEST	3.587.367,00	2.666.618,44	798.335,19	3.464.953,63	122.413,37	97%
		TOTAL	4.972.897,00	3.812.250,60	835.663,40	4.647.914,00	324.983,00	93%



Budget vs Actuals (Year to Month) of NER1203211

Project Title : **Extension de la deuxième phase du programme d'appui à la mise en place des entités décentralisées dans la région de Dosso-Pamed 2**

Budget Version: **J01** Year to month : 31/05/2018

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2017	Expenses 2018	Total	Balance	% Exec
07 Etudes, suivi contrôle travaux, appui conseil		COGES	45.870,00	44.848,92	897,30	45.746,22	123,78	100%
04 Résultat 4: Suivi, capitalisation et apprentissage			144.550,00	105.923,96	9.221,75	115.145,71	29.404,29	80%
01 Système décentralisé de suivi		COGES	20.820,00	19.128,53	0,00	19.128,53	1.491,47	93%
02 Stimuler l'apprentissage		COGES	18.780,00	3.452,15	0,00	3.452,15	15.327,85	18%
03 Diffuser les expériences, outils et leçons		REGIE	55.300,00	47.522,95	5.340,96	52.863,91	2.436,09	96%
04 Appui technique - personnel		COGES	49.350,00	35.772,18	3.880,79	39.652,97	9.697,03	80%
05 Produire des modules de formation		REGIE	500,00	48,15	0,00	48,15	451,85	10%
05 Réduction vulnérabilité et allègement tâches			1.357.117,00	901.293,14	403.135,52	1.304.428,66	52.688,34	96%
01 Collecte d'informations et capitalisation		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
02 Initiatives productives en faveur des groupes vulnérables		COGES	163.100,00	163.093,29	0,00	163.093,29	6,71	100%
03 Hydrolique et adduction d'eau potable		COGES	972.897,00	547.206,25	379.433,65	926.639,90	46.257,10	95%
04 Encadrement groupements		REGIE	120.000,00	111.675,31	7.998,12	119.673,43	326,57	100%
05 Assistants techniques - Personnel		COGES	101.120,00	79.318,29	15.703,75	95.022,04	6.097,96	94%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE (MAX 5% * TOTAL ACTIVITÉS)			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
01 Réserve budgétaire			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
01 Réserve budgétaire COGESTION		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
02 Réserve budgétaire REGIE		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			1.459.800,00	1.157.224,88	73.952,23	1.231.177,11	228.422,89	84%
01 Frais de personnel			1.178.980,00	1.014.514,92	49.381,65	1.063.896,57	115.083,43	90%
01 Assistant technique - Co-responsable		REGIE	861.730,00	752.035,99	1.507,67	753.543,66	108.186,34	87%
02 Responsable national		COGES	37.400,00	25.280,15	10.174,79	35.454,94	1.945,06	95%
03 Administrateur comptable		REGIE	145.000,00	131.332,54	8.673,07	140.005,61	4.994,39	97%
		REGIE	1.385.530,00	1.145.632,16	37.328,21	1.182.960,37	202.569,63	85%
		COGEST	3.587.367,00	2.666.618,44	798.335,19	3.464.953,63	122.413,37	97%
		TOTAL	4.972.897,00	3.812.250,80	835.663,40	4.647.914,00	324.983,00	93%



Budget vs Actuals (Year to Month) of NER1203211

Project Title : **Extension de la deuxième phase du programme d'appui à la mise en place des entités décentralisées dans la région de Dosso-Pamed 2**

Budget Version: **J01**
 Currency: **EUR** Year to month : **31/05/2018**
 YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2017	Expenses 2018	Total	Balance	% Exec
04 Equipe administration		COGES	53.950,00	42.870,47	9.813,67	52.484,14	1.465,86	97%
05 Autres frais de personnel		COGES	80.900,00	63.195,77	19.212,45	82.408,22	-1.508,22	102%
06 Assistant marchés publics - Personnel		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
02 Investissements			35.740,00	35.740,76	0,00	35.740,76	-0,76	100%
01 Véhicules		REGIE	32.320,00	32.322,77	0,00	32.322,77	-2,77	100%
02 Equipement bureau		COGES	1.040,00	1.036,82	0,00	1.036,82	3,18	100%
03 Equipement IT		COGES	2.380,00	2.381,17	0,00	2.381,17	-1,17	100%
04 Aménagements du bureau		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
03 Frais de fonctionnement			131.580,00	79.707,41	20.568,72	100.276,13	31.303,87	76%
01 Loyer du bureau		COGES	7.460,00	6.581,26	1.372,04	7.953,30	-493,30	107%
02 Services et frais de maintenance		COGES	33.340,00	26.174,10	5.731,30	31.905,40	1.434,60	96%
03 Frais de fonctionnement des véhicules (4 véhicules + 1		COGES	24.380,00	17.160,75	5.957,09	23.117,84	1.262,16	95%
04 Télécommunications		COGES	14.070,00	12.979,57	2.852,04	15.831,61	-1.761,61	113%
05 Fournitures de bureau		COGES	11.600,00	6.952,89	1.846,23	8.799,12	2.800,88	76%
06 Frais financiers		COGES	320,00	-10.348,21	-669,40	-11.017,61	11.337,61	-3443
07 Formation de l'équipe		COGES	31.900,00	13.945,83	928,41	14.874,24	17.025,76	47%
08 Missions et autres frais hors activités de résultats		COGES	8.510,00	7.641,70	2.594,99	10.236,69	-1.726,69	120%
09 Frais administrations et financiers - régie		REGIE	0,00	-1.380,48	-43,98	-1.424,46	1.424,46	??%
04 Audit et Suivi et Evaluation			113.300,00	27.261,94	4.001,86	31.263,80	82.036,20	28%
01 Evaluations		REGIE	51.830,00	11.832,09	2.110,10	13.942,19	37.887,81	27%
02 Audit		REGIE	39.500,00	0,00	0,00	0,00	39.500,00	0%
03 Organisation SMCL et CTS		REGIE	7.400,00	6.159,05	1.891,76	8.050,81	-650,81	109%
		REGIE	1.385.530,00	1.145.632,16	37.328,21	1.182.960,37	202.569,63	85%
		COGEST	3.587.387,00	2.666.618,44	798.335,19	3.464.953,63	122.413,37	97%
		TOTAL	4.972.897,00	3.812.250,60	835.663,40	4.647.914,00	324.983,00	93%



Budget vs Actuals (Year to Month) of NER1203211

Project Title : **Extension de la deuxième phase du programme d'appui à la mise en place des entités décentralisées dans la région de Dosso-Pamed 2**

Budget Version: **J01** Year to month : 31/05/2018

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2017	Expenses 2018	Total	Balance	% Exec
04 Consultance externe (national)		COGES	4.000,00	0,00	0,00	0,00	4.000,00	0%
05 Consultance externe (international)		REGIE	3.710,00	3.714,00	0,00	3.714,00	-4,00	100%
08 Backstopping CTB		REGIE	6.860,00	5.556,80	0,00	5.556,80	1.303,20	81%
99 Conversion rate adjustment			0,00	-0,15	0,00	-0,15	0,15	?%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	-0,15	0,00	-0,15	0,15	?%
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%

REGIE	1.385.530,00	1.145.632,16	37.328,21	1.182.960,37	202.569,63	85%
COGEST	3.587.367,00	2.666.618,44	798.335,19	3.464.953,63	122.413,37	97%
TOTAL	4.972.897,00	3.812.250,60	835.663,40	4.647.914,00	324.983,00	93%



3 Taux de décaissement de l'intervention

Source de financement		Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement cumulé (31/05/2018)	Commentaires et remarques
NER1003011- Contribution directe belge (FBSA)		4 600 096	4 598 755,52	99,97%	Le budget initial était de 4 500 000 EURO. Ensuite un additif a été fait de 100 196 EURO provenant du reliquat de PAMED1
NER 1203211	Contribution directe belge (PIC)	4 300 000	4 035 110,80	93,84%	
	Contribution luxembourgeoise	672 897	612 803,20	91,07%	
	Sous-total	4 972 897	4 647 914,00	93,46%	
TOTAL GENERAL		9 573 093	9 246 669,52	96,59%	

4 Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Genre	Durée de recrutement (dates début et fin)		
1. Personnel national mis à disposition par le pays partenaire				
Responsable National	ADAMOU Issa	M	12/01/2012	30/04/2018
ATN Gouvernance Locale	Moussa BAFACHI	M	01/05/2012	31/12/2012
ATN Gouvernance Locale	ISSOUFOU DAOUDA Amadou	M	03/06/2013	30/04/2018
2. Personnel d'appui, recruté localement par la CTB				
ATN Sécurité Alimentaire	DOULLAYE Hamado	M	02/05/2012	Indéterminée
ATN Economie Locale	OUSSEINI Hamadou	M	02/05/2012	Indéterminée
ATN Maîtrise d'Ouvrage Locale	BOUDA Mahamadou	M	02/05/2012	Indéterminée
ATN Suivi/Evaluation	KADRI IDRISSE Moctar	M	02/05/2012	Indéterminée
Responsable Administratif et Financier (RAF)	Maman Bachir INOUA	M	02/05/2012	27/07/2012
Aide Comptable & Logisticienne	DANBOUZOUA Mariama	F	02/05/2012	31 /07/2014
RAF	ABDOULAYE YAYA TOURE	M	15/01/2013	30/04/2018
Aide Comptable et Logisticienne	Madinan HAMANI	F	3/12/2014	Indéterminée
Secrétaire Caissière	AMADOU Zeinabou	F	1/05/2012	Indéterminée
Chauffeur	SOUMANA Adamou	M	1/05/2012	Indéterminée

Chauffeur	BIZO Issa	M	25/06/2012	Indéterminée
Chauffeur	KOSSOKOYE Adamou	M	1/05/2012	Indéterminée
Chauffeur	ABDOULAYE Ali	M	1/05/2012	Indéterminée
Chauffeur	Mamane Bachir		16 /06/2013	01/07/2013
Chauffeur	DARGO Abdoulaye	M	7/02/2014	30/04/2018
Agent Entretien	ISSA Oumarou	M	1/05/2012	Indéterminée
3. Personnel de formation, recruté localement				
Voir liste des marchés				
4. Personnel international (hors CTB) :				
Etudes rôles des acteurs du développement rural	Network Foundation Jaap Biiijil	M	01/09/2012	07/02/2013
Etudes manuel de procédures FDC	Issoufou ISSA SOULE	M	3/12/2012	29/03/2013
5. Experts internationaux (CTB) :				
ATI/Coresponsable	Kadré Kader NIAONE	M	1/08/2012	31/12/2017
ATI Infrastructures et Equipements Ruraux	Hendrik HOST	M	30/11/2013	30/09/2014
	Alain MOHLENHOFF	M	30/11/2014	30/06/2017

NB : Un ATI Infrastructures recruté et payé sur le financement complémentaire (NER1203211)

5 Marchés publics

5.1. MARCHES NER 1003011 - FBS A

Numéro interne projet	Description du marché	Type de marché	Mode d'exécution	Mode de passation	Montant final de la facture (ISB inclus)	Attributaire	Situation actuelle
NER129/PAMED2/CTB/2012	Analyse du rôle des acteurs locaux dans la mise en place et la gestion d'investissements productifs en faveur du développement rural au Niger"	Marché de Prestation intellectuelle	Régie	Procédure négociée sans publicité préalable	33 240	Fondation Network	Clos
NER138/PAMED2/CTB/2012	Elaboration manuel de procédures de gestion du Fonds de Développement Communal (FDC)	Service	Régie	Procédure négociée sans publicité préalable	23 851 €	ISSIFOU Issa Soulé	Clos
NER148/PAMED2/CBT/2013	Acquisition 19 motos au profit des structures partenaires du PAMED 2	Marchés de bien	Cogestion	Appel d'offre national	70 965,01 €	CFAO	Clos
NER167/PAMED2 /CTB/2014	Assistance et conseils à l'UGAT en matière d'aménagements et équipements ruraux	Prestation intellectuelle	REGIE	Procédure directe avec publicité	33 120	Luc GRANDJEAN/ Expert Sud	Clos
	Diagnostic organisationnel et institutionnel et l'évaluation de la performance financière des communes d'intervention du Programme d'Appui à la Mise en place des Entités Décentralisées dans la Région de Dosso phase II (PAMED II),	Prestation intellectuelle	Régie	Procédure négociée sans publicité préalable	19 980	Ibrahim Mamane	Clos
	Suivi et appui conseil de proximité en matière de gestion durable d'investissements et services créés	Prestation intellectuelle	Cogestion	Achat sur facture	24 768	Abdoulaye Amadou; Abdou Seini; Kadri Hamma Hammadou	Clos
	Services de prestataire pour l'audit du PAMED2/FDC	Prestation intellectuelle	Régie	Contrat cadre CTB	39 480	More Stephens	Clos
	Mise en place et formation sur le logiciel GBCO : Mise en place, formation acteurs, suivi dans l'utilisation du logiciel gestion budgétaire et comptable - des communes	Prestation intellectuelle	Cogestion	Entente directe	15 000	HS Services Afrique	Clos

5.2. Marchés NER 1203211 – PIC

Numéro interne projet	Description du marché	Type de marché	Mode d'exécution	Mode de passation	Montant final de la facture (ISB inclus)	Attributaire	Situation actuelle
NER187/PAMED2 EXT/CTB/2015	Suivi et appui conseil de proximité en matière de gestion durable des investissements et services créés par les communes	Prestation intellectuelle	REGIE	Procédure directe avec publicité	37 190,22	ONG ORDEVI - Gunguey-Mazada	Clos
NER206 /PAMED2 EXT/2015	Suivi et appui conseil de proximité en matière de gestion durable des investissements et services créés par les communes	Prestation intellectuelle	REGIE	Procédure négociée sans publicité	Lot 1 : 28 456,18	ONG ECODEL	Clos
					Lot 2 : 35 539,17	ONG AGIR+	Clos
NER225/PAMED2 EXT/CTB/2016-SMIC	Réalisation d'un forage artésien sur le site maraîcher intercommunal de Jida, communes rurales de Douméga et Tibiri	Marché Travaux	Cogestion	Appel d'offres ouvert	242 040,29	FORACO Niger SA	Clos
NER231/PAMED2 EXT/CTB/2016	Réalisation d'une AEP multi-villages dans la Commune Rurale de Kiéché	Marché travaux	Cogestion	Appel d'offres international	876 608,22	Entreprise BATHYR SA	Réception provisoire
NER232/PAMED2 EXT/CTB/2016	Suivi contrôle travaux réalisation AEP multi-villages de la Commune de Kiéché	Prestation intellectuelle	Cogestion	Demande de proposition	41 013	Bureau Nigérien d'Ingénierie Conseil (BNIC)	Clos
NER250/PAMED2 EXT/CTB/2016	Aménagement d'un site maraîcher intercommunal de 20 Ha à Jida à cheval entre les communes rurales de Doumegea et Tibiri	Marché Travaux	Cogestion	Appel d'offres ouvert	Lot1 : infructueux Lot 2 : 64 029 Lot 3 : 13 956,71	Lot 2 : Entreprise Sidi AMAR INALHER Lot 3 : Entreprise Amadou Seni	Réception provisoire Réception provisoire
NER251/PAMED2 EXT/CTB/2016	Fourniture et installation d'équipements de pompage solaire dans le cadre de l'aménagement d'un site maraîcher intercommunal de 20 ha à Jida à cheval entre les communes rurales de Doumegea et	Marché de Fourniture	Cogestion	Appel d'offres ouvert	97 567,37	Entreprise Consultations Plus	Réception provisoire

Numéro interne projet	Description du marché	Type de marché	Mode d'exécution	Mode de passation	Montant final de la facture (ISB inclus)	Attributaire	Situation actuelle
	Tibiri						
	Evaluation mi-parcours Services de consultant pour l'évaluation à mi-parcours du PAMED 2	Prestation intellectuelle	Régie	Contrat cadre CTB	36 000	SOPEX	Clos
	Appui méthodologique à l'UGAT/PAMED 2 pour la capitalisation	Prestation intellectuelle	Régie	Contrat cadre CTB	13 905	Institut Royal des Tropiques KIT	Clos

6 Accords d'exécution

Numéro de l'Accord	Modalité d'exécution	code budgétaire activité	Name of partner institution	Objet de l'Accord	entrée en vigueur (date)	End date	Montant Total (€)	Montant en (devise locale)	Statut	No Transfert	statut transfert	Date transfert (réalisé ou planifié)	Montant (€)	Remarques
1	cogestion	A0103	Secrétariat Permanent Régional du Code Rural de Dosso	Accompagnement /restructuration commissions foncières communales et départementales	01/11/2012	31/01/2013	€ 8 619	5 653 470,00 XOF	Clôturé	1	Réalisé	08-nov-12	€ 5 613,5	
										2	Réalisé	21-janv-13	€ 3 005,2	
2	cogestion	A0103	Direction Régionale Plan, Aménagement Territoire et Développement Communautaire	Assurance qualité (contrôle/supervision) du processus d'élaboration des plans de développement communaux (PDC)	01/12/2012	31/10/2013	€ 10 812,38	7 092 455,00 XOF	Clôturé	1	Réalisé	25-janv-13	€ 3 243,7	
										2	Réalisé	22-avr-13	€ 4 325,0	
										3	Réalisé	17-oct-13	€ 735,1	
FDC 2013														
N°001/FDC/PAME D2/2013	cogestion	A_03_01	Commune Urbaine de Loga	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	07/06/2013	07/03/2014	€ 39 793,55	26 102 857,68 XOF	Clôturé	1	Réalisé	19-juin-13	€ 19 896,8	FBSA
										2	Réalisé	31-mars-14	€ 16 286,6	FBSA
										3	Réalisé	22-août-16	€ 3 610,2	PIC
N°002/FDC/PAME D2/2013	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Falwel	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	07/06/2013	07/03/2014	€ 27 617,51	18 115 899,01 XOF	Clôturé	1	Réalisé	19-juin-13	€ 13 808,8	FBSA
										2	Réalisé	11-mars-14	€ 10 848,2	FBSA
										3	Réalisé	28-juil-15	€ 2 554,9	FBSA
N°003/FDC/PAME D2/2013	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Fabidji	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	07/06/2013	07/03/2014	€ 27 300,65	17 908 052,47 XOF	Clôturé	1	Réalisé	19-juin-13	€ 13 650,3	FBSA
										2	Réalisé	23-déc-13	€ 13 650,3	FBSA
N°004/FDC/PAME D2/2013	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Sokorbé	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	07/06/2013	07/03/2014	€ 24 836,86	16 291 912,18 XOF	Clôturé	1	Réalisé	19-juin-13	€ 12 418,4	FBSA
										2	Réalisé	11-mars-14	€ 9 729,4	FBA
										3	Réalisé	24-juin-14	€ 2 592,5	FBSA
N°005/FDC/PAME D2/2013	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de N'Gonga	Mise en place et gestion d'investissements et	07/06/2013	07/03/2014	€ 25 801,75	16 924 838,52 XOF	Clôturé	1	Réalisé	19-juin-13	€ 12 900,9	FBSA
										2	Réalisé	11/03/2014	€ 9 702,8	FBSA

Numéro de l'Accord	Modalité d'exécution	code budgétaire activité	Name of partner institution	Objet de l'Accord	entrée en vigueur (date)	End date	Montant Total (€)	Montant en (devise locale)	Statut	No Transfert	statut transfert	Date transfert (réalisé ou planifié)	Montant (€)	Remarques
				services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire						3	Réalisé	24-juin-14	€ 2 976,8	FBSA
N°006/FDC/PAME D2/2013	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Kankandi	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	07/06/2013	07/03/2014	€ 28 976,01	19 007 016,59 XOF	Clôturé	1	Réalisé	19-juin-13	€ 14 488,0	FBSA
										2	Réalisé	23-déc-13	€ 14 488,0	FBSA
N°007/FDC/PAME D2/2013	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Douméga	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	10/06/2013	10/03/2014	€ 36 381,19	23 864 496,25 XOF	Clôturé	1	Réalisé	19-juin-13	€ 18 190,6	FBSA
										2	Réalisé	23-déc-13	€ 18 190,6	FBSA
N°008/FDC/PAME D2/2013	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Fakara	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	10/06/2013	10/03/2014	€ 29 476,15	19 335 086,93 XOF	Clôturé	1	Réalisé	08-juil-13	€ 14 738,1	FBSA
										2	Réalisé	11-mar-14	€ 12 859,1	FBSA
										3	Planifié	Non réalisé	€ 1 879,0	
N°009/FDC/PAME D2/2013	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Kiéché	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	10/06/2013	10/03/2014	€ 28 409,42	18 635 357,91 XOF	Clôturé	1	Réalisé	19-juin-13	€ 14 204,7	FBSA
										2	Réalisé	19-déc-13	€ 14 204,7	FBSA
N°010/FDC/PAME D2/2013	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Dogonkiria	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	10/06/2013	10/03/2014	€ 36 169,14	23 725 400,57 XOF	Clôturé	1	Réalisé	10-juil-13	€ 18 084,6	FBSA
										2	Réalisé	19-févr-14	€ 17 061,2	FBSA
										3	Planifié	15-août-14	€ 1 023,4	Non réalisé sur FBSA
N°011/FDC/PAME D2/2013	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Harikanassou	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	28/06/2013	28/03/2014	€ 27 366,81	17 951 450,59 XOF	Clôturé	1	Réalisé	10-juil-13	€ 13 683,4	FBSA
										2	Réalisé	19-févr-14	€ 10 239,2	FBSA
										3	Réalisé	24-juin-14	€ 3 444,2	FBSA
N°012/FDC/PAME D2/2013	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Kiota	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	28/06/2013	28/03/2014	€ 38 876,86	25 501 548,46 XOF	Clôturé	1	Réalisé	10-juil-13	€ 19 438,4	FBSA
										2	Réalisé	19-févr-14	€ 16 132,0	FBSA
										3	Réalisé	24-juin-14	€ 3 306,4	FBSA
N°013/FDC/PAME D2/2013	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de	Mise en place et gestion	28/06/2013	28/03/2014	€ 33 855,20	22 207 555,43 XOF	Clôturé	1	Réalisé	10-juil-13	€ 16 927,6	FBSA
										2	Réalisé	19-févr-14	€ 16 739,0	FBSA

Numéro de l'Accord	Modalité d'exécution	code budgétaire activité	Name of partner institution	Objet de l'Accord	entrée en vigueur (date)	End date	Montant Total (€)	Montant en (devise locale)	Statut	No Transfert	statut transfert	Date transfert (réalisé ou planifié)	Montant (€)	Remarques
			Koygolo	d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire										
N°014/FDC/PAME D2/2013	cogestion	A_03_01	Commune Urbaine de Birni N'Gaouré	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	19/11/2013	18/08/2014	€ 32 261,37	21 162 071,48 XOF	Clôturé	1	Réalisé	12-déc-13	€ 20 317,9	Un retard accusé du fait des difficultés de blocage de fonctionnement du conseil municipal
										2	Planifié	30-oct-14	€ 11 943,5	
FDC 2014														
N°005/FDC/PAME D2/2014	cogestion	A_03_01	Commune Urbaine de Loga	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	01/01/2014	31/12/2014	€ 65 843,08	43 190 229,23 XOF	Clôturé	1	Réalisé	27-juin-14	€ 46 090,2	FBSA
										2	Réalisé	03-juin-15	€ 11 422,3	FBSA
										3	Réalisé	22/08/2016	€ 7 606,0	PIC
N°013/FDC/PAME D2/2014	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Falwel	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	01/01/2014	31/12/2014	€ 47 714,53	31 298 679,96 XOF	Clôturé	1	Réalisé	27-juin-14	€ 33 400,2	FBSA
										2	Réalisé	24-juin-15	€ 5 831,6	FBSA
										3	Réalisé	28-juil-15	€ 4 398,2	FBSA
											Planifié		€ 4 084,6	PIC
N°001/FDC/PAME D2/2014	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Fabidji	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	01/01/2014	31/12/2014	€ 44 838,18	29 411 918,04 XOF	Clôturé	1	Réalisé	11-mar-14	€ 30 859,0	FBSA
		A_03_01								2	Réalisé	23-févr-15	€ 13 979,6	FBSA
N°004/FDC/PAME D2/2014	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Sokorbé	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	01/01/2014	31/12/2014	€ 41 004,77	26 897 365,91 XOF	Clôturé	1	Réalisé	24-juin-14	€ 28 703,3	FBSA
										2	Réalisé	03-avr-15	€ 10 821,0	FBSA
										3	Planifié		€ 1 480,4	
N°10/FDC/PAMED 2/2014	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de N'Gonga	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	01/01/2014	31/12/2014	€ 42 097,90	27 614 412,19 XOF	Clôturé	1	Réalisé	31-mar-14	€ 29 468,5	FBSA
										2	Réalisé	23-févr-15	€ 12 629,4	FBSA
N°02/FDC/PAMED 2/2014	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Kankandi	Mise en place et gestion d'investissements et	01/01/2014	31/12/2014	€ 46 565,76	30 545 136,23 XOF	Clôturé	1	Réalisé	11-mar-14	€ 40 047,0	FBSA
										2	Planifié		€ 6 518,8	

Numéro de l'Accord	Modalité d'exécution	code budgétaire activité	Name of partner institution	Objet de l'Accord	entrée en vigueur (date)	End date	Montant Total (€)	Montant en (devise locale)	Statut	No Transfert	statut transfert	Date transfert (réalisé ou planifié)	Montant (€)	Remarques
				services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire										
N°11/FDC/PAMED 2/2014	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Douméga	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	01/01/2014	31/12/2014	€ 58 914,53	38 645 398,36 XOF	Clôture	1	Réalisé	27-juin-14	€ 41 240,2	FBSA
										2	Réalisé	10-mar-15	€ 17 674,4	FBSA
N°07/FDC/PAMED 2/2014	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Fakara	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	01/01/2014	31/12/2014	€ 47 331,02	31 047 113,89 XOF	Clôture	1	Réalisé	30-déc-14	€ 33 132,0	FBSA
										2	Planifié		€ 14 199,0	
N°03/FDC/PAMED 2/2014	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Kiéché	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	01/01/2014	31/12/2014	€ 51 419,75	33 729 144,95 XOF	Clôture	1	Réalisé	31-mars-14	€ 35 993,8	FBSA
										2	Réalisé	10-mars-15	€ 15 425,9	FBSA
N°06/FDC/PAMED 2/2014	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Dogonkiria	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	01/01/2014	31/12/2014	€ 67 645,49	44 372 532,68 XOF	Clôture	1	Réalisé	31-mars-14	€ 47 351,8	FBSA
										2	Réalisé	29-avr-15	€ 16 755,9	FBSA
											Planifié		€ 3 537,7	
N°09/FDC/PAMED 2/2014	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Harikanassou	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	01/01/2014	31/12/2014	€ 44 570,19	29 236 128,12 XOF	Clôture	1	Réalisé	24-juin-14	€ 31 199,1	FBSA
										2	Réalisé	10-mars-15	€ 13 371,1	FBSA
N°12/FDC/PAMED 2/2014	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Kiota	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	01/01/2014	31/12/2014	€ 62 422,77	40 946 652,94 XOF	Clôture	1	Réalisé	24-juin-14	€ 43 695,9	FBSA
										2	Réalisé	10-mars-15	€ 18 726,8	FBSA
N°08/FDC/PAMED 2/2014	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Koygolo	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	01/01/2014	31/12/2014	€ 55 527,69	36 423 776,95 XOF	Clôture	1	Réalisé	31-mars-14	€ 38 869,4	FBSA
										2	Réalisé	10-mars-15	€ 16 658,3	FBSA
N°005/FDC/PAME	cogestion	A_03_01	Commune	Mise en place et	01/01/2014	31/12/2014	€ 53 041,82	34 793	Clôture	1	Réalisé	10-07-14	€ 37 129,3	FBSA

Numéro de l'Accord	Modalité d'exécution	code budgétaire activité	Name of partner institution	Objet de l'Accord	entrée en vigueur (date)	End date	Montant Total (€)	Montant en (devise locale)	Statut	No Transfert	statut transfert	Date transfert (réalisé ou planifié)	Montant (€)	Remarques
D2/2014			Urbaine de Birni N'Gaouré	gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	4	14		153,12 XOF	€	2	Réalisé	10-mars-15	€ 15 912,6	FBSA
										2	Réalisé	15-mars-15	€ 15 912,6	FBSA
Services techniques communaux/intercommunaux 2014														
N°01/STC/PAMED2/2014	cogestion	A_01_07	Commune Rurale de Douméga	Mise en place d'un service technique communal	01/01/2014	31/12/2014	€ 3 584,38	2 351 200,00 XOF	Clôturé	1	Réalisé	29-janv-14	€ 896,1	
										2	Réalisé	15-avr-14	€ 896,1	
										3	Réalisé	26-août-14	€ 896,1	
										4	Réalisé	10-déc-14	€ 896,1	
N°02/STC/PAMED2/2014	cogestion	A_01_07	Commune Rurale de Fakara	Mise en place d'un service technique communal	01/01/2014	31/12/2014	€ 3 382,67	2 218 888,00 XOF	Clôturé	1	Réalisé	29-janv-14	€ 845,7	
										2	Réalisé	25-avr-14	€ 845,7	
										3	Réalisé	26-août-14	€ 845,7	
										4	Réalisé	10-déc-14	€ 845,7	
N°01/STI/PAMED2/2014	cogestion	A_01_07	Commune Urbaine de Birni N'gaouré et Commune Rurale de Ngonga	Mise en place d'un service technique intercommunal	01/01/2014	31/12/2014	€ 3 677,33	2 412 168,00 XOF	Clôturé	1	Réalisé	29-janv-14	€ 919,3	
										2	Réalisé	25-avr-14	€ 919,3	
										3	Planifié	26-août-14	€ 919,3	
										4	Planifié	15-oct-14	€ 919,3	
N°02/STI/PAMED2/2014	cogestion	A_01_07	Commune Rurale de Fabidji et Commune Rurale de Kankandi	Mise en place d'un service technique intercommunal	01/01/2014	31/12/2014	€ 3 408,01	2 235 508,00 XOF	Clôturé	1	Réalisé	29-janv-14	€ 852,0	
										2	Réalisé	25-avr-14	€ 852,0	
										3	Réalisé	26-août-14	€ 852,0	
										4	Réalisé	10-déc-14	€ 852,0	
N°03/STI/PAMED2/2014	cogestion	A_01_07	Commune Rurale de Kiota, Commune Rurale de Koygolo, Commune Rurale de Harikanassou	Mise en place d'un service technique intercommunal	01/01/2014	31/12/2014	€ 3 382,67	2 218 888,00 XOF	Clôturé	1	Réalisé	29-janv-14	€ 845,7	
										2	Réalisé	25-avr-14	€ 845,7	
										3	Réalisé	26-août-14	€ 845,7	
										4	Réalisé	10-déc-14	€ 845,7	
N°04/STI/PAMED2/2014	cogestion	A_01_07	Commune Rurale de Loga, Commune Rurale de Falwel, Commune Rurale de Sokorbé	Mise en place d'un service technique intercommunal	01/01/2014	31/12/2014	€ 3 677,33	2 412 168,00 XOF	Clôturé	1	Réalisé	29-janv-14	€ 919,3	
										2	Réalisé	15-avr-14	€ 919,3	
										3	Réalisé	26-août-14	€ 919,3	
										4	Planifié	15-oct-14	€ 919,3	

Numéro de l'Accord	Modalité d'exécution	code budgétaire activité	Name of partner institution	Objet de l'Accord	entrée en vigueur (date)	End date	Montant Total (€)	Montant en (devise locale)	Statut	No Transfert	statut transfert	Date transfert (réalisé ou planifié)	Montant (€)	Remarques
N°05/STI/PAMED 2/2014	cogestion	A_01_07	Commune Rurale de Dogoniria, Commune Rurale de Kiéché	Mise en place d'un service technique intercommunal	01/01/2014	31/12/2014	€ 3 382,67	2 218 888,00 XOF	Clôturé	1	Réalisé	29-janv-14	€ 845,7	
										2	Réalisé	25-avr-14	€ 845,7	
										3	Réalisé	26-août-14	€ 845,7	
										4	Réalisé	10-déc-14	€ 845,7	
FDC 2015														
N°007/FDC/PAM ED2/2015	cogestion	A_03_01	Commune Urbaine de Loga	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	16/03/2015	15/03/2017	€ 68 808,08	45 135 142,01 XOF	Clôturé	1	Réalisé	10-sept-15	€ 48 165,7	
										2	Réalisé	25-mai-16	€ 19 469,6	
													€ 1 172,8	
N°013/FDC/PAM ED2/2015	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Falwel	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	16/03/2015	15/03/2017	€ 56 352,65	36 964 912,93 XOF	Clôturé	1	Réalisé	28-juil-15	€ 20 390,7	
										2	Réalisé	28-juil-15	€ 19 056,1	
										3	Réalisé	15-mars-16	€ 16 905,8	
N°001/FDC/PAM ED2/2015	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Fabidji	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	16/03/2015	15/03/2017	€ 58 131,48	38 131 754,26 XOF	Clôturé	1	Réalisé	29-avr-15	€ 40 692,0	
										2	Réalisé	25-mars-16	€ 17 439,4	
N°004/FDC/PAM ED2/2015	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Sokorbé	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	16/03/2015	15/03/2017	€ 43 506,72	28 538 536,64 XOF	Clôturé	1	Réalisé	29-avr-15	€ 30 454,7	
										2	Réalisé	29-avr-16	€ 13 052,0	
N°10/FDC/PAME D2/2015	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de N'Gonga	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	16/03/2015	15/03/2017	€ 41 665,79	27 330 965,98 XOF	Clôturé	1	Réalisé	29-avr-15	€ 29 166,1	
										2	Réalisé	29-avr-16	€ 12 499,7	
N°02/FDC/PAME D2/2015	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Kankandi	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	16/03/2015	15/03/2017	€ 37 813,26	24 803 869,83 XOF	En cours	1	Planifié	01-janv-16	€ 26 469,3	
										2	Planifié	31-juil-16	€ 11 344,0	
N°05/FDC/PAME	cogestion	A_03_01	Commune	Mise en place et	16/03/2015	15/03/2015	€ 56 956,28	37 360	Clôturé	1	Réalisé	29-avr-15	€ 39 869,4	

Numéro de l'Accord	Modalité d'exécution	code budgétaire activité	Name of partner institution	Objet de l'Accord	entrée en vigueur (date)	End date	Montant Total (€)	Montant en (devise locale)	Statut	No Transfert	statut transfert	Date transfert (réalisé ou planifié)	Montant (€)	Remarques
D2/2015			Rurale de Douméga	gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	5	7		872,36 XOF		2	Réalisé	25-mars-16	€ 15 207,7	
										3	Planifié	30-avr-16	€ 1 879,2	
N°08/FDC/PAME D2/2015	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Fakara	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	16/03/2015	14/03/2017	€ 39 396,52	25 842 426,29 XOF	Clôturé	1	Planifié	01-janv-16	€ 33 132,0	
										2	Planifié	31-juil-16	€ 6 264,5	
N°03/FDC/PAME D2/2015	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Kiéché	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	16/03/2015	15/03/2017	€ 58 768,19	38 549 408,01 XOF	Clôturé	1	Réalisé	29-avr-15	€ 41 137,7	
										2	Réalisé	29-avr-16	€ 17 630,5	
N°06/FDC/PAME D2/2015	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Dogonkiria	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	16/03/2015	15/03/2017	€ 61 384,52	40 265 604,00 XOF	Clôturé	1	Réalisé	29-avr-15	€ 42 969,2	
										2	Réalisé	20-déc-16	€ 18 415,4	
N°09/FDC/PAME D2/2015	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Harikanassou	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	16/03/2015	15/03/2017	€ 43 297,45	28 401 266,19 XOF	Clôturé	1	Réalisé	29-avr-15	€ 30 308,2	
										2	Réalisé	29-avr-16	€ 12 989,2	
N°12/FDC/PAME D2/2015	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Kiota	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	16/03/2015	15/03/2017	€ 53 757,78	35 262 791,67 XOF	En cours	1	Réalisé	29-avr-15	€ 37 630,5	Réception définitive effectuée en avril 2018 ,AE clos
										2	Réalisé	22-août-16	€ 8 728,3	
										3	Réalisé	02-nov-16	€ 6 380,2	
	Planifié		€ 1 018,8											
N°11/FDC/PAME D2/2015	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Koygolo	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	16/03/2015	15/03/2017	€ 58 495,99	38 370 856,92 XOF	Clôturé	1	Réalisé	29-avr-15	€ 40 947,2	
										2	Réalisé	17-juil-16	€ 17 548,8	
N°14/FDC/PAME D2/2015	cogestion	A_03_01	Commune Urbaine de Birni N'Gaouré	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	16/03/2015	15/03/2017	€ 50 602,79	33 193 255,08 XOF	Clôturé	1	Réalisé	04-juin-15	€ 35 422,0	
										2	Réalisé	25-mars-16	€ 15 180,8	

Numéro de l'Accord	Modalité d'exécution	code budgétaire activité	Name of partner institution	Objet de l'Accord	entrée en vigueur (date)	End date	Montant Total (€)	Montant en (devise locale)	Statut	No Transfert	statut transfert	Date transfert (réalisé ou planifié)	Montant (€)	Remarques			
FDC 2016 et 2017																	
N°007/FDC/PAMED2/2016	cogestion	A_03_01	Commune Urbaine de Loga	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	25/03/2016	25/09/2017	€ 101 295,27	66 445 341 XOF	Clôturé	1	Réalisé	15-août-16	€ 50 647,5				
										2	Réalisé	31-mai-17	€ 39 193,0				
										3	Réalisé	02-août-17	-€ 24 739,5	Clôture compte Commune			
										4	Réalisé	01-janv-18	€ 11 062,5	Paiement effectué UGAT			
										5	Réalisé	01-janv-18	€ 4 703,4	Paiement effectué UGAT			
										6	Réalisé	05-janv-18	€ 674,0	Paiement effectué UGAT			
										7	Réalisé	05-janv-18	€ 708,7	Paiement effectué UGAT			
										8	Réalisé	16-janv-18	€ 714,8	Paiement effectué UGAT			
										9	Réalisé	26-mars-18	€ 1 489,4	Paiement effectué UGAT			
		TOTAL					€ 103 777,47	68 073 558 XOF									
N°08/FDC/PAMED2/2016	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Falwel	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	25/03/2016	25/09/2017	€ 98 399,38	64 545 762 XOF	Clôturé	1	Réalisé	04-juil-16	€ 49 199,7				
										2	Réalisé	21-mars-17	€ 49 199,7				
										3	Réalisé	28-juil-17	-€ 5 690,9	Clôture compte			
										4	Réalisé	30-janv-18	€ 1 417,8	Paiement effectué UGAT			
										5	Réalisé	16-janv-18	€ 1 679,3	Paiement effectué UGAT			
										6	Réalisé	26-janv-18	€ 346,3	Paiement effectué UGAT			
N°001/FDC/PAMED2/2016	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Fabidji	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	25/03/2016	25/09/2017	€ 92 589,00	60 734 402,67 XOF	Clôturé	1	Réalisé	15-août-16	€ 46 294,5				
										2	Réalisé	13-déc-16	€ 46 294,5				
		A_01_07								€ 2 405,00	1 577 576,59		1	Réalisé	15-août-16	€ 1 202,5	
														2	Réalisé	13-déc-16	€ 1 202,5
									3	Réalisé	02-août-17	-€ 22 633,7	Clôture compte				

Numéro de l'Accord	Modalité d'exécution	code budgétaire activité	Name of partner institution	Objet de l'Accord	entrée en vigueur (date)	End date	Montant Total (€)	Montant en (devise locale)	Statut	No Transfert	statut transfert	Date transfert (réalisé ou planifié)	Montant (€)	Remarques		
										4	Réalisé		€ 4 547,6	Paiement effectué UGAT		
										5	Réalisé	16-janv-18	€ 4 898,0	Paiement effectué UGAT		
N°004/FDC/PAMED2/2016	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Sokorbé	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	25/03/2016	25/09/2017	€ 69 273,90	45 440 700 XOF	Clôturé	1	Réalisé	15-août-16	€ 34 637,0			
										2	Réalisé	20-déc-16	€ 21 271,9			
										3	Réalisé	31-mai-17	€ 7 858,9			
										4	Réalisé	27-juil-17	-€ 2 073,7	Clôture compte		
										5	Réalisé		€ 1 604,0	Paiement effectué UGAT		
N°10/FDC/PAMED2/2016	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de N'Gonga	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	25/03/2016	25/09/2017	€ 59 323,10	38 913 403 XOF	Clôturé	1	Planifié	31-août-16	€ 29 661,6			
										2	Réalisé	13-déc-16	€ 15 429,4			
		A_01_07								€ 2 283,30	1 497 747 XOF	3	Réalisé	31-mai-17	€ 9 519,6	
		TOTAL								€ 61 606,40	€ 40 411 149	4	Réalisé	15-août-16	€ 1 141,6	
												5	Réalisé	31-déc-16	€ 1 141,7	
												6	Réalisé	27-juil-17	-€ 120,5	Clôture compte
												7	Réalisé		€ 1 032,5	Paiement effectué UGAT
												7	Réalisé	15-janv-18	€ 1 032,5	Paiement effectué UGAT
N°05/FDC/PAMED2/2016	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Douméga	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	25/03/2016	25/09/2017	€ 99 526,32	65 284 986 XOF	Clôturé	1	Réalisé	10-mai-16	€ 50 972,9			
										2	Réalisé	13-déc-16	€ 39 772,9			
												3	Planifié	31-juil-17	€ 8 780,5	Paiement effectué UGAT
		A_01_07								€ 2 419,45	1 587 055 XOF	1	Réalisé	12-mai-16	€ 1 209,9	
		TOTAL								€ 101 945,77	€ 66 872 041	2	Réalisé	13-déc-16	€ 1 209,7	
N°03/FDC/PAMED2/2016	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Kiéché	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	25/03/2016	25/09/2017	€ 107 967,88	70 822 287 XOF	Clôturé	1	Réalisé	15-août-16	€ 53 983,9			
										2	Réalisé	31-mai-17	€ 53 974,0			
										3	Réalisé	31-juil-17	-€ 20 695,4	Clôture compte		
N°06/FDC/PAMED2/2016	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Dogonkiria	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	25/03/2016	25/09/2017	€ 107 578,09	70 566 601 XOF	En cours	1	Réalisé	13-déc-16	€ 53 789,0			
										2	Réalisé	31-mai-17	€ 41 427,0			
										3	Réalisé	31-juil-17	-€ 41 254,8	Clôture compte		

Numéro de l'Accord	Modalité d'exécution	code budgétaire activité	Name of partner institution	Objet de l'Accord	entrée en vigueur (date)	End date	Montant Total (€)	Montant en (devise locale)	Statut	No Transfert	statut transfert	Date transfert (réalisé ou planifié)	Montant (€)	Remarques			
				le domaine de la sécurité alimentaire						4	Réalisé	01-janv-18	€ 13 957,7	Paiement effectué UGAT			
								5		Réalisé	26-mars-18	€ 734,6	Paiement effectué UGAT				
								Il reste 2 puits (Yelmé RoumbouKawa et Yelmé Badjigué) à réceptionner et à payer d'ici fin mai 2018									
		A_01_07						€ 2 283,30		1 497 747 XOF	1	Réalisé	13-déc-16	€ 1 141,7			
		TOTAL						€ 109 861,39		€ 72 064 348	2	Réalisé	31-mai-17	€ 1 141,6			
											3	Réalisé	26-mars-18	€ 458,5	Paiement effectué UGAT		
N°09/FDC/PAMED2/2016	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Harikanassou	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	25/03/2016	25/09/2017	€ 61 994,40	40 665 661 XOF	Clôturé	1	Réalisé	13-déc-16	€ 30 997,2				
										2	Réalisé	21-mars-17	€ 30 997,2				
										3	Réalisé	27-juil-17	-€ 499,9	Clôture compte			
										4	Réalisé		€ 2 094,8	Paiement effectué UGAT			
										5	Réalisé	30-janv-18	€ 913,4	Paiement effectué UGAT			
N°02/FDC/PAMED2/2016	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Kiota	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	25/03/2016	25/09/2017	€ 70 538,05	46 269 928 XOF	En cours	1	Réalisé	04-nov-16	€ 35 269,0				
											2	Réalisé	08-juin-17	€ 35 269,0			
		A_01_07									€ 2 283,30	1 497 747 XOF	Il reste à réceptionner le site maraicher de Maillaré et à payer d'ici fin mai 2018				
													1	Réalisé	08-juin-17	€ 2 283,3	
		TOTAL									€ 72 821,35	47 767 674 XOF	2	Réalisé	02-août-17	-€ 31 092,4	Clôture compte
													3	Réalisé		€ 626,4	Paiement effectué UGAT
N°11/FDC/PAMED2/2016	cogestion	A_03_01	Commune Rurale de Koygolo	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	25/03/2016	25/09/2017	€ 83 157,05	54 547 449 XOF	Clôturé	1	Réalisé	04-nov-16	€ 41 578,5				
										2	Réalisé	08-juin-17	€ 28 343,3				
										3	Réalisé	01-août-17	-€ 2 218,8	Clôture compte			
										4	Réalisé	05-janv-18	€ 1 764,0	Paiement effectué UGAT			
N°12/FDC/PAMED2/2016	cogestion	A_03_01	Commune Urbaine de Birni N'Gaouré	Mise en place et gestion d'investissements et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire	25/03/2016	25/09/2017	€ 68 869,82	45 175 641 XOF	Clôturé	1	Réalisé	01-juin-16	€ 35 676,0				
											2	Réalisé	13-déc-16	€ 28 294,9			
		A_01_07									€ 2 482,20	1 628 216 XOF	3	Planifié	31-juil-17	€ 4 898,9	
		TOTAL									€ 71 352,02	46 803 857 XOF	1	Réalisé	03-juin-16	€ 1 241,1	
													2	Réalisé	13-déc-16	€ 1 241,1	
													3	Réalisé	01-août-17	-€ 2 883,6	Clôture compte

Numéro de l'Accord	Modalité d'exécution	code budgétaire activité	Name of partner institution	Objet de l'Accord	entrée en vigueur (date)	End date	Montant Total (€)	Montant en (devise locale)	Statut	No Transfert	statut transfert	Date transfert (réalisé ou planifié)	Montant (€)	Remarques
										4	Réalisé	01-févr-18	€ 70,4	Paiement effectué UGAT
										5	Réalisé	22-mars-18	€ 70,4	Paiement effectué UGAT

7 Équipements

Outre les nouveaux équipements acquis, le Programme (NER1003011) a bénéficié des équipements de la phase 1 (NER0501311).

Project id. + Mode	NER 10 030 11/1203211	Doc prepared by :	Controlled by :	-
Project title	PAMED2 / PAMED 2 EXT	Logisticienne	RAF	
Category of Goods	IT EQUIPMENT (GL 60 40 20)			

N°	INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	ACQUISITION COST			FIT GT. N°	LOCALISATION	RESPONSABLE	OBSERVATIONS (STATE or CONDITION)
					Currency	Amount	FIT Value in EUR				
	Ordinateurs fixes										
1	CTB/NER 1003011/604020/001/MIN/ECRA/UCENT	23/04/12	1	Ordinateur complet DELL Optiplex 380	FCFA	448 000	682,97		Bureau Resp	Resp	Bon état
2	CTB/NER 1003011/604020/002/MIN/ECRA/UCENT	23/04/12	1	Ordinateur complet DELL Optiplex 380	FCFA	448 000	682,97		Bureau RAF	RAF	Bon état
3	CTB/NER 0501311/604020/003/MIN/ECRA/UCENT	29/06/07	1	Ordinateur complet HP DX 2200	FCFA	1 380 000	2 103,80		Bureau ACL	ACL	Passable
4	CTB/NER 0501311/604020/004/MIN/ECRA/UCENT/CLAV	29/06/07	1	Ordinateur complet HP DX 2200	FCFA	1 380 000	2 103,80		Bureau SecC	SecC	Mauvais état

N°	INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	ACQUISITION COST			FIT GT. N°	LOCALISATION	RESPONSABLE	OBSERVATIONS (STATE or CONDITION)
	Ordinateurs portables										
1	CTB/NER 1003011/604020/001/MIN/ORDP	23/04/12	1	Ordinateur portable HP Probook 4530S	FCFA	499 000	760,72		Magasin	ACL	Panne
2	CTB/NER 1003011/604020/002/MIN/ORDP	20/09/13	1	Ordinateur portable HP Probook 4530S	FCFA	631 360	962,50		Bureau RAF	RAF	Passable
3	CTB/NER 1003011/604020/003/MIN/ORDP	23/04/12	1	Ordinateur portable HP Probook 4530S	FCFA	499 000	760,72		Bureau CSE	CSE	Bon état
4	CTB/NER 0501311/604020/004/MIN/ORDP	20/06/06	1	Ordinateur portable HP	FCFA	499 000	760,72		Bureau CSE	CSE	Passable
5	CTB/NER 1003011/604020/005/MIN/ORDP	23/04/12	1	Ordinateur portable HP Probook 4530S	FCFA	499 000	760,72		Magasin	ACL	Panne
6	CTB/NER 0802811/604020/006/MIN/ORDP		1	Ordinateur port HP G62/DON de ARMFD2	FCFA				Bureau RAF	RAF	volé
7	CTB/NER 1003011/604020/007/MIN/ORDP	23/04/12	1	Ordinateur portable HP Probook 4530S	FCFA	499 000	760,72		Bureau CGL	CGL	Passable
8	CTB/NER 1003011/604020/008/MIN/ORDP	23/04/12	1	Ordinateur portable HP Probook 4530S	FCFA	499 000	760,72		Bureau CEL	CEL	Passable
9	CTB/NER 1003011/604020/009/MIN/ORDP	23/04/12	1	Ordinateur portable HP Probook 4530S	FCFA	499 000	760,72		Bureau CSA	CSA	Passable
10	CTB/NER 1203211/604020/010/MIN/ORDP	16/03/15	1	Ordinateur portable HP Probook 4540S	FCFA	375 425	572,33		Bureau Coresp	Coresp	Bon état
11	CTB/NER 1203211/604020/011/MIN/ORDP	16/03/15	1	Ordinateur portable HP Probook 4530S	FCFA	375 425	572,33		Bureau CIMSC	CIMSC	Bon état
12	CTB/NER 1203211/604020/012/MIN/ORDP	25/01/16	1	Ordinateur portable HP Probook 453i3	FCFA	405 546	618,25		Bureau CMO	CMO	Bon état
13	CTB/NER 1203211/604020/013/MIN/ORDP	25/01/16	1	Ordinateur portable HP Probook 453i3	FCFA	405 546	618,25		Bureau ATI/INFRA	ATI/INFRA	Bon état
	Imprimantes										
1	CTB/NER 05601311/604020/001/MIN/IMP	06/03/08	1	Imprimante HP DESKJET 4163	FCFA	105 000	160,07		Magasin	ACL	Panne
2	CTB/NER 1003011/604020/002/MIN/IMP	23/04/12	1	Imprimante HP Laserjet 2055DN N/B	FCFA	290 000	442,10		Bureau Coresp	Coresp	Bon état
3	CTB/NER 1003011/604020/003/MIN/IMP	23/04/12	1	Imprimante HP Laserjet Coulr CP2025n	FCFA	290 000	442,10		Bureau CSE	CSE	Bon état
4	CTB/NER 1003011/604020/004/MIN/IMP	23/04/12	1	Imprimante HP Laserjet 2055DN N/B	FCFA	290 000	442,10		Bureau RAF	RAF	Passable
5	CTB/NER 1003011/604020/005/MIN/IMP	20/09/13	1	Imprimante Scanner HP Officejet 4500	FCFA	215 000	327,77		Bureau RAF	RAF	Passable
6	CTB/NER 0802811/604020/006/MIN/IMP		1	Impr HP LASERJET 2014/DON de ARMFD2	FCFA				Bureau RAF	RAF	Bon état
7	CTB/NER 0501311/604020/007/MIN/IMP	20/06/06	1	Imprimante HP LASERJET 1160	FCFA	270 000	411,61		Bureau ACL	ACL	Mauvais état
8	CTB/NER 0501311/604020/008/MIN/IMP	20/06/06	1	Imprimante HP LASERJET 1160	FCFA	270 000	411,61		Magasin	SecC	Panne
	Onduleurs										
1	CTB/NER 1003011/604020/001/MIN/OND	23/04/12	1	Onduleur APC 1000VA	FCFA	250 000	381,12		Bureau Resp	Resp	Bon état
2	CTB/NER 1003011/604020/002/MIN/OND	23/04/12	1	Onduleur APC 1000VA	FCFA	250 000	381,12		Bureau RAF	RAF	Bon état
3	CTB/NER 1003011/604020/003/MIN/OND	06/11/12	1	Onduleur On Line 1500XL	FCFA	281 250	428,76		Bureau ACL	ACL	Bon état

N°	INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	ACQUISITION COST			FIT GT. N°	LOCALISATION	RESPONSABLE	OBSERVATIONS (STATE or CONDITION)
4	CTB/NER 1003011/604020/004/MIN/OND	16/09/13	1	Onduleur APC 1000VA	FCFA	185 000	282,03		Bureau SecC	SecC	Bon état
5	CTB/NER 05601311/604020/005/MIN/OND	20/06/06	1	Onduleur APC 650VA	FCFA	190 000	289,65		Bureau ATI/INFRA	ACL	Bon état
	Disques durs externes										
1	CTB/NER 1003011/604020/003/MIN/DDEX	20/06/12	1	Disque Dur Externe 500GO WD	FCFA	120 000	182,94		Bureau Resp	Resp	Bon état
2	CTB/NER 1003011/604020/002/MIN/DDEX	20/06/12	1	Disque Dur Externe 500GO WD	FCFA	120 000	182,94		Bureau CSE	CSE	Bon état
3	CTB/NER 1003011/604020/001/MIN/DDEX	20/06/12	1	Disque Dur Externe 500GO WD	FCFA	120 000	182,94		Bureau RAF	RAF	Bon état
4	CTB/NER 1003011/604020/004/MIN/DDEX	20/06/12	1	Disque Dur Externe 500GO WD	FCFA	120 000	182,94		Bureau ACL	ACL	Bon état
	Régulateurs										
1	CTB/NER 0501311/604020/001/MIN/REG	06/06/06	1	Régulateur de tension 1000 va	FCFA	18 000	27,44		Bureau Coresp	Coresp	Bon état
2	CTB/NER 1003011/604020/002/MIN/REG	23/04/12	1	Regulateur de tension 2500VA	FCFA	50 000	76,22		Bureau SecC	SecC	Bon état
	Appareils Photos Numériques										
1	CTB/NER 1003011/604020/001/MIN/APNUM	23/04/12	1	Appareil Photo Num Mégapixels SONY DSK W570	FCFA	150 000	228,67		Bureau CSE	CSE	Bon état
2	CTB/NER 1003011/604020/002/MIN/APNUM	20/09/13	1	Appareil Photo Num Mégapixels Casio EXZR20	FCFA	165 000	251,54		Bureau CMO	CMO	Bon état
	Vidéo projecteur										
1	CTB/NER 1003011/604020/001/MIN/VIPRO	23/04/12	1	Vidéo Projecteur Sony VPL-EX100	FCFA	425 000	647,91		Magasin	ACL	Mauvais état
2	CTB/NER 1003011/604020/002/MIN/VIPRO	20/09/13	1	Vidéo Projecteur Sony PLDX-140	FCFA	649 772	990,57		Salle réunion	ACL	Bon état
3	CTB/NER 1003011/604020/003/MIN/VIPRO	20/09/13	2	Vidéo Projecteur Sony PLDX-141	FCFA	649 773	990,57		Bureau CSE	CSE	Panne
	GPS GARMIN										
1	CTB/NER 1003011/604020/001/MIN/GPS	20/09/13	1	GPS GARMIN OREGON 550	FCFA	477 856	728,49		Bureau CMO	CMO	Bon état
2	CTB/NER 1003011/604020/002/MIN/GPS	20/09/13	1	GPS GARMIN OREGON 550	FCFA	477 856	728,49		Bureau CEL	CEL	Bon état
	Photocopieur										
1	CTB/NER 1003011/604020/001/MIN/PHOTOC	06/11/12	1	Photocopieur numér XEROX 5225 V-A DADF	FCFA	3 750 000	5 716,84		Bureau SecC	SecC	Passable
	SWITCH										
1	CTB/NER 1003011/604020/001/MIN/SWI	23/04/12	1	SWITCH D-Link DES 1024D 24 ports	FCFA	60 000	91,47		Bureau SecC	SecC	Bon état
	Routeur										
1	CTB/NER 1003011/604020/001/MIN/ROUT	20/06/12	1	Routeur Linksys wireless-G	FCFA	75 000	114,34		Bureau SecC	SecC	Bon état

N°	INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	ACQUISITION COST			FIT GT. N°	LOCALISATION	RESPONSABLE	OBSERVATIONS (STATE or CONDITION)
	Ecran projecteur										
1	CTB/NER 1003011/604020/003/MIN/ECRA-PROJ	20/06/06	1	Ecran projecteur	FCFA	85 000	129,58		Magasin	ACL	Passable
	Tablettes										
1	CTB/NER 1003011/604020/001/TABLETTE/ORDP	27/10/14	1	samsung galaxy tablette3	FCFA	103 143	157,24		Bureau ACL	ACL	NEUF
2	CTB/NER 1003011/604020/002/TABLETTE/ORDP	227/10/14/10/2014	1	samsung galaxy tablette3	FCFA	103 143	157,24		Bureau ACL	ACL	NEUF
	Cellulaire portable										
1	CTB/NER 1003011/604020/001/CELLULAIRE/ORDP	01/06/15		SAMSUNG Galaxys Plus 1.4GHzCPU	FCFA	70 000	106,71		STI Kiota	ACL	NEUF
2	CTB/NER 1003011/604020/002/CELLULAIRE/ORDP	01/06/15		SAMSUNG Galaxys Plus 1.4GHzCPU	FCFA	70 000	106,71		Bureau ACL	ACL	NEUF
	Combiné sonitel										
1	CTB/NER 0501311/604090/001/MAB/C-TEL	09/02/06	1	Combiné SONITEL	FCFA	30 000	45,73		Bureau Resp	Resp	Bon état
2	CTB/NER 0501311/604090/002/MAB/C-TEL	09/02/06	1	Combiné SONITEL	FCFA	30 000	45,73		Bureau Coresp	Coresp	Bon état
	Combiné Panasonic										
1	CTB/NER 0501311/604090/001/MAB/C-TEL	14/11/07	1	Combiné PANASONIC	FCFA	25 000	38,11		Bureau Resp	Resp	Bon état
2	CTB/NER 1003011/604090/002/MAB/C-TEL	08/06/12	1	Combiné PANASONIC	FCFA	16 000	24,39		Bureau Coresp	Coresp	Bon état
3	CTB/NER 0501311/604090/003/MAB/C-TEL	14/11/07	1	Combiné PANASONIC	FCFA	25 000	38,11		Bureau CSE	CSE	Bon état
4	CTB/NER 1003011/604090/004/MAB/C-TEL	08/06/12	1	Combiné PANASONIC	FCFA	16 000	24,39		Bureau CMO	CMO	Bon état
5	CTB/NER 0501311/604090/005/MAB/C-TEL	14/11/07	1	Combiné PANASONIC	FCFA	25 000	38,11		Bureau RAF	RAF	Bon état
6	CTB/NER 0501311/604090/006/MAB/C-TEL	14/11/07	1	Combiné PANASONIC	FCFA	25 000	38,11		Bureau ACL	ACL	Bon état
7	CTB/NER 1003011/604090/007/MAB/C-TEL	08/06/12	1	Combiné PANASONIC	FCFA	16 000	24,39		Bureau CGL	CGL	Passable
8	CTB/NER 0501311/604090/008/MAB/C-TEL	14/11/07	1	Combiné PANASONIC	FCFA	25 000	38,11		CEL	CEL	Bon état
9	CTB/NER 0501311/604090/009/MAB/C-TEL	14/11/07	1	Combiné PANASONIC	FCFA	25 000	38,11		Bureau CSA	CSA	Passable
10	CTB/NER 1003011/604090/010/MAB/STAND	08/06/12	1	STANDARD Combiné	FCFA	64 000	97,57		Bureau SecC	SecC	Bon état
11	CTB/NER 0501311/604090/011/MAB/C-TEL	14/11/07	1	Combiné PANASONIC	FCFA	25 000	38,11		Bureau ATI/INFRA	ATI/INFRA	Bon état
12	CTB/NER 1003011/604090/012/MAB/C-TEL	08/06/12	1	Combiné PANASONIC	FCFA	16 000	24,39		VIGILE	ACL	Bon état
	TELEPHONE SATELITAIRE										
1	CTB/NER 1103011/604020/001/MIN/TH-GPS	16/12/11	1	THURAYA-GPS	FCFA	63 026	96,08		Bureau ACL	ACL	Bon état
2	CTB/NER 1203211/604090/002/Iridium EX	08/04/15	1	Iridium Externe IRID0215U02 L547455 Q02BHM	FCFA	1 417 523	2 161,00		Bureau Coresp	Coresp	Bon état

N°	INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	ACQUISITION COST			FIT GT. N°	LOCALISATION	RESPONSABLE	OBSERVATIONS (STATE or CONDITION)
3	CTB/NER 1203211/604090/003/Iridium EX	08/04/15	1	Iridium Externe IRID0215U02 L547455 Q02BF8	FCFA	1 417 523	2 161,00		Bureau ATI/INFRA	ATI/INFRA	Bon état
Central AUTOCOM											
1	CTB/NER 1003011/604090/001/MAB/CENT-TEL	08/06/12	1	Central AUTOCOM	FCFA	308 000	469,54		Bureau ATI/INFRA	SecC	Bon état
		ITEMS		TOTAL IT EQUIPMENT (60 40 20)		23 657 167	36 065				

Category of Goods	Autre équipement (GL 60 40 90)		
-------------------	--------------------------------	--	--

N°	INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	ACQUISITION COST			FIT GT. N°	LOCALISATION	RESPONSABLE	OBSERVATIONS (STATE or CONDITION)
					Currency	Amount	FIT Value in EUR				
	Table bureau										
1	CTB/NER 0501311/604090/001/MOB/TBUR	25/05/06	1	Table bureau importée avec retour	FCFA	229 000	349,11		Bureau Resp	Resp	Bon état
2	CTB/NER 0501311/604090/002/MOB/TBUR	25/05/06	1	Table bureau importée avec retour	FCFA	229 000	349,11		Bureau Coresp	Coresp	Bon état
3	CTB/NER 0501311/604090/003/MOB/TBUR	25/05/06	1	Table bureau importée sans retour	FCFA	229 000	349,11		Bureau CSE	CSE	Bon état
4	CTB/NER 0501311/604090/004/MOB/TBUR	25/05/06	1	Table bureau importée sans retour	FCFA	229 000	349,11		Bureau CMO	CMO	Bon état
5	CTB/NER 0501311/604090/005/MOB/TBUR	25/05/06	1	Table bureau importée avec retour	FCFA	229 000	349,11		Bureau RAF	RAF	Bon état
6	CTB/NER 0501311/604090/006/MOB/TBUR	25/05/06	1	Table bureau importée sans retour	FCFA	229 000	349,11		Bureau ACL	ACL	Bon état
7	CTB/NER 0501311/604090/007/MOB/TBUR	25/05/06	1	Table bureau importée sans retour	FCFA	229 000	349,11		Bureau CGL	CGL	Bon
8	CTB/NER 0501311/604090/008/MOB/TBUR	25/05/06	1	Table bureau importée sans retour	FCFA	229 000	349,11		Bureau CEL	CEL	Bon

N°	INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	ACQUISITION COST			FIT GT. N°	LOCALISATION	RESPONSABLE	OBSERVATIONS (STATE or
9	CTB/NER 0501311/604090/009/MOB/TBUR	25/05/06	1	Table bureau importée sans retour	FCFA	229 000	349,11		Bureau CSA	CSA	Bon état
10	CTB/NER 0501311/604090/010/MOB/TBUR	25/05/06	1	Table bureau importée avec retour	FCFA	229 000	349,11		Bureau SecC	SecC	Mauvais état
11	CTB/NER 0501311/604090/011-022/MOB/TAB-R	25/05/06	12	Table de réunion composée importée	FCFA	755 857	1 152,30		Salle réunion	ACL	Bon état
12	CTB/NER 0501311/604090/023/MOB/TAB	03/11/08	1	Grande Table en bois blanc	FCFA	85 000	129,58		Salle réunion	ACL	Bon état
13	CTB/NER 0501311/604090/024/MOB/TBUR	25/05/06	1	Table bureau importée avec retour	FCFA	229 000	349,11		Bureau ATI/INFRAS	ATI/INFRA S	Bon état
14	CTB/NER 0501311/604090/025/MOB/TBUR	25/05/06	1	Table bureau importée sans retour	FCFA	229 001	349,11		Bureau/CISMC	ACL	Bon état
15	CTB/NER 0501311/604090/026/MOB/TBUR	25/05/06	1	Table bureau importée sans retour	FCFA	229 002	349,11		Bureau/CISMC	CISMC	Bon état
16	CTB/NER 1003011/604090/027/MOB/TBUR	24/12/13	1	Table bureau importée	FCFA	255 000	388,74		Salle réunion	ACL	Mauvais état
	Fauteuil										
1	CTB/NER 0501311/604090/001/MOB/FAUT	25/05/06	1	Fauteuil importé	FCFA	85 000	129,58		Bureau Resp	Resp	Bon état
2	CTB/NER1003011/604090/002/MOB/FAUT	24/12/14	1	Fauteuil importé	FCFA	145 000	221,05		Bureau CIMSC	ACL	Mauvais état
3	CTB/NER 0501311/604090/003/MOB/FAUT	25/05/06	1	Fauteuil importé	FCFA	85 000	129,58		Bureau CSE	CSE	Mauvais état
4	CTB/NER 0501311/604090/004/MOB/FAUT	25/05/06	1	Fauteuil importé	FCFA	85 000	129,58		Bureau CMO	CMO	Bon état
5	CTB/NER 0501311/604090/005/MOB/FAUT	25/05/06	1	Fauteuil importé	FCFA	85 000	129,58		Bureau RAF	RAF	Bon état
7	CTB/NER 0501311/604090/007/MOB/FAUT	25/05/06	1	Fauteuil importé	FCFA	85 000	129,58		Bureau CGL	CGL	Bon
8	CTB/NER 0501311/604090/008/MOB/FAUT	25/05/06	1	Fauteuil importé	FCFA	85 000	129,58		Bureau CEL	CEL	Moyen
9	CTB/NER 0501311/604090/009/MOB/FAUT	25/05/06	1	Fauteuil importé	FCFA	85 000	129,58		Bureau CSA	CSA	Bon état
10	CTB/NER 0501311/604090/010/MOB/FAUT	24/12/13	1	Fauteuil importé	FCFA	145 000	221,05		Bureau ATI/INFRAS	ATI/INFRA S	Bon état
11	CTB/NER 1203021/604090/011/MOB/FAUT	16/04/15	1	Fauteuil importé	FCFA	128 450	195,82		Bureau CIMSC	ACL	En panne
12	CTB/NER 1203021/604090/012/MOB/FAUT	16/04/15	2	Fauteuil importé	FCFA	128 450	195,82		Bureau Coresp	Coresp	En panne
	Chaises										

N°	INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	ACQUISITION COST			FIT GT. N°	LOCALISATION	RESPONSABLE	OBSERVATIONS (STATE or
1	CTB/NER 0501311/604090/001-002-003/MOB/CHAI	25/05/06	3	Chaises visiteurs importées	FCFA	78 000	118,91		Bureau Resp	Resp	Bon état
2	CTB/NER 0501311/604090/004-005-006/MOB/CHAI	07/11/08	3	Chaises visiteurs importées	FCFA	261 250	398,27		Bureau Coresp	Coresp	Bon état
3	CTB/NER 0501311/604090/007/MOB/CHAI	25/05/06	1	Chaise visiteur importée	FCFA	26 000	39,64		Bureau CSE	CSE	Bon état
4	CTB/NER 0501311/604090/008/MOB/CHAI	25/05/06	1	Chaise visiteur importée	FCFA	26 000	39,64		Bureau CMO	CMO	Bon état
5	CTB/NER 0501311/604090/009/MOB/CHAI	25/05/06	1	Chaise visiteur importée	FCFA	26 000	39,64		Bureau RAF	RAF	Bon état
6	CTB/NER 0501311/604090/010/MOB/CHAI	25/05/06	1	Chaise visiteur importée	FCFA	26 000	39,64		Bureau ACL	ACL	Bon état
7	CTB/NER 0501311/604090/011/MOB/CHAI	25/05/06	1	Chaise visiteur importée	FCFA	26 000	39,64		Bureau CGL	CGL	Passable
8	CTB/NER 0501311/604090/012/MOB/CHAI	25/05/06	1	Chaise visiteur importée	FCFA	26 000	39,64		Bureau CEL	CEL	Bon état
9	CTB/NER 0501311/604090/013/MOB/CHAI	25/05/06	1	Chaise visiteur importée	FCFA	26 000	39,64		Bureau CSA	CSA	Passable
10	CTB/NER 0501311/604090/014/MOB/CHAI	08/06/12	1	Chaise secrétaire importé	FCFA	77 000	117,39		Bureau SecC	SecC	Mauvais état
11	CTB/NER 0501311/604090/15-16/MOB/CHAI	25/05/06	2	Chaise visiteur importée	FCFA	52 000	79,27		Bureau Coresp	Coresp	Bon état
12	CTB/NER 0501311/604090/17-42/MOB/CHAI	25/05/06	26	Chaises salle de réunion importées	FCFA	754 000	1 149,47		Salle réunion	ACL	Bon état
13	CTB/NER 0501311/604090/43-44/MOB/CHAI	07/11/08	2	Chaises visiteurs importées	FCFA	156 750	238,96		Bureau ATI/INFRAS	ATI/INFRAS	Bon état
14	CTB/NER 0501311/604090/45-46-47/MOB/CHAI	08/11/08	3	Chaises visiteurs importées		156 750	238,96		Bureau SecC	SecC	Bon état
	Armoire métallique										
1	CTB/NER 0501311/604090/001/MOB/ARM	25/05/06	1	Armoire métallique	FCFA	198 000	301,85		Bureau CSE	CSE	Passable
2	CTB/NER 0501311/604090/002/MOB/ARM	25/05/06	1	Armoire métallique	FCFA	198 000	301,85		Bureau CMO	CMO	Bon état
3	CTB/NER 0501311/604090/003/MOB/ARM	25/05/06	1	Armoire métallique	FCFA	198 000	301,85		Bureau ACL	ACL	Bon état
4	CTB/NER 0501311/604090/004/MOB/ARM	25/05/06	1	Armoire métallique	FCFA	198 000	301,85		Bureau CEL	CEL	Passable
5	CTB/NER 0501311/604090/005/MOB/ARM	25/05/06	1	Armoire métallique	FCFA	198 000	301,85		Bureau CSA	CSA	Passable
6	CTB/NER 0501311/604090/006/MOB/ARM	25/05/06	1	Armoire métallique	FCFA	198 000	301,85		Bureau Coresp	SecC	Bon état
7	CTB/NER 0501311/604090/007/MOB/ARM	25/05/06	1	Armoire métallique	FCFA	198 000	301,85		Bureau ATI/INFRAS	SecC	Bon état
	Etagère										
1	CTB/NER 0501311/604090/001/MOB/ETAG	03/11/08	1	Etagère en bois blanc	FCFA	61 250	93,38		Bureau CSE	CSE	Bon état
2	CTB/NER 0501311/604090/002/MOB/ETAG	19/06/06	1	Etagère en bois blanc	FCFA	70 000	106,71		Bureau SecC	SecC	Bon état
3	CTB/NER 1003011/604090/003/MAAB/ETAG	11/03/14	1	Etagère en bois blanc (partie 1 d'un ensemble 3 compartiments)	FCFA	56 000	85,37		Bureau ATI/INFRAS	ATI/INFRAS	Bon état

N°	INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	ACQUISITION COST			FIT GT. N°	LOCALISATION	RESPONSABLE	OBSERVATIONS (STATE or
4	CTB/NER1203211/604090/004/MOB/ETAG	11/03/14	1	Etagère en bois blanc (partie 2 d'un ensemble 3 compartiments)	FCFA	28 000	42,69		CISMC	CISMC	Bon état
5	CTB/NER1203211/604090/005/MOB/ETAG	11/03/14	1	Etagère en bois blanc (partie 3 d'un ensemble 3 compartiments)	FCFA	56 000	85,37		Bureau ATI/INFRAS	ATI/INFRA S	Bon état
	Classeur de chrono										
1	CTB/NER 1003011/604090/001/MOB/CLA	03/12/15	1	Classeur de chrono	FCFA	79000	120,43		Bureau RAF	RAF	Bon état
2	CTB/NER 1003011/604090/002/MOB/CLA	03/12/15	1	Classeur de chrono	FCFA	104000	158,55		Bureau RAF	RAF	Bon état
3	CTB/NER 1003011/604090/003/MOB/CLA	03/12/15		Classeur de chrono	FCFA	75000	114,34		Bureau RAF	RAF	Bon état
4	CTB/NER 1003011/604090/004/MOB/CLA	29/12/15	1	Classeur de chrono	FCFA	145400	221,6609		Bureau CMO	CMO	Bon état
	Retour pour tables										
1	CTB/NER 0501311/604090/001/MOB/RET	25/05/06	1	Retours pour tables bureau importées	FCFA		0,00		Magasin	ACL	Bon état
	REFRIGERATEUR HITACHI										
1	CTB/NER 0501311/604090/001/MAB/REF	07/05/06	1	REFRIGERATEUR HITACHI	FCFA	180 000	274,41		Bureau Resp	Resp	Bon état
2	CTB/NER 0501311/604090/002/MAB/REF	04/12/07	1	REFRIGERATEUR TOSHIBA	FCFA	142 857	217,78		Bureau Coresp	Coresp	Bon état
3	CTB/NER 0501311/604090/003/MAB/REF	07/05/06	1	REFRIGERATEUR HITACHI	FCFA	180 000	274,41		Bureau SecC	SecC	Bon état
	CLIMATISEUR SPLIT Sharp										
1	CTB/NER 1003011/604090/001/MAB/SPLIT	13/06/13	1	CLIMATISEUR SPLIT Sharp	FCFA	375 000	571,68		Bureau Resp	Resp	Bon état
2	CTB/NER 1003011/604090/003/MAB/SPLIT	13/06/13	1	CLIMATISEUR SPLIT Sharp	FCFA	375 000	571,68		Magasin	CSE	Panne
3	CTB/NER 1003011/604090/004/MAB/SPLIT	13/06/13	1	CLIMATISEUR SPLIT Sharp	FCFA	375 000	571,68		Bureau ACL	ACL	Bon état
4	CTB/NER 1003011/604090/005/MAB/SPLIT	13/06/13	1	CLIMATISEUR SPLIT Sharp	FCFA	375 000	571,68		Bureau CSA	CSA	Bon état
5	CTB/NER 1003011/604090/006/MAB/SPLIT	24/12/13	1	CLIMATISEUR SPLIT Sharp	FCFA	375 000	571,68		Bureau SecC	SecC	Bon état
6	CTB/NER 1003011/604090/007/MAB/SPLIT	13/06/14	1	CLIMATISEUR SPLIT Sharp	FCFA	375 000	571,68		Bureau ATI/INFRAS	ATI/INFRA S	Bon état
7	CTB/NER 1003011/604090/008/009/MAB/SPLIT	08/06/12	2	CLIM SPLIT Sharp Orig 18000BTU	FCFA	527 333	803,91		Salle réunion	ACL	Bon état
9	CTB/NER 1003011/604090/011/MAB/SPLIT	13/06/13	1	CLIMATISEUR SPLIT Sharp	FCFA	375 000	571,68		Magasin	ACL	Panne
10	CTB/NER 1003011/604090/012/MAB/SPLIT	25/03/15	1	CLIMATISEUR SPLIT Sharp	FCFA	395 000	602,17		Bureau Coresp	Coresp	Bon état
11	CTB/NER 1203211/604090/013/MAB/SPLIT	08/08/16	1	CLIMATISEUR SPLIT Sharp	FCFA	332 500	506,89		Bureau CSE	CSE	Bon état

N°	INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	ACQUISITION COST		FIT GT. N°	LOCALISATION	RESPONSABLE	OBSERVATIONS (STATE or
	VENTILATEUR PLAFOND									
1	CTB/NER 1003011/604090/001/MAB/VENT	08/06/12	1	VENTILATEUR PLAFOND	FCFA	18 000	27,44	Bureau RAF	RAF	Bon état
2	CTB/NER 1003011/604090/002/MAB/VENT	08/06/12	1	VENTILATEUR PLAFOND	FCFA	18 000	27,44	Bureau ACL	ACL	Bon état
3	CTB/NER 1003011/604090/003/MAB/VENT	01/01/14	1	VENTILATEUR PLAFOND	FCFA	33 000	50,31	Bureau SecC	SecC	Bon état
	COFFRE FORT SAFECAP 50KG									
1	CTB/NER 0501311/604090/001/MAB/C-FOR	14/05/07	1	COFFRE FORT SAFECAP 50KG	FCFA	204 202	311,30	Bureau SecC	SecC	Bon état
	CISAILLE									
1	CTB/NER 0501311/604090/001/MAB/CISAI	22/02/08	1	CISAILLE	FCFA	20 000	30,49	Bureau SecC	SecC	Bon état
	RELIEUSE									
1	CTB/NER 1003011/604090/001/MAAB/REL	03/02/14	1	RELIEUSE	FCFA	115 000	175,32	Bureau SecC	SecC	Bon état
	Tableau Chévalet									
1	CTB/NER 0501311/604090/001/MAB/TAB-CHV	25/05/06	1	Tableau Chévalet	FCFA	39 000	59,46	Salle réunion	ACL	Passable
	Groupe électrogène									
1	CTB/NER 1003011/604090/001/MAB/GE	15/04/13	1	Groupe Electrogène	FCFA	8 601 030	13 112,19	Cour	ACL	Bon état
2	CTB/NER 1203211/604090/002/MAB/GE	01/07/15	1	Groupe Electrogène	FCFA	3 736 667	5 696,51	Case de passage /CTB Dosso	Coresp	Bon état
		ITEMS		TOTAL AUTRE EQUIPEMENT (60 40 90)		25 757 349	39 881,81			

MATERIELS ROULANT

HQ DEL N°	Marque	Modèle	Type	Nombre de places	N° de châssis	N° d'immatriculation	Date de première mise en circulation	Utilisation principale	Source de Financement	Centre de coût (Code projet Navision)	Date de facture	Prix en EUR	Etat du véhicule
VEHICULES													
	TOYOTA Landcruiser	Prado station wagon	LJ150	8	J00K007371	8IT 6124 RN	1er janvier 2012	Activités du programme	Régie/PAMED2	NER 1003011	19-janv-12	32 371,10	Bien
	TOYOTA Landcruiser	Prado station wagon	LJ150	8	J10K007329	8IT 6125 RN	1er janvier 2012	Activités du programme	Régie/PAMED2	NER 1003011	19-janv-12	32 371,10	Bien
	TOYOTA Landcruiser	Prado station wagon	LCLJ120	5	18584	8IT 2569 RN	1ier janvier 2006	Activités du programme	Régie/PAMED1	NER 0501311	5-avr.-06	26 068,78	Très mauvais
	TOYOTA Hilux	Double cabines	LAN25	5	G103057478	8IT 5983 RN	19 janvier 2012	Activités du programme	Régie/PAMED2	NER 1003011	14-nov-11	26 008,91	Bien
	TOYOTA Hilux	Double cabines	LAN25	5	G803057008	8IT 5984 RN	19 janvier 2012	Activités du programme	Régie/PAMED2	NER 1003011	14-nov-11	26 008,91	Bien
	Mitshubishi Pick-up	Double cabines	L200	5	23045	8IT 3188 RN	1ier janvier 2006	Activités du programme	Cogestion/PAMED1	NER 0501311	1ier-janv-06	19 040,89	Normal
	TOYOTA Landcruiser	Prado station wagon	LJ150	8	J30K012872	8IT 7112 RN	1ier janvier 2013	Activités du programme	Régie/PAMED2	NER 1003011		29 245,43	Bien
MOTOS													
	Moto	KASSEA	KS125	2	MF66965	3IT 0022 RN	1ier janvier 2008	Agent de bureau	Cogestion/PAMED1	NER 0501311	15-août-07	686,02	Très mauvais

HQ DEL N°	Marque	Modèle	Type	Nombre de places	N° de chassis	N° d'immatriculation	Date de première mise en circulation	Utilisation principale	Source de Financement	Centre de coût (Code projet Navision)	Date de facture	Prix en EUR	Etat du véhicule
	Yamaha	DT	125	2	DE02X078908	8IT 7026 RN	1ier janvier 2013	Agent de bureau	Régie/PAMED2	NER 1003011	16-sept.-13	4 011,24	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082572	8IT 7189 RN	30 janvier 2014	STI(Loga, Falwel & Sokorbé)	Cogestion/PAMED2	NER 1003011	16-sept.-13	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082573	8IT 7190 RN	30 janvier 2014	STC Fabidji	Cogestion/PAMED2	NER 1003011	19-févr.-14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082576	8IT 7191 RN	30 janvier 2014	STI(Dogonkiria & Kiéché) utilisée par ONG AGIR	Cogestion/PAMED2	NER 1003011	19-févr.-14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082715	8IT 7192 RN	30 janvier 2014	(COFO et OSV) Commune de Kankadi puis utilisée par ONG ECODEL	Cogestion/PAMED2	NER 1003011	19-févr.-14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082527	8IT 7193 RN	30 janvier 2014	STC Fakara puis utiliséE par ONG ECODEL	Cogestion/PAMED2	NER 1003011	19-févr.-14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082448	8IT 7194 RN	30 janvier 2014	(COFO et OSV) Commune de Fabidji	Cogestion/PAMED2	NER 1003011	19-févr.-14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082436	8IT 7195 RN	30 janvier 2014	(COFO et OSV) Commune de Koygolo	Cogestion/PAMED2	NER 1003011	19-févr.-14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082540	8IT 7196 RN	30 janvier 2014	STC Birni	Cogestion/PAMED2	NER 1003011	19-févr.-14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082472	8IT 7197 RN	30 janvier 2014	STC Douméga	Cogestion/PAMED2	NER 1003011	19-févr.-14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082470	8IT 7198 RN	30 janvier 2014	STI (Kiota, Koygolo & Harkanassou)	Cogestion/PAMED2	NER 1003011	19-févr.-14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082742	8IT 7199 RN	30 janvier 2014	(COFO et OSV) Commune de N'gonga	Cogestion/PAMED2	NER 1003011	19-févr.-14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082741	8IT 7200 RN	30 janvier 2014	(COFO et OSV) Commune de Falwel	Cogestion/PAMED2	NER 1003011	19-févr.-14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082721	8IT 7201 RN	30 janvier 2014	(COFO et OSV) Commune de Dogonkiria	Cogestion/PAMED2	NER 1003011	19-févr.-14	3 735,00	BON

HQ DEL N°	Marque	Modèle	Type	Nombre de places	N° de chassis	N° d'immatriculation	Date de première mise en circulation	Utilisation principale	Source de Financement	Centre de coût (Code projet Navision)	Date de facture	Prix en EUR	Etat du véhicule
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082743	8IT 7202 RN	30 janvier 2014	(COFO et OSV) Commune de Loga	Cogestion/P AMED2	NER 1003011	19-févr.- 14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082720	8IT 7203 RN	30 janvier 2014	(COFO et OSV) Commune de Kiénché	Cogestion/P AMED2	NER 1003011	19-févr.- 14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082719	8IT 7204 RN	30 janvier 2014	(COFO et OSV) Commune de Sokorbé	Cogestion/P AMED2	NER 1003011	19-févr.- 14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082716	8IT 7205 RN	30 janvier 2014	(COFO et OSV) Commune de Kiota	Cogestion/P AMED2	NER 1003011	19-févr.- 14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082717	8IT 7206 RN	30 janvier 2014	(COFO et OSV) Commune de Birni	Cogestion/P AMED2	NER 1003011	19-févr.- 14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X082718	8IT 7207 RN	30 janvier 2014	(COFO et OSV) Commune de Haririkassou	Cogestion/P AMED2	NER 1003011	19-févr.- 14	3 735,00	BON
	Yamaha	DT	125	2	DE02X070314	8IT 5878 RN	12 octobre 2011	(COFO et OSV) Commune de Douméga	ARMFD 2	NER080281 1			Bien
	Yamaha	DT	125	2	DE02X070309	8IT 5887 RN	01 janvier 2011	(COFO et OSV) Commune de Fakara	ARMFD 2	NER080281 1			Très mauvais
	Yamaha	DT	125	2	DE02X070030	8IT 5879 RN	12 octobre 2011	ONG ORDEVI	ARMFD 2	NER080281 1			Bien
	Yamaha	DT	125	2	DE02X068755	8IT 5880 RN	01 janvier 2011	ONG ORDEVI	ARMFD 2	NER080281 1			Bien
	Yamaha	DT	125	2	DE02X068754	8IT 5881 RN	01 janvier 2011	ONG AGIR PLUS	ARMFD 2	NER080281 1			Bien
	Yamaha	DT	125	2	DE02X070490	8IT 5875 RN	12 octobre 2011	STC N'GONGA	ARMFD2	NER080281 1			Bien
												266 777,39	

8 Cadre logique original tiré du DTF :

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
OG	Contribuer à améliorer la sécurité alimentaire dans la région de Dosso	Taux de couverture des besoins alimentaires a augmenté dans les 14 communes cibles	Enquêtes annuelles SAP	Stabilité politique dans le pays et dans la région Perturbations climatiques importantes
		Le nombre de ménages vulnérables a diminué dans les 14 communes cibles	Enquêtes complémentaires organisées par le Projet	Stabilité de l'économie nationale Perturbations climatiques importantes
		Le pourcentage de ménages avec 2 repas par jour au moins pendant 6 mois dans l'année a augmenté dans les 14 communes cibles	Système de suivi mis en place dans les communes	Les autres programmes de développement sont mis en œuvre comme prévu
OS	La gouvernance locale dans le domaine de la sécurité alimentaire est améliorée dans la région de Dosso	Au moins 9 communes obtiennent une note suffisante (75%) dans l'appréciation de leur capacité à orienter leurs actions sur base de l'analyse du suivi de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité au niveau de leur territoire	Système de suivi mis en place dans les communes	Aléas climatiques supportables Adhésion des autres PTF/Acteurs
		Dans au moins 9 communes 80% des investissements ont atteint 80% des objectifs de sécurité alimentaire prévus par les contrats d'objectifs dans le cadre du FDC	Enquêtes de satisfactions	Stabilité sociale et politique dans les communes Le respect des engagements Aléas climatiques supportables
		Au moins 9 communes obtiennent une note suffisante (75%) dans l'appréciation de la qualité de la gestion des investissements par rapport au respect du mandat des acteurs de la gouvernance locale et des outils élaborés.	Rapports de suivi du projet Dispositif de suivi communal Enquêtes ponctuelles	Les Conseils Communaux s'inscrivent dans la démarche du Programme
		Toutes les communes réalisent à plus de 80% les indicateurs de performance convenus dans les Contrats d'Objectifs (indicateurs de gouvernance y compris les indicateurs portant sur le genre et l'environnement)	Evaluation des Contrats d'objectifs	Stabilité sociale et politique dans les communes
		Dans 9 communes au moins, l'appréciation de la qualité des services publics et privés offerts dans le domaine de la sécurité alimentaire obtient une note satisfaisante (75%)	Enquêtes ponctuelles/études Dispositif de suivi communal	Respect des engagements des acteurs Stabilité sociale et politique dans les communes
		Les réflexions menées dans la région de Dosso sur le rôle des acteurs de la gouvernance locale dans l'amélioration de la sécurité alimentaire alimentent les revues sectorielles	Revue sectorielles du secteur de la décentralisation et de la sécurité alimentaire Rapports d'ateliers réflexions/capitalisation	Tenue effective des revues sectorielles Stabilité sociale et politique/institutionnelle Disponibilité des acteurs à partager les expériences

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
		<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 40% de femmes dans les comités de gestion des infrastructures financées - 10% de projets contribuent la réduction de la pénibilité du travail pour les femmes 	Rapport de suivi du projet Dispositif de suivi communal Enquêtes/Etudes ponctuelles PV de mise en place des Bureaux des COGEs	Pesanteurs socioculturel
		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
	Logique d'intervention	Les nouveaux PDC des 14 communes sont basés sur une vision à moyen et long termes et intègrent i) des idées de stratégies spécifiques ou thématiques ii) une participation effective des femmes et des groupes défavorisés, iii) un souci pour l'environnement et iv) un partenariat effectif avec les autres acteurs du développement local	Document de stratégie et PV du Conseil Documents de PDC	Les Conseils Communaux priorisent les thématiques qui sont en cohérence avec les objectifs proposés par le Projet Adhésion et engagement des acteurs
R 1	Les mécanismes de gouvernance locale sont développés et mis en œuvre conformément au processus de décentralisation	Au moins 8 communes disposent d'un cadre de concertation fonctionnel, avec la participation des organisations de femmes (2 réunions par année qui mobilisent > 50% des intervenants)	PV des réunions	Une bonne collaboration entre les responsables communaux et les niveaux du département et de la région
		Au moins 8 communes disposent et mettent en œuvre un protocole pour la sécurisation foncière qui est validé par les acteurs concernés	Texte du protocole et enquête auprès des acteurs	L'adoption des textes qui opérationnalisent la décentralisation Respect des engagements des acteurs
		Au moins 8 communes disposent d'un dispositif communal d'alerte précoce (OSV, SCAPRU) fonctionnel	Rapports d'activités	Respect des engagements des acteurs
		Dans au moins 10 communes, les budgets communaux sont élaborés et exécutés selon les règles (comptabilité publique + compléments propres aux communes)	Rapport annuel du projet sur le FDC + audits dans les communes	Disponibilité et stabilité des ressources humaines
		Les 14 communes disposent de nouveaux outils de gestion intégrés (Boîte à outils pour la maîtrise d'ouvrage, planification et suivi budgétaire)	Rapport du projet et enquête auprès des acteurs	Alignement du Niger sur la directive de l'UEMOA en matière finance publique
		7 communes disposent d'un STC avec au moins un cadre technique et un plan d'entreprise viable et respecté	Rapport du projet	Viabilité financière des communes Stabilité des agents Bonne collaboration avec les STD
		Au moins 8 communes disposent d'un protocole de collaboration avec les STD qui est respecté pour > 75%	Texte du protocole et enquête auprès des acteurs	Motivation des acteurs

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
R 2	Les acteurs du développement local (CT, STD, Société civile et acteurs privés) ont la capacité de jouer leur rôle dans l'amélioration de la sécurité alimentaire	Au moins 8 communes ont respecté leurs engagements dans le C.O à plus 75%	Rapport du projet (Contrat d'Objectifs) + rapport MTR et d'évaluation finale	Les intérêts politico-sociaux au niveau communal n'empêchent pas la collaboration entre les acteurs
		Au moins 8 communes dans les 4 départements sont impliquées dans un projet intercommunal	Rapport annuel du Projet Le rapport d'évaluation Dossiers de Projet	Division de travail fonctionnelle avec les autres projets, spécialement PAC II et les coopérations luxembourgeoise et suisse
		30% des prestataires formés ont amélioré leurs capacités d'offrir un service de qualité	Rapport final du projet	Les divergences d'approches entre les projets des PTFs intervenant dans la zone ne pèsent pas sur l'appropriation des communes et ne minent pas leurs capacités de gestion
		Dans au moins 11 communes, > 80% des projets financés par le FDC sont programmés et réalisés selon les dispositions du Contrat d'Objectifs	Rapport du projet : indicateurs des Contrats d'Objectifs	Disponibilité de prestataires de qualité suffisante dans la région Capacité d'absorption des Fonds par les communes
R 3	Sous l'impulsion des Collectivités locales, des investissements sont réalisés et des services sont mis en place pour améliorer durablement la sécurité alimentaire dans 14 communes vulnérables	Au moins 60% des projets visent des groupes de femmes et/ou de populations vulnérables	+ rapport d'évaluation finale	Alignement des projets retenus par les Conseils Communaux sur les axes porteurs de la sécurité alimentaire Mise en œuvre effective du processus de ciblage des porteurs de projets par les communes Volonté d'autres projets pour une mise en synergie et complémentarité des projets portés par la commune et les communautés Les projets prioritaires (notamment dans les domaines de l'élevage et de l'irrigation) ne font pas l'objet de tensions sociales fragilisantes
		Un système de suivi intégré est fonctionnel dans au moins 10 communes Dans au moins 10 communes le dispositif de suivi communal intègre > 75% des données sur les projets de développement (identifier les données pertinentes) Dans au moins 10 communes le dispositif de suivi intègre > 6 indicateurs de suivi de la sécurité alimentaire et la performance des services essentiels	Rapport du projet + rapport d'évaluation finale Rapport des missions de suivi	Disponibilité et transparence des intervenants pour une coordination et apprentissage mutuel Disponibilité des ressources humaines pour la gestion du dispositif de suivi
R 4	Les dispositifs de suivi, d'apprentissage et de coordination sont fonctionnels dans les 14	Au moins 3 produits de capitalisation (dont au moins un sur le rôle différencié des femmes et des hommes dans la sécurité alimentaire) sont diffusés auprès des acteurs communaux, régionaux et nationaux concernés par le thème	Produits de capitalisation + enquête auprès des acteurs concernés	Portage et appropriation des cadres de concertation régionale par les autorités compétentes

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
	communes et au niveau de la région et alimentent la réflexion régionale et nationale sur l'amélioration de la SA dans un contexte de décentralisation	Au moins 3 modules de formation sont produits, validés par le CFGCT et promus comme référence au niveau national	Documents des modules et disponibilité auprès du CFGCT Rapports d'ateliers de validation	Respect des engagements des parties prenantes
		L'alliance d'apprentissage a systématisé les expériences sur au moins 4 thèmes qui incluent les dimensions genre et environnement	PV des réunions + produits systématisés Rapports des rencontres	Disponibilité, intérêt et engagement des acteurs

9 Matrice de monitoring complète

CODE PROJET	NER 10 030 11 & NER 12 032 01
NOM PROJET	PAMED 2 & PAMED 2 Extension

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1 (2012)	Vobtenue Année 1 (2012)	Vcible Année 2 (2013)	Vobtenue Année 2 (2013)	Vcible Année 3 (2014)	Vobtenue Année 3 (2014)	Vcible Année 4 (2015)	Vobtenue Année 4 (2015)	Vcible année 5 (2016)	Vobtenue année 5 (2016)	Vcible année 6 (2017)	Vobtenue année 6 (2017)
IMPACT: Améliorer la sécurité alimentaire dans la région de Dosso														
1. Taux de couverture des besoins alimentaires a augmenté dans les 14 communes cibles	11%													13%
2. Le nombre de ménages vulnérables a diminué dans les 14 communes cibles	30%													13%
3. Le pourcentage de ménages avec 2 repas par jour au moins pendant 6 mois dans l'année a augmenté dans les 14 communes cibles	74%													93%
OUTCOME : La gouvernance locale dans le domaine de la sécurité alimentaire est améliorée dans la région de Dosso														
I.1. Au moins 9 communes obtiennent une note suffisante (75%) dans l'appréciation de leur capacité à orienter leurs actions sur base de l'analyse du suivi de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité au niveau de leur territoire	1	9	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	1	9	9	9	8	9	7	9	8	9	8
I.2. Dans au moins 9 communes les investissements/microprojets ont atteint 80% des objectifs de sécurité alimentaire prévus dans le document de projet	0	9	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	2	0	4	ND	6	10	7	6	9	8
I.3. Au moins 9 communes obtiennent une note suffisante (75%) dans l'appréciation de la qualité de la gestion des investissements par rapport au respect du mandat des acteurs de la gouvernance locale et des outils élaborés.	0	9	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	2	0	4	3	6	0	7	5	9	8

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1 (2012)	Vobtenue Année 1 (2012)	Vcible Année 2 (2013)	Vobtenue Année 2 (2013)	Vcible Année 3 (2014)	Vobtenue Année 3 (2014)	Vcible Année 4 (2015)	Vobtenue Année 4 (2015)	Vcible année 5 (2016)	Vobtenue année 5 (2016)	Vcible année 6 (2017)	Vobtenue année 6 (2017)
I.4. Toutes les communes réalisent à plus de 80% les indicateurs de gouvernance convenus dans les Contrats d'Objectifs (y compris les indicateurs portant sur le genre et l'environnement)	0	14	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	6	6	10	11	14	9	12	10	12	7
I.5. Dans 9 communes au moins, l'appréciation de la qualité des services publics et privés offerts dans le domaine de la sécurité alimentaire dans le cadre du PAMED2 obtient une note satisfaisante (75%)	0	9	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	2	0	4	ND	6	11	7	11	9	11
I.6. Quatre documents de réflexions menées dans la région de Dosso sur le rôle des acteurs de la gouvernance locale dans l'amélioration de la sécurité alimentaire alimentent les revues sectorielles	0	4	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	2	0	2	0	3	0	4	0	4	0
I.7. Au moins 40% des membres des comités de gestion des infrastructures financées sont des femmes	0	40	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	30%	54%	40%	54%	40%	70%	40%	70%	40%	70%
I.8. 10% de projets contribuent à la réduction de la pénibilité du travail pour les femmes	0	10	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	5%	27,50%	10%	29%	10%	24%	10%	30%	10%	30%
OUTPUT 1: Les mécanismes de gouvernance locale sont développés et mis en œuvre conformément au processus de décentralisation														
I.1.1. Les nouveaux PDC des 12 communes sont basés sur une vision à moyen et long termes et intègrent i) des idées de stratégies spécifiques ou thématiques ii) une participation effective des femmes et des groupes défavorisés, iii) un souci pour l'environnement et iv) un partenariat effectif avec les autres acteurs du développement local	0	12	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	12	5	12	11	12	11	12	11	12	12
I.1.2. Au moins 8 communes disposent d'un cadre de concertation fonctionnel, avec la participation des organisations de femmes (2 réunions par année qui mobilisent > 50% des intervenants)	0	8	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	4	0	8	10	8	5	8	8	8	12

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1 (2012)	Vobtenue Année 1 (2012)	Vcible Année 2 (2013)	Vobtenue Année 2 (2013)	Vcible Année 3 (2014)	Vobtenue Année 3 (2014)	Vcible Année 4 (2015)	Vobtenue Année 4 (2015)	Vcible année 5 (2016)	Vobtenue année 5 (2016)	Vcible année 6 (2017)	Vobtenue année 6 (2017)
I.1.3. Au moins 6 COFOCOM et 1 COFODEP sont créés et tiennent leur dossier rural dans la zone intervention du Programme.	0	7	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	7	14	8	11	8	9	8	10	7	10
I.1.4. Au moins 8 communes disposent d'un dispositif communal d'alerte précoce (OSV, SCAPRU) fonctionnel	1	8	non fixée, 2012= année de référence	1	8	9	8	8	8	7	8	8	8	8
I.1.5. Dans au moins 10 communes, les budgets communaux sont élaborés et exécutés selon les règles (comptabilité publique + compléments propres aux communes)	3	10	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	3	5	6	8	7	9	11	10	10	10	10
I.1.6. Les 12 communes disposent de nouveaux outils de gestion intégrés (Boîte à outils pour la maîtrise d'ouvrage, planification et suivi budgétaire)	0	14	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	14	14	14	14	14	14	12	12	12	12
I.1.7. Sept (7) communes disposent d'un STC avec au moins un cadre technique et un plan d'entreprise viable et respecté	0	7	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	7	0	7	9	7	12	7	10	7	11
OUTPUT 2: Les acteurs du développement local (CT, STD, Société civile et acteurs privés) ont la capacité de jouer leur rôle dans l'amélioration de la sécurité alimentaire														
I.2.1. Au moins 8 communes disposent d'un protocole de collaboration avec les STD qui est respecté pour > 75%	0	8	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	1	11	8	10	8	12	8	12	8	12
I.2.2. Au moins 8 communes ont respecté leurs engagements dans le C.O à plus 75%	Na	8	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	na	4	6	8	11	8	12	8	12	8	12

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1 (2012)	Vobtenue Année 1 (2012)	Vcible Année 2 (2013)	Vobtenue Année 2 (2013)	Vcible Année 3 (2014)	Vobtenue Année 3 (2014)	Vcible Année 4 (2015)	Vobtenue Année 4 (2015)	Vcible année 5 (2016)	Vobtenue année 5 (2016)	Vcible année 6 (2017)	Vobtenue année 6 (2017)
I.2.3. Au moins 8 communes dans les 4 départements sont impliquées dans un projet intercommunal	0	8	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	2	0	4	0	6	2	8	2	8	2
I.2.4. 30% des prestataires de la base de données formés ont amélioré leurs capacités d'offrir un service de qualité	0	30	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	10%	0	30%	33%	30%	44%	30%	44%	30%	32%
OUTPUT 3: Sous l'impulsion des Collectivités locales, des investissements sont réalisés et des services sont mis en place pour améliorer durablement la sécurité alimentaire dans 14														
I.3.1. Dans au moins 11 communes, > 80% des projets financés par le FDC sont programmés et réalisés selon les dispositions du Contrat d'Objectifs	Na	11	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	na	5	6	11	9	11	10	11	12	11	12
I.3.2. Au moins 60% des projets visent des groupes de femmes et/ou de populations vulnérables	Na	60	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	na	30%	78%	60%	75%	60%	68%	60%	70%	60%	77%
OUTPUT 4: Les dispositifs de suivi, d'apprentissage et de coordination sont fonctionnels dans les 14 communes et au niveau de la région et alimentent la réflexion régionale et nationale sur l'amélioration de la sécurité alimentaire dans un contexte de décentralisation														
I.4.1. Un système de suivi intégré est fonctionnel dans au moins 10 communes	0	10	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	2	0	6	8	10	7	10	10	10	12
I.4.2 Dans au moins 10 communes le dispositif de suivi communal intègre > 75% des données sur les projets de développement (identifier les données pertinentes)	0	10	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	2	0	6	8	10	7	10	10	10	12
I.4.3. Dans au moins 10 communes le dispositif de suivi intègre > 6 indicateurs de suivi de la sécurité alimentaire et la performance des services essentiels	0	10	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	10	0	6	8	10	7	10	10	10	12

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1 (2012)	Vobtenue Année 1 (2012)	Vcible Année 2 (2013)	Vobtenue Année 2 (2013)	Vcible Année 3 (2014)	Vobtenue Année 3 (2014)	Vcible Année 4 (2015)	Vobtenue Année 4 (2015)	Vcible année 5 (2016)	Vobtenue année 5 (2016)	Vcible année 6 (2017)	Vobtenue année 6 (2017)
I.4.4. Au moins 3 produits de capitalisation (dont au moins un sur le rôle différencié des femmes et des hommes dans la sécurité alimentaire) sont diffusés auprès des acteurs communaux, régionaux et nationaux concernés par le thème	0	3	non fixée, 2012= année de référence /démarrage	0	0	0	2	0	3	5	3	5	3	5
I.4.5. Au moins 3 modules de formation sont produits, validés par le CFGCT et promus comme référence au niveau national	0	3	0	4	non fixée, 2012= année de référence	0	2	0	3	0	3	2	3	2
I.4.6. L'alliance d'apprentissage a systématisé les expériences sur au moins 4 thèmes qui incluent les dimensions genre et environnement	0	4	0	0	0	0	1	1	2	0	4	1	4	2

10 Outils et produits

Etudes :

- Etude sur le rôle des acteurs dans la mise en place et la gestion des investissements productifs en milieu rural ;
- Etude diagnostic organisationnelle et de la performance gestion financière des communes d'intervention du PAMED 2 ;
- Manuel de procédures fonds de développement communal
- Etude baseline et manuel de suivi évaluation
- Stratégie communale de promotion de la petite irrigation de Douméga
- Stratégie Communale de promotion et de développement des banques céréalières de Dogonkiria

Capitalisation Notes de partage d'expérience

- Note de partage d'expérience appui budgétaire communal
- Note de partage d'expérience redevabilité
- Note de partage d'expérience dispositif de suivi communal
- Note de partage d'expérience accès des femmes au foncier
- Note de partage d'expérience décentralisation du système d'alerte précoce

Manuel/Guide

- Boîte à outils maîtrise d'ouvrage
- Guide Cadres communaux de concertation
- Guide Redevabilité publique communale
- Guide dispositif de suivi évaluation
- Manuel logiciel de gestion budgétaire et comptable

Autres ressources

- Un module sécurité alimentaire et nutritionnelle élaboré
- Un module leadership et gestion municipale élaboré